

Royaume du Maroc
Haut Commissariat au Plan

P r o s p e c t i v e
MAROC 2030

Actes du Forum I

Environnement
géostratégique
et économique

Session 2

Quelle
économie-monde ?

P r o s p e c t i v e
MAROC 2030

Actes du Forum I

Environnement
géostratégique
et économique

Session 2

**Quelle
économie-monde?**

AVANT-PROPOS

Sous le Haut Patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, le Haut Commissariat au Plan conduit une réflexion prospective dans le cadre d'une approche renouvelée de planification du développement économique et social du Maroc, privilégiant une démarche à caractère stratégique.

Cette réflexion, menée sous le titre « Prospective Maroc 2030 », vise à explorer les futurs possibles de notre pays et les soumettre à un débat national avant d'aboutir au choix du scénario où il souhaiterait inscrire ses plans de développement. Cette réflexion à laquelle sera convié l'ensemble des acteurs de la vie politique, économique, sociale et culturelle privilégie une démarche participative.

La première phase de cet exercice, dite phase de la construction de la base, s'est articulée autour de plusieurs activités, dont notamment :

- la conduite de deux forums : le premier, « Maroc 2030 : environnement géostratégique et économique » organisé en trois sessions tenues entre les mois d'avril et mai 2005, et le second, « la société marocaine, permanences, changements et scénarios pour l'avenir » organisé en novembre 2005 ;
- l'organisation de conférences-débats sur des thèmes spécifiques ; elles furent animées par d'éminents spécialistes en prospective ;
- l'élaboration d'études thématiques et sectorielles sur les principales problématiques du développement du pays.

Les travaux engagés dans le cadre de cette réflexion prospective sont complexes et nécessitent, en vue de la construction de scénarios pour explorer les futurs possibles, d'étudier l'évolution de l'environnement mondial qui conditionnera ces futurs, de cerner comment notre pays est parvenu à la situation qui est la sienne aujourd'hui et quelles en sont les tendances et les facteurs de changement.

C'est ainsi qu'après la première session dédiée à la géostratégie, le Haut Commissariat au Plan a organisé les 22 et 23 avril 2005 à Rabat, dans le cadre du premier forum, la deuxième session « Quelle économie monde ? ». Cette session a réuni d'éminents spécialistes nationaux et internationaux autour des questions de mondialisation, de l'évolution de l'économie mondiale et des éventuelles conséquences de la poursuite de la mondialisation sur les systèmes productifs, les modes de gouvernance, les alliances stratégiques, etc.

Les sujets débattus ont porté essentiellement sur les grands scénarios de l'économie mondiale, la mondialisation des échanges et l'inévitable décentralisation, les nouvelles technologies de l'information et leur impact sur les transformations des systèmes de production, la sécurité alimentaire dans le bassin méditerranéen, les mouvements de population, le développement

durable, l'économie du savoir ou encore les pôles de compétitivité. Au-delà, cela a donné aussi l'occasion d'évaluer la position de la Méditerranée et du Maghreb dans cette économie-monde.

Par la publication des actes des forums et des rapports des études, le Haut Commissariat au Plan souhaite mettre à la disposition du public l'ensemble des matériaux relatif à la phase de la construction de la base. Ce recueil est le deuxième de la série « Prospective Maroc 2030 ».

Le présent document présente l'ensemble des textes des intervenants (contributions écrites par leurs auteurs ou retranscriptions des exposés) et les débats des différentes séances. Ces derniers ont été synthétisés de la manière la plus fidèle possible en mettant l'accent sur les questions à caractère prospectif.

TABLE DES MATIÈRES

	Discours d'ouverture
7	M. Ahmed LAHLIMI ALAMI
<hr/>	
	PREMIÈRE SÉANCE
	Introduction du Président de séance
9	M. Mustapha BAKKOURY
	Les grands scénarios de l'évolution de l'économie mondiale
10	M. Philippe COLOMBANI
	Mondialisation des échanges et inévitable décentralisation
14	M. Jean-Louis GUIGOU
	L'impact des nouvelles technologies de l'information sur l'évolution des systèmes de production et sur les rapports Nord-Sud
17	M. José JIMENEZ
22	Synthèse du débat de la première séance
<hr/>	
	DEUXIÈME SÉANCE
	Introduction du Président de séance
23	M. Tariq SIJILMASSI
	Méditerranée et développement durable : l'analyse prospective du Plan bleu
24	M. Guillaume BENOIT
	Sécurité alimentaire dans le Bassin méditerranéen
33	M. Bertrand HERVIEU
	Les mouvements de population, les délocalisations et les déplacements de main-d'œuvre dans le monde
36	M. Jacques FREYSSINET
44	Synthèse du débat de la deuxième séance
<hr/>	
	TROISIÈME SÉANCE
	Transformations du système productif global et nouvelle intégration régionale
47	M. Robert SMOLIK
	Développement des pôles de compétitivité dans l'économie du XXI ^e siècle
51	M. Nicolas BERNARDI
	L'économie du savoir, une nouvelle dimension de la croissance
57	M. Grigori LAZAREV
66	Synthèse du débat de la troisième séance
<hr/>	
	QUATRIÈME SÉANCE
	Le Maghreb dans vingt-cinq ans : quelles perspectives ?
73	M. Louis MARTINEZ
	Economie-monde : quelles opportunités pour le Maghreb ?
79	P. COLOMBANI, R. SMOLIK, B. GUILLAUME, G. LAZAREV et L. MARTINEZ
81	Liste des intervenants

DISCOURS D'OUVERTURE

M. Ahmed LAHLIMI ALAMI

Haut Commissaire au Plan

J'ai le plaisir de vous accueillir pour cette deuxième session du Forum « Environnement géostratégique et économique » dans lequel nous allons devoir situer notre réflexion sur la « Prospective Maroc 2030 ». Aujourd'hui, nous allons débattre de l'économie-monde, et je suis heureux d'accueillir nos amis venus de pays amis et qui, malgré des contraintes de calendrier, ont bien voulu être avec nous pour nous apporter le fruit de leur savoir et de leur expérience pour enrichir notre connaissance de cet environnement dans les vingt ou vingt-cinq années à venir. Je tiens aussi à exprimer à tous les participants nationaux ma joie de les retrouver dans ce Forum. Leur présence a, à nos yeux, d'autant plus de valeur qu'ils se sont déplacés au milieu d'un long week-end férié. Je voudrais, bien entendu, bien que cela puisse paraître superflu, tant notre partenariat est devenu exemplaire, remercier le PNUD pour l'aide qu'il nous apporte pour la réalisation de ce travail sur la prospective, et je me dois de me tourner vers son représentant pour lui dire combien nous apprécions cette collaboration et sa constante disponibilité personnelle à animer ce partenariat.

Pour introduire nos débats d'aujourd'hui, je voudrais rappeler qu'ils se situent dans le prolongement des travaux de la première session. Celle-ci se proposait de jeter un regard prospectif sur les grandes tendances de la géostratégie mondiale. Nos invités, spécialistes de ces questions appliquées aux grandes régions du monde, nous ont fait partager leurs analyses et leurs interrogations et nous avons tous pu apprécier la richesse des débats auxquels celles-ci ont donné lieu.

Le premier constat qui s'en est dégagé, et que nous avons tous fait, a porté sur l'indissociable liaison qui s'est d'emblée établie entre le géopolitique et l'économique. Les tendances de la géostratégie du monde vont incontestablement être dominées par de grandes confrontations économiques dans lesquelles les partenaires les plus puissants du siècle précédent vont connaître, outre les rapports de force et de concurrence qui régissent leur coexistence, une compétition économique avec les économies émergentes au premier rang desquelles se tiendra une Chine de plus en plus « atelier », puis, demain, « laboratoire » du monde et, dans tous les cas, immense et attractif centre mondial de consommation.

Comment nous situerons-nous dans cette gigantesque compétition dont les échelles sont sans aucun rapport avec la dimension de notre pays? Nous nous situerons, sans nul doute, dans la mondialisation, mais nous n'aurons aucun poids si nous ne nous situons pas aussi par rapport aux grandes configurations régionales.

On peut, à cet égard, dire qu'en résumé les débats de la première session de ce Forum semblent avoir conclu à une affirmation forte du devenir de notre pays dans l'Euro-Méditerranée en même temps que dans un régionalisme ouvert commandé par notre géographie, notre histoire et nos valeurs culturelles et spirituelles.

L'option de l'Euro-Méditerranée semble ainsi s'imposer à nous pour des raisons évidentes, bien que les questions sur les formes à travers lesquelles se déploierait cette option dans l'horizon où nous nous plaçons restent ouvertes : nouveau partenariat euro-méditerranéen, association de voisinage, structure proprement méditerranéenne. Nous sommes, en même temps, engagés sur d'autres chemins. Nous participons à un accord de libre-échange avec les Etats-Unis, dont la puissance semble devoir rester dominante sur le plan international et dont le potentiel économique est renforcé par l'ALENA. Cet accord présente pour notre développement autant d'opportunités que de contraintes. Nous sommes, par ailleurs, historiquement engagés dans un processus d'édification d'un Grand Maghreb et avons des liens forts avec le monde arabe. Ici et là, des signes d'ouverture laissent espérer, à moyen terme, un épuisement d'une culture dangereuse du ressentiment et des évolutions porteuses de messages positifs qui intéressent toute la Méditerranée. Nous sommes enfin, pour des raisons historiques et géographiques, tournés vers l'Afrique. Bien que celle-ci peine à s'arrimer à la dynamique des regroupements régionaux, ayant encore à consolider ou à repenser ses structures étatiques, elle devrait offrir à nos traditionnels rapports d'immenses opportunités de se déployer si nous ne manquons pas de perspicacité pour les identifier et d'ambition pour les exploiter.

Dès lors, notre réflexion devrait, nous semble-t-il nous amener à nous poser des questions incontournables. Ces cercles d'une régionalisation à géométrie variable dans lesquels nous nous situons sont-ils incompatibles, ou au contraire, nous ouvrent-ils davantage d'opportunités ? Devons-nous y affirmer des priorités ? Devons-nous méditer sur l'exemple d'autres pays tel le Chili qui, engagé dans des accords multiples, semble s'être tourné avec succès vers une formule à évaluer, celle d'un « régionalisme ouvert » ? Serait-ce là la voie qui multiplie le mieux les opportunités au lieu de les limiter ?

En abordant les grands problèmes de l'économie-monde, c'est à une réflexion sur le poids de ces configurations pour le devenir du Maroc que nous sommes invités. La troisième session de ce premier forum, portant sur les sources de croissance actuelles et potentielles de notre économie, ainsi que le deuxième forum, portant sur les capacités d'évolution de notre société et ses aptitudes à se reformer pour assurer à notre pays la nécessaire compétitivité, auront à fournir les matériaux nécessaires à la construction des scénarios de ce Maroc 2030.

D'éminents intervenants ont bien voulu répondre à notre invitation pour aborder cette économie-monde sous plusieurs de ses angles les plus déterminants. Nous aurons à débattre des grands scénarios de l'évolution de notre environnement économique, de la mondialisation des échanges, de l'impact des nouvelles technologies et de l'économie du savoir sur les systèmes de production, des mouvements de population, du développement durable de la Méditerranée et du devenir du Maghreb. Une table ronde conclura nos débats par un brainstorming autour des atouts qui pourraient être ceux de cette région qui est la nôtre et dont il nous semblerait intéressant d'approfondir ultérieurement l'étude et d'évaluer le niveau de réalisme.

PREMIÈRE SÉANCE

Introduction du Président de séance

Mustapha BAKKOURY

Directeur général de la Caisse de dépôt et de gestion

Je suis très heureux de participer à cet exercice aussi important de prospective qui permet à la fois d'anticiper et d'aider à la prise de décision et qui constitue en même temps une fonction de veille, c'est-à-dire d'analyse des tendances lourdes, des idées et des faits porteurs d'avenir.

Je voudrais tout d'abord rappeler que nous assistons à travers le monde à une série de réactions du processus de mondialisation qui vont de la remise en cause des institutions internationales et de la proposition de leur réforme à la remise en cause de l'ensemble du processus d'ouverture des frontières avec cette impression que l'Histoire s'accélère.

Par conséquent, différents scénarios d'évolution de l'économie sont déclinés ici et là. On connaît les scénarios dits « roses » de l'école de Chicago qui milite pour un libéralisme synonyme de progrès. D'autres sont plus réalistes et mettent en avant une mondialisation plus conflictuelle, synonyme de désordre et parfois de régression.

Je crois qu'il y a des scénarios intermédiaires où l'on prévoit des changements maîtrisés grâce à un travail de prévention, de prospective, de coordination et de régulation des grandes institutions comme le Fonds monétaire international, le Groupe des G7 ou l'Organisation mondiale du commerce.

Les grands scénarios de l'évolution de l'économie mondiale

Philippe COLOMBANI

*Chef de la Mission économique de l'Ambassade de France à Cuba,
Consultant permanent au Centre d'analyse et de prévision
du ministère des Affaires étrangères*

L'IFRI avait, il y a deux ans, engagé un travail à la demande de la Commission européenne avec une équipe d'économistes et de prospectivistes sur l'économie mondiale et le commerce mondial au 21^e siècle (1). C'était une tâche un peu ambitieuse que nous avons essayé d'aborder avec beaucoup de modestie, car se projeter jusqu'en 2050 est un exercice délicat.

Les déterminants profonds de la croissance sont des éléments essentiels de la réflexion prospective...

Dans un exercice de prospective de long terme, il n'est pas raisonnable de faire trop de projections quantitatives, mais il n'est pas raisonnable non plus de ne pas en faire, car les décideurs politiques auxquels ces travaux sont destinés ont besoin d'éclairages quantitatifs afin de savoir à peu près « où on va ».

Nos travaux ont d'abord essayé d'isoler les déterminants profonds de la croissance de long terme, au risque de choquer nos collègues économistes attachés aux modèles d'équilibre général calculables et qui se méfient toujours de la projection à long terme. Pour ces travaux, il n'était pas question d'effectuer des prédictions. La tâche du prospectiviste n'est pas de prédire l'avenir, c'est d'apporter un éclairage sur les grandes tendances du futur afin qu'elles servent à la réflexion au présent. Les prospectivistes sont au service des décideurs pour leur apporter des éléments de réflexion, sachant que tout ce qu'ils disent peut changer. Je dirais même que ce que nous envisageons doit changer. On y reviendra tout à l'heure.

Il existe deux grands déterminants de la croissance potentielle à long terme. La croissance potentielle à long terme, c'est l'addition de la croissance de la population active et de la croissance de sa productivité. Dit en termes encore plus simples, si vous avez une population active en âge de produire suffisamment importante, suffisamment formée surtout, avec une forte productivité, si vous avez le stock de capital qui permet à cette population active d'avoir un effet de levier sur la production, vous aurez une croissance potentielle plutôt forte. Si la croissance de votre population active est faible et sa productivité faible, vous aurez une croissance économique plutôt faible.

Partant de cette méthode, très résumée ici, qui nous a demandé beaucoup de travaux (on a cherché dans l'histoire de l'économie, les travaux de l'OCDE ou d'autres organismes, quelles étaient les tendances de très long terme), nous avons pu élaborer quelques scénarios.

(1) *Le Commerce mondial au 21^e siècle*, IFRI, Commission européenne, 2003. www.ifri.org.

Les scénarios permettent d'agir au présent...

Le scénario de tendance, en forme de question, a été intitulé « Chronique d'un déclin annoncé ? ». Pourquoi ? Les tendances de long terme nous indiquaient que le poids de l'Union européenne dans l'économie mondiale (qui est aujourd'hui d'environ 20 %) diminuerait de moitié d'ici 2050 et ne représenterait plus que 12 % du fait de l'évolution de la démographie, des anticipations raisonnées et raisonnables qu'on pouvait avoir sur la productivité et du fait du développement des autres régions du monde, notamment l'Asie et les Amériques.

Ces anticipations posent une question existentielle. Construire un espace politique, économique, social et stratégique est une ambition formidable et louable. Si c'est pour arriver à ne peser que 10 % dans le vaste « conseil d'administration » du monde d'ici quarante ans, cela peut poser un problème. Ceci s'explique largement par des raisons démographiques. Vous connaissez tous les défis démographiques auxquels l'Europe doit faire face. Cela s'explique aussi par des raisons liées à la productivité, elle-même liée à nos investissements dans le domaine de la recherche et du développement.

Nous avons apporté à nos décideurs les éléments suivants : la question démographique, la question du vieillissement, la question du déséquilibre entre actifs et inactifs. Nous avons posé également la question de la productivité à travers des investissements en recherche-développement, en disant simplement que nous dépensions dans l'espace européen environ la moitié de ce que les Etats-Unis ou d'autres régions du monde dépensent pour la recherche par habitant et que 80 % de cette différence s'expliquait par le manque d'investissements en recherche-développement du secteur privé. Il s'agit de questions éminemment stratégiques.

Sur la démographie, l'Europe fait face à un problème assez sérieux à long terme puisque le taux de renouvellement des générations, c'est-à-dire le taux de fécondité optimal, est d'environ 2,1 enfants par femme et que nous en sommes en moyenne à 1,4 au niveau européen. L'immigration est une solution essentielle mais partielle. Elle ne compense en aucun cas la détérioration structurelle du taux de fécondité. D'autres régions du monde n'ont pas ces problèmes. Les Etats-Unis en particulier n'ont pas les mêmes problèmes de démographie que l'Europe. La Chine a un potentiel démographique, malgré la politique de l'enfant unique et des réserves de productivité. Sur ce scénario de tendance, l'Europe perd de la vitesse, la Méditerranée également, au profit d'autres régions (notamment l'Asie). Les Etats-Unis, avec le Canada et le Mexique, se maintiendront d'ici quelques décades à peu près au même niveau qu'aujourd'hui dans l'économie mondiale.

Le scénario de rupture s'appelle « l'Europe réinventée » et permet de maintenir le poids relatif de l'Union européenne à 20 % de l'économie mondiale. Les ingrédients pour ce deuxième scénario : une politique et une stratégie démographique, une stratégie technologique avec un gros effort de recherche et développement mais également une stratégie sociale et une stratégie politique. Stratégie sociale, pourquoi ? On voit mal un modèle social européen, s'il en existe un, résister longtemps aux pressions démographiques telles qu'on les a décrites.

Le monde du 21^e siècle devra faire face à quelques grands défis...

Le déficit de la balance des opérations courantes américaines pose une question de drainage de l'épargne mondiale. Si cela devait continuer, d'ici trente ans, la quasi-totalité des actifs des Etats-Unis appartiendrait à des non-résidents, avec les niveaux de déficit actuels. Pour l'économie-monde, on observe un mouvement de dépoliarisation qui débute en 1989 avec

la chute de l'empire soviétique et un mouvement de repolarisation aujourd'hui évident : d'un côté les Etats-Unis et de l'autre la Chine, avec une concurrence stratégique et d'influence qui passe largement par l'économie.

Dans leurs documents de 2002 sur la « National Security Strategy », les Etats-Unis ont eux-mêmes évoqué la montée, en termes certes discrets, de cette bipolarisation-repolarisation. Certains, en Europe, ne voient pas le monde en termes de bipolarisation mais de multipolarité.

Mais il est vrai que si nous prenons l'exemple de l'Amérique latine, au rythme actuel des échanges, la Chine aura dans quinze ou vingt ans le même volume de commerce que les Etats-Unis. Cela pose des questions stratégiques et des questions sur l'organisation des espaces régionaux.

Aujourd'hui, on observe que l'Amérique latine tente de s'organiser en tant qu'espace régional ouvert qui cherche ses propres solutions.

Autre élément important, la structure des échanges. La production et la valeur ajoutée dans le calcul des PIB, c'est 70 % de services et 30 % d'activités industrielles. Dans le commerce ou les échanges commerciaux, c'est l'inverse : on est à 30 % de services et 70 % d'échanges de produits industriels classiques. Ces choses vont certainement évoluer avec la globalisation.

On observe aussi un phénomène de virtualisation du monde dans les domaines stratégiques. La géopolitique, au sens classique, c'est quoi ? Ce sont les rapports de la géographie et de la politique, concept allemand du 19^e siècle. Aujourd'hui, il faut réfléchir à la façon dont les technologies vont faire évoluer ces concepts. A partir du moment où il maîtrise l'espace et la virtualisation du monde, un pays qui a une dimension géographique classique modeste, s'il possède les technologies pour avoir une projection dans l'espace, peut avoir un poids géopolitique beaucoup plus important. Ses moyens technologiques modifient la notion de géographie, même si les frontières classiques continuent, bien sûr, d'exister et ô combien !

Les NTIC ont également un impact dans les échanges économiques avec les échanges de services, la montée en puissance de services à forte valeur ajoutée, le rôle des entreprises. Aujourd'hui, les deux tiers des échanges mondiaux sont réalisés par des firmes internationales, le tiers par des échanges intra-firmes, au sein des mêmes entreprises.

Quant à l'énergie, le baril de pétrole est monté à des prix assez élevés. Ce n'est pas une grande surprise du fait de la demande chinoise ou indienne. Ce qu'il faut analyser également, ce sont les intensités énergétiques. Cela coûte, en tonnes d'équivalent-pétrole, beaucoup moins cher aujourd'hui de produire 1 000 euros de valeur ajoutée.

Dans le grand mouvement de plaques tectoniques de la géopolitique mondiale, on observe la constitution d'ensembles régionaux. Le multilatéral existe toujours, mais la logique de proximité géographique et de gravité joue un rôle très important. On voit aussi apparaître des mouvements transversaux, ne serait-ce qu'avec la constitution du G20 dans le cas des négociations commerciales multilatérales. Une vingtaine de pays émergents capte 75 % des IDE (investissements directs étrangers) dans le monde. Cela signifie qu'une centaine de pays émergents en capte seulement 25 %.

Voilà une des grandes lignes de fracture du 21^e siècle. Des pays émergents vont peu à peu se détacher du monde du développement.

Une des grandes questions stratégiques également pour les années à venir va être l'Afrique subsaharienne, les autres régions arrivent à peu près à s'en sortir à des rythmes plus ou moins différents. En Afrique subsaharienne, si on se base sur les projections de population, la productivité potentielle telle qu'elle dérive du stock de capital, le niveau de recherche et

développement et les travaux de l'effort de formation, les perspectives ne sont pas bonnes du tout. On va avoir au sud du Sahel, d'ici trente à quarante ans, un réservoir de population d'un milliard et demi de femmes et d'hommes ayant un faible niveau de revenu. C'est une vraie question, un vrai défi pour l'avenir et un risque pour l'Afrique du Nord. Cela va être un vrai problème pour les pays du pourtour méditerranéen car les pressions migratoires qui vont venir de l'Afrique subsaharienne vont avoir sur eux un impact grandissant.

Sur l'Union européenne et la Méditerranée, vous parliez, Monsieur le ministre, de régionalisme ouvert, et je crois que vous avez dit l'essentiel. L'Europe a ses défis démographiques importants qu'elle n'a pas encore relevés, ses défis technologiques, sociaux et politiques. La Méditerranée a aussi son défi démographique car il faudrait 6 ou 7 % de croissance par an pour absorber les nouveaux venus sur le marché du travail. Ce sont des questions qu'il faut gérer ensemble car elles sont d'un intérêt stratégique commun.

Il faut de la confiance, des capacités de dialogue. Cela ne marchera que si nous avons la conviction en Méditerranée et au sein de l'Union européenne que nos destins sont liés d'une certaine façon. Car, dans les scénarios, il y a aussi les scénarios pessimistes : dans un scénario un peu plus inquiétant, on observe un vieillissement de l'Europe qui ne serait pas compensé, ou qui serait confirmé, des replis politiques, des replis identitaires, des replis culturels côté méditerranéen, des solutions de facilité également, qui peuvent entraîner de gros problèmes de dialogue ou même des confrontations. Lorsqu'on parle de prospective, il faut également aborder des aspects pas forcément très souriants pour mieux trouver les solutions afin d'aller dans le bon sens.

Ma conviction c'est que le dialogue euroméditerranéen qui s'est mis en place à Barcelone a vécu une certaine période, quelques principes ont été établis, mais il faut aller beaucoup plus loin parce que nos destins sont plus ou moins liés. Le même exercice que Maroc 2030 a été réalisé en Turquie ou en Egypte. L'Egypte est une question très importante pour l'avenir de la relation euro-méditerranéenne. C'est un pays-pivot, un pays-clé, comme le Maroc. Ce qui se passe en Turquie, ce qui va se passer en Turquie avec l'Union européenne sont d'une très grande importance.

Quand on parle de régionalisme ouvert, la Méditerranée a besoin d'une Europe forte mais l'Europe elle-même doit trouver ses stratégies démographiques, sociales, politiques et technologiques pour se donner les moyens de cette force. La Méditerranée a besoin de cette Europe, et l'Europe a besoin d'une Méditerranée stable, dynamique avec un moteur de croissance important et de proximité. La Russie a des problèmes démographiques encore plus importants, c'est un immense espace très peu peuplé et qui sera de moins en moins peuplé. Dans ce régionalisme ouvert, il y a évidemment la place pour les Etats-Unis et la Chine car il ne s'agit pas de construire des blocs fermés. La Méditerranée a besoin d'investissements européens, américains et chinois.

Il faut avoir confiance en l'avenir. A partir du moment où des pays comme la Turquie ou le Maroc se lancent dans ces exercices de prospective, cela signifie qu'il existe une intention politique de prendre en main son destin.

Mondialisation des échanges et inévitabile décentralisation

Jean-Louis GUIGOU

Président du Centre d'analyse et de liaison des acteurs de la Méditerranée, Paris

Comment aborder le problème : il y a la mondialisation, les échanges, le libéralisme, internet. Quelles sont les conséquences territoriales sur l'organisation des territoires au niveau de la décentralisation ?

Au niveau de la macro-géographie

Le monde est un peu comme une orange, on enlève l'écorce et on voit l'orange. Mais il y a deux façons de découper l'orange.

1. Faire des tranches. Cette organisation par tranches a existé, c'est l'OCDE : les pays riches qui s'associent entre eux ; les pays sous-développés, on n'en a rien à faire, ce sont des colonies, sans droit à la parole, pauvres et malheureux.

2. Faire des quartiers d'orange. Le Nord a besoin du Sud, et si le Nord ne s'occupe pas du Sud, le Nord va crever, l'Europe va disparaître.

Le dessin est donc le suivant : je prends l'orange et je vous montre ceci : le Japon ne coule pas, il n'y a que des vieux, mais il ne coule pas ; il est en pleine croissance, ce qui suscite parfois des réactions de la part des Chinois, car le Japon est trop colonialiste. Mais le Japon, s'il s'en sort, c'est que depuis quinze ans, il investit en Chine. Il a été un des promoteurs du développement chinois, et, en juillet 2004, la Chine a signé un accord avec les dragons. Et tout ça constitue un quartier. De l'autre côté, que fait le Canada ? Il s'associe à l'Amérique qui s'associe avec le Mexique qui s'associe avec les autres : et c'est l'ALENA.

Les pays du Nord ont besoin du Sud : ceux qui produisent des pommes de terre ont besoin du coton, et ceux qui ont de l'énergie électrique ont besoin de pétrole, compte tenu du renchérissement des coûts du transport, les gens du Nord iront chercher le Sud qui est à côté de chez eux.

L'Europe a commencé à six, puis elle est allée à neuf, puis à douze, puis à quinze. Elle a mis trente ans pour composer le haut du quartier de l'orange. Les économistes disent : si l'Europe reste seule, elle passe de 22 % du PIB mondial à 12 %. Que des vieux ! Nous allons devenir une grande Suisse, et Bush nous traite de quoi ? De vieille Europ ! Il nous méprise ! Nous sommes une vieille Europe sans intérêt, et nos jeunes partent. Les économistes disent : une des occasions pour l'Europe de rebondir, c'est de s'associer avec les pays arabes du sud de la Méditerranée. Avec les emplois à créer et avec le choc de la modernité, si le Sud reste seul, ça va être le chaos pour lui, et le déclin pour l'Europe.

Donc, il n'y a pas d'autres solutions que de dire *win-win*.

A cause des phénomènes de gravité économique, les opérateurs ne vont pas chercher leurs marchés très loin, ils vont le plus près possible. En regardant le monde tel qu'il se structure

maintenant, sur le plan économique et à cause de la logique du capital, que ça plaise ou non aux politiques, l'Amérique et le Mexique sont étroitement liés, l'Europe et ses alliés de la rive sud de la méditerranée aussi. Prenons un exemple.

De quoi s'est nourri le capitalisme ou le système industriel européen ? D'abord, il y avait des guerres tous les quarante ans (1870, 1914-1918, 1939-1945). On détruisait tout : les ponts, les routes, les hôpitaux. Ensuite, il y avait l'autre solution : les colonies. Maintenant, il n'y a plus de guerre. Avec les Allemands, nous sommes amis, et, vous demain, vous serez plus amis avec les Algériens que nous avec les Allemands, c'est inévitable. Il n'y a plus de guerre, il n'est plus possible de détruire. Ensuite, on ne peut plus coloniser. Alors, que fait le système européen ? Il a absorbé l'Espagne, le Portugal, la Grèce, il absorbera la Turquie, que ça plaise ou non aux hommes politiques ! Il suffit de regarder les investissements européens en Turquie.

Au niveau de la décentralisation

La décentralisation, ce n'est pas simplement le fait de conférer des compétences aux collectivités territoriales, le processus est beaucoup plus fort. Plus on va aller vers la mondialisation, vers l'homogénéisation, plus, à l'opposé, le local va se structurer.

Face à la mondialisation, les gens ont peur. Que cherchent-ils ? L'hétérogène. La mondialisation, c'est la rapidité, la mobilité. Que cherchent les gens ? La sédentarité, les racines. La mondialisation, c'est l'éphémère ; que cherchent les gens ? Des repères. Où trouve-t-on des repères ? Où trouve-t-on le singulier dans le territoire ?

Nous avons un processus mondial-local. Kenichi Ohmae, prospectiviste japonais, a dit la chose suivante dans *The end of the Nation State* : « Entre le mondial et le local, les Etats-nations sont condamnés. » Voilà pourquoi l'Europe et les Européens sont passés à la construction de l'Europe pour se protéger. Vous ne pouvez pas rester seuls. Vous êtes obligés de vous intégrer dans des ensembles et de ne pas aller picorer dans le monde entier des alliances éphémères.

Le local monte très fort. Ce sont les Corses et les Basques qui demandent leur indépendance, et les nations sont ballottées. C'est l'Italie, c'est Berlusconi qui chute. Pourquoi ? Parce que la Ligue lombarde, son associé du Nord, a dit : « J'en ai marre de payer des impôts pour le Mezzogiorno, on veut un système fédéral, la montée en puissance des régions. »

Regardez le Pays basque, regardez Barcelone, des régions puissantes apparaissent. Moi, Français qui aime l'Etat, j'ai parfois peur du tribalisme régional. Si le processus de décentralisation, d'identité, de singularité régionale et locale est en puissance, alors il revient à l'Etat de le contrôler. Mais le contrôler comment ?

1. L'Etat doit opérer une vraie décentralisation et ne pas laisser les choses aller à vau-l'eau. Qu'il garde la maîtrise en disant : il faut un Etat unitaire, voilà les compétences des uns et des autres, des départements, des régions, des villages et des communautés.

2. Les communes doivent se regrouper en communautés. En France, il y a trente-six mille communes, c'est de la folie ! Il faut traiter les bassins, les zones où les gens vivent, faire des communautés de communes et des communautés d'agglomérations.

3. Les découpages administratifs ne doivent pas se faire au gré des fantaisies ou de jeux purement politiques. En France, par exemple, nos découpages administratifs datent de la Révolution de 1789 (il fallait alors pouvoir faire dans la journée, en diligence, l'aller-retour

au chef-lieu du département... maintenant, il y a des routes et des autoroutes). Ces découpages doivent être radicalement repensés. Les territoires administratifs doivent coller avec les espaces vécus, et il doit y avoir une bonne synergie.

Au niveau des chefs d'entreprise

Il y a une certitude, c'est que la mondialisation de l'économie conduit à la spécialisation des territoires. On ne peut pas sur un même territoire faire de la chimie, de l'agroalimentaire, du tourisme, du papier, de l'acier, de l'électronique, etc. Les territoires se spécialisent : la Silicon Valley c'est l'électronique, Toulouse c'est l'Aérospatiale (universités, recherche, laboratoires...), Hollywood... On appelle ça des clusters. Tous les concurrents se regroupent. Dans la société marocaine aussi : le souk des teinturiers de Marrakech et de Fès, le souk des pharmaciens, c'est le regroupement de tous en un même lieu pour bénéficier des synergies.

La formation professionnelle doit être adaptée à l'orientation de l'économie. Comment voulez-vous qu'un même lycée professionnel forme de la main-d'œuvre adaptée pour l'industrie de la chimie, de l'agroalimentaire, du cinéma et de je ne sais quoi ? Les territoires doivent se spécialiser.

Au niveau des services publics

La poste, l'école, l'hôpital, le dispensaire, tout ça est dispersé d'une façon un peu aléatoire. On ne peut pas laisser cela en l'état parce que ça coûte cher. Tous ces services dans chaque ministère coûtent de l'argent. Il faut les regrouper par grappes, on appelle ça des maisons de service public : tout pour la femme et l'enfant, tout pour l'emploi et les industriels, avoir des guichets uniques où tous les services publics, ceux de l'Etat, ceux de la région, ceux du département et ceux de la commune se regroupent (parce que les usagers sont indifférents que le service soit rendu par la région, l'Etat, le département, la wilaya ou la commune). Et il faut donc regrouper autour de la femme et de l'enfant, la maternité, la sécurité, autour de l'industriel, autour du chômage, autour de l'emploi tous les services de telle façon que sous un même toit, on trouve tous les services.

L'énergie dans la décentralisation

Il y a les Corses, les Bretons, les gens du Nord, les gens du Sud. Que veulent-ils ? Plus de pouvoir. Alors il faut créer ce qu'on appelle la démocratie participative à côté de la démocratie représentative. Je vote pour un député ou un maire qui me représente. Mais les gens disent : « On veut travailler entre deux élections, on veut passer du temps pour gérer notre territoire. » Nous vient alors du Nord cette idée de démocratie participative, des espèces de conseils économiques et sociaux locaux où les chefs d'entreprises, les fonctionnaires, les associations se retrouvent pour se poser la question de « que faire ensemble ? ».

L'énergie positive libérée par la mondialisation peut être canalisée au profit de tous, du développement et de la démocratie.

L'impact des nouvelles technologies de l'information sur l'évolution des systèmes de production et sur les rapports Nord-Sud

José JIMENEZ

Directeur de la stratégie d'innovation, Telefonica, Espagne

Avant de réfléchir avec vous sur l'impact des nouvelles technologies sur l'évolution de la production dans les pays sous-développés, les pays en voie de développement et les pays développés, je voudrais faire une petite présentation du groupe Telefonica. En Europe, Telefonica est présente en Espagne, en Grande-Bretagne, en Allemagne et en République tchèque ; en Afrique du Nord, au Maroc ; en Amérique latine, dans de très nombreux pays, où nous trouvons moins de difficultés avec la langue, la culture, et où nous avons de grandes potentialités de croissance.

Il y a une chose très singulière, c'est que Telefonica ne veut pas être considérée comme une compagnie multinationale mais comme une compagnie multidomestique et décentralisée. Nous croyons que les régions, les pays où nous travaillons ont beaucoup de facteurs très importants. C'est pour ça qu'il est primordial d'avoir la décentralisation dans les idées, dans les organisations et dans les marchés. Par exemple, ici au Maroc, nous avons Méditelecom, où peu d'Espagnols travaillent, il y a surtout des Marocains.

Dans le tableau ci-dessous figurent quelques données numériques sur le marché du mobile. Les mobiles, c'est la première étape dans l'évolution de la société de l'information. Pour profiter de la technologie, le mobile est probablement le plus important, c'est la raison pour laquelle Telefonica a beaucoup investi dans les mobiles.

CLIENTS

	Septembre 2004	Variation en %
T. Moviles España	18 697	6,7
Brasilcel	24 645	33,4
TCP Argentina	2 606	54,3
T. Moviles Peru	1 966	43,8
TEM El Salvador	335	43,3
TEM Guatemala	298	116,6
NewCom Wireless Puerto Rico	158	(10,4)
Telefonica Moviles Mexico	4 495	64,7
Medi Telecom	2 572	37,9
Telefonica Movil Chile	3 002	47,8

Vous voyez que nous sommes assez fortunés parce que le taux de croissance moyen dans les pays d'Amérique et dans les pays de la Méditerranée est normalement supérieur à 30 %, et même quelquefois à 100 %. D'ailleurs, 31 % des profits de Telefonica viennent de l'extérieur. La mobilité et les mobiles sont des facteurs-clés pour l'évolution future.

Après avoir fait cette petite présentation de Telefonica, je voudrais me présenter moi-même. Je travaille au centre de recherche et développement de Telefonica. Nous avons un petit groupe de personnes qui réfléchissent, d'une part, au futur de l'innovation et de la technologie et, d'autre part, à l'évolution la société de l'information et aux axes de cette évolution.

Tout d'abord, je vais parler de la société de l'information et des efforts entrepris pour son évolution, je parlerai encore un peu du mobile. On parlera aussi des entreprises, et on finira sur l'effet de la globalisation sur les pays en développement en donnant quelques exemples que je pense intéressants.

Je voudrais commencer avec quelques informations montrant comment la forme d'activité des Etats-Unis a changé dans les derniers siècles. En 1900, 40 % de la population des Etats-Unis travaillaient dans l'agriculture, aujourd'hui, seulement 2 %. C'est une croissance importante de la productivité de cette population. Cette productivité n'est pas due seulement à l'agriculture, elle est due aussi à la manufacture parce que, par exemple, la fabrication des produits manufacturiers aux Etats-Unis a augmenté de 50 % dans les cinq dernières années. Il faut réfléchir aux raisons de cette croissance. Ce ne sont pas, bien sûr, les changements climatiques, ce ne sont pas non plus les personnes aux Etats-Unis qui seraient devenues plus intelligentes, même si elles sont plus éduquées, non, le facteur principal est que les informations et les connaissances sont partagées.

Pour partager les connaissances, il faut deux choses : des connaissances, bien sûr, mais aussi les moyens de les transmettre. Aux Etats-Unis, ils avaient des avantages très importants : des routes, des autoroutes, des chemins de fer, la même langue : l'anglais. En Europe, nous avons beaucoup de difficultés à communiquer. Par exemple, il est difficile pour moi qui suis Espagnol de parler avec une personne qui vit en République tchèque. Nous avons acheté une partie de la compagnie tchèque des télécommunications, mais personne de Telefonica-Madrid n'est allé là-bas, car personne ne parle le tchèque.

Parler un langage commun est un avantage très important dans l'économie de la connaissance, mais aussi il faut trouver des moyens de communication. On ne peut pas unifier le langage, mais au moins, on peut avoir des moyens de communication plus importants. C'est pour ça que la société de l'information devient quelque chose de très important, la communication devient une chose vitale pour l'évolution future. En parlant de communication, je pense qu'il faudrait parler d'internet, un des facteurs probablement les plus importants.

Nous avons divisé l'influence de la société de l'information en trois domaines :

1. Comment la société de l'information va-t-elle modifier les nomadismes, les mobilités ?
2. Comment la communication, internet et ces nouvelles technologies vont-ils modifier la manière de travailler ?
3. Comment internet va-t-il modifier notre maison ? Et quelle sera notre évolution vers la maison numérique ?

La mobilité

Il est certain que la possibilité d'avoir une communication facile a un impact sur le taux de croissance à long terme d'un pays. Ce qui est important, c'est que cet impact est plus important dans les pays en développement où avoir 10 téléphones pour 100 personnes signifie une

croissance approximative du PIB de 0,6 %. Cette croissance n'est pas maintenue. Il faut dire que dans les premières étapes, l'introduction de la mobilité a un effet clair sur la croissance du pays mais ce fait n'est pas maintenu. En Europe, le taux de croissance du PIB s'est réduit notablement, comme l'ont expliqué les autres intervenants.

Dans tous les cas, mais surtout dans les pays en développement, la téléphonie mobile est très avantageuse pour l'entreprise, car elle se substitue au transport – quand il est coûteux et déficitaire – et aux moyens conventionnels comme la poste ou la route – quand ils sont déficients.

Elle est aussi très importante pour le développement social. Il y a beaucoup d'exemples. En Inde, les personnes ont eu des idées imaginatives en utilisant le téléphone pour avoir des contacts avec les marchés, pour obtenir les meilleurs prix pour les produits. Mais ce n'est pas seulement ça, il y a aussi des nouvelles possibilités offertes par les messages courts. Ils offrent une nouvelle possibilité de communication mais aussi quelque chose de très important : la communication machine à machine.

Nous croyons, à Telefonica, que les prochaines étapes dans la mobilité ne seront pas la communication personne-personne mais machine-machine. Alors la communication mobile, la téléphonie mobile sera un outil très important et très intéressant dans cette perspective.

De nouvelles méthodes de travail

Nous avons divisé la manière dont l'entreprise peut profiter de la nouvelle technologie, de la société de l'information en trois points.

- **Le premier point est comment internet peut améliorer l'efficacité interne ?** Il y a beaucoup de possibilités dans la réduction des processus d'intermédiation, il y a aussi la possibilité de faire du travail à distance, d'accroître la productivité et aussi le confort : la personne travaille à la maison au lieu de se déplacer et de perdre son temps sur l'autoroute ou dans les embouteillages.

- **Le deuxième point est l'efficacité externe.** Comment l'entreprise va s'externaliser ? Comment l'entreprise va établir des relations avec ses partenaires ? Grâce à internet, à la nouvelle communication, on va réduire beaucoup l'intermédiation, les entreprises auront la possibilité de prendre contact directement avec leurs partenaires et leurs fournisseurs.

- **Le troisième point, probablement le plus important, est comment internet va offrir de nouvelles possibilités de faire du business.**

Il y a de nouveaux marchés, de nouvelles potentialités et de nouvelles entreprises. Il faudrait, à mon avis, repenser l'organisation de l'entreprise parce que les nouvelles technologies offrent beaucoup de possibilités. Les nouvelles technologies sont très liées à l'amélioration de la productivité et de la compétitivité. Dans les années soixante-dix, elles représentaient seulement 22 % de la productivité européenne, le reste était le fait de l'investissement, de l'éducation, etc. Aujourd'hui, elles en représentent presque 70 %, et il est certain que cela va s'étendre aux autres pays du monde.

Je voudrais finir avec cette citation de Charles Darwin : « Ce n'est pas l'espèce la plus forte ou la plus intelligente qui survit, mais c'est l'espèce qui sait s'adapter le mieux à la nouvelle situation, c'est l'espèce qui sait changer le mieux. » Je traduis cela en disant que, dans un

monde globalisé, les entreprises qui n'ont pas l'implantation des nouvelles technologies (NTIC) pour améliorer leurs processus internes et leurs applications commerciales risqueront non seulement leur compétitivité mais aussi leur survivance. Ce n'est pas donc pas seulement une question d'augmentation de la productivité, mais c'est aussi une question de survie de l'entreprise.

La maison numérique

C'est elle qui concentre aujourd'hui les efforts de la recherche. Chez Telefonica, nous faisons des efforts pour offrir de nouvelles communications à la maison, de nouveaux moyens de divertissement. Comment peut-on améliorer la gestion de la maison numérique, comment peut-on contrôler la maison sans y être ? De nouvelles possibilités sont offertes par les télécommandes, les télé-contrôles, la surveillance des personnes âgées, etc. Mais ce sera la dernière étape dans cette évolution.

Il y a des secteurs qui en profiteront avant que cela ne profite à la maison.

- **Le premier sera l'Administration.** L'Administration publique doit vraiment utiliser la nouvelle technologie pour améliorer la communication avec les citoyens et les entreprises et donner l'exemple aux autres agents pour qu'ils apprennent et voient quelles sont les possibilités d'évolution.
- **Le deuxième sera l'éducation.** Nous ne pouvons pas parler d'éducation aujourd'hui sans prendre en compte la nouvelle technologie. Il faut passer de la classe d'informatique où on montrait la nouvelle technologie en tant que domaine fermé, à une nouvelle situation où ce sont l'informatique et les nouvelles technologies qui sont les vrais centres de toute la classe, de toute la communication.
- **Le troisième sera le sanitaire.** Le sanitaire est très important en Europe. On vient de dire que la population européenne vieillit, c'est pour ça que nous donnons beaucoup d'importance à comment la nouvelle technologie peut améliorer l'administration sanitaire et comment elle permet la création de nouveaux services et l'optimisation des services actuels.
- **Le dernier sera les loisirs.** Ce sera vraiment une opportunité d'impulser la société de l'information en utilisant le divertissement et les nouvelles possibilités de jeux, etc. A titre de comparaison, aujourd'hui, les ventes des jeux vidéo sont plus importantes que celles des grandes productions cinématographiques.

Comment quelques pays en développement ont-ils utilisé cette possibilité ?

La première réflexion est qu'il est possible de situer dans différents pays des parties complètes de la chaîne des valeurs. De cette façon, chaque pays peut apporter une valeur ajoutée propre. Mais aussi, et cela est important, l'innovation, le processus d'innovation, de création de l'information-même deviennent quelque chose de plus important pour la communication propre. C'est là où se croisent les voies de l'innovation et de la communication que naissent les idées nouvelles.

Je vais donner quelques exemples.

- **Le premier est celui de la Chine.** Il y a dix ans, la Chine était en économie très fermée. Dans une stratégie d'innovation, elle a créé et développé sa technologie par un pari sur les joint-ventures. Et en vingt ans, elle a transformé une économie très fermée en une économie des plus industrialisées.

- **Le deuxième exemple est celui de l'Inde.** Celle-ci a créé des incitations favorables au développement de la technologie en utilisant de la main-d'œuvre très qualifiée et en pratiquant des prix modérés. Elle a consolidé un développement du software très fort, et bien sûr, l'exportation vers les Etats-Unis.
- **Le dernier exemple est celui de l'Irlande,** devenue un des centres les plus importants de l'innovation en Europe : des taxes très faibles pour l'entreprise grâce aux fonds européens et un niveau de formation universitaire très élevé. Les résultats sont une croissance économique très supérieure au niveau européen et une grande concentration de l'industrie européenne de software.

Les coûts de la nouvelle technologie ne sont pas très élevés, comparés à ceux de la construction des autoroutes ou des trains, par exemple. L'interdépendance entre richesse et pénétration d'internet devient de moins en moins forte.

De toute façon, chaque pays doit chercher son propre modèle de développement. En Irlande, l'avantage a été l'utilisation de l'anglais, en Chine ou en Inde, la disponibilité de main-d'œuvre qualifiée dans le marché global.

Cela peut se faire sans perte d'identité des pays et exige une transformation contrôlée par la société et par les citoyens.

SYNTHÈSE DU DÉBAT DE LA PREMIÈRE SÉANCE

- Seule l'alliance euro-atlantique peut offrir les solutions pour résoudre l'essoufflement que connaît la zone méditerranéenne. Ceci dit, le travail en partenariat dans la zone méditerranéenne doit être poursuivi, car c'est le seul moyen pour les pays du pourtour d'avancer. (Abdellatif Nacif).
- Comment créer l'Euroméditerranée sans bâtir une protection collective à l'égard de ce qui n'est pas euroméditerranéen ? D'où la question : quelle régionalisation ouverte ? Est-ce que l'on peut donner un avantage d'ouverture aux États-Unis sur un certain nombre de produits agricoles majeurs et sensibles et en même temps se donner l'illusion qu'on est en train de rester dans l'axe euroméditerranéen ?
- Le centre de décision de l'Europe s'est déplacé vers l'est et le nord. Les politiques qui ont du pouvoir ne s'intéressent pas à l'Euroméditerranée. Les pays méditerranéens de l'Europe ne pèsent pas dans la balance. Nous avons besoin d'arguments pour convaincre l'Europe.
- Les multinationales deviennent de plus en plus une pièce-maîtresse sur l'échiquier international. Leurs conseils d'administration dictent les stratégies des délocalisations. Plus que les gouvernements, elles mènent la mondialisation. Aussi, les multinationales doivent être repensées en terme d'acteurs majeurs. Comment doit réagir le Maroc face à ces déterminants ?
- Concernant le débat régionalisation-mondialisation, il y a une contradiction évidente, on brouille le débat avec la question du régionalisme ouvert. Si Doha, le processus initié par l'OMC, arrive à terme ou tout simplement se poursuit, il faudra choisir entre la dilution dans les préférences collectives et la régionalisation.
- La dynamique, le processus de mondialisation actuel obéit à des déterminants. Il n'y a pas de consensus sur ces déterminants, ils restent sujets à débats ; les déterminants économiques, par exemple, sont basés sur la rareté des ressources. Quelle place tient la dimension civilisationnelle dans ce processus ? Il y a nécessité de revisiter le rôle des acteurs, des états et des instances internationales. Cela pourrait faire immerger d'autres acteurs (de taille plus réduite mais qui ont besoin d'avoir une existence affirmée sur d'autres déterminants). Evidemment, il y a des leviers qui, bien appropriés, permettraient de s'arrimer au train de la mondialisation ; le cas échéant, ils constitueraient autant de fractures qui s'ajouteraient aux fractures existantes. (Tarik Sijilmassi)

DEUXIÈME SÉANCE

Introduction du président de séance

Tarik SIJILMASSI

Président du Directoire du Crédit agricole du Maroc

La réflexion prospective est avant tout patriote. Il s'agit de l'avenir de notre pays, de l'avenir de nos enfants. Nous ne sommes pas là pour un exercice intellectuel, une réflexion éthérée sur des problématiques qui concerneraient des idéologies, nous sommes là sur de l'extrêmement concret.

Ensuite, il s'agit d'un effort urgent. C'est vrai que nous parlons du Maroc d'une génération, du Maroc de 2030. Je reprends l'exemple du bateau : nous sommes tous dans ce bateau (même à l'échelle régionale et méditerranéenne). Il est urgent de comprendre que ce ne sont pas les disputes de cabine à cabine qui priment mais où va le bateau. Parfois, nous pouvons être amenés à nous tromper sur les priorités de notre pays, que ce soit dans les relations de voisinage ou dans la vision économique. Ce ne sont pas les gains, pour parler de l'économie uniquement, les gains de parts de marché entre nous et nos voisins et partenaires méditerranéens qui priment, c'est de savoir si tout cet ensemble va dans une direction qui lui permettra de survivre à l'horizon 2030.

Enfin, je pense que c'est un exercice magnifique qui permet une grande franchise. On peut se permettre de parler d'un certain nombre de problématiques qui, bien qu'étant urgentes aujourd'hui, seront dépassées dans vingt-cinq ans. Nous pouvons donc nous permettre de dire que dans vingt-cinq ans, nous parlerons en blocs régionaux, nous parlerons d'un pays qui aura résolu sa crise de l'enseignement, sa crise de la santé publique. Je pense qu'on peut se libérer d'un certain nombre de contraintes (immédiates, importantes et compréhensibles) pour prendre un peu de recul et dresser les problématiques du futur avec l'arrière-pensée que ce sont des problématiques qui existent déjà.

Méditerranée et développement durable : l'analyse prospective du Plan bleu

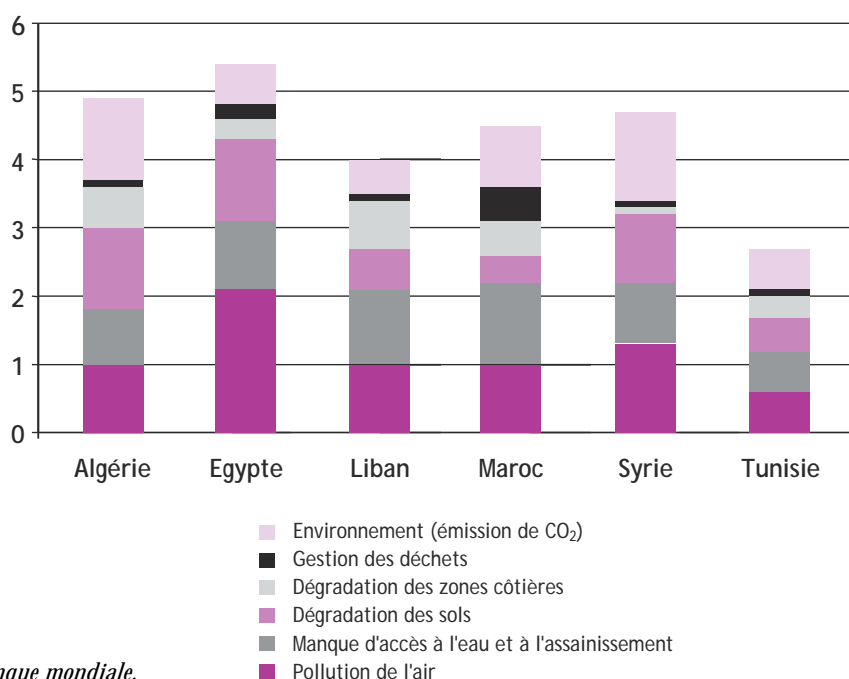
Guillaume BENOIT

Directeur du Plan bleu

Le Plan bleu est un outil de coopération méditerranéenne. Il a été créé parce que la Méditerranée a des problèmes et des enjeux communs. Nous sommes financés par l'ensemble des pays. Je vais surtout parler des questions de développement durable.

Il y a, depuis plus d'une vingtaine d'années (ce fut à l'origine du Plan bleu), l'idée que nous allons vers des évolutions très problématiques pour les générations futures. C'est de cette prise de conscience des risques croissants qu'est née la mobilisation internationale pour le développement durable.

**Coûts de la dégradation environnementale
dans le Sud et l'Est méditerranéens (en % du PIB)**



Source : Banque mondiale.

La figure ci-dessus montre que, selon les pays, entre 2 % et 5,5 % du PIB sont perdus du fait des dégradations de l'environnement. Les principales questions sont celles de l'environnement rural (désertification, érosion, salinisation, par exemple), de l'eau, de l'environnement urbain, de la santé et du littoral (tourisme, sur-coûts entraînés par la mauvaise gestion du littoral). Ceci concerne les pays du sud de la Méditerranée.

Dans le nord de la Méditerranée aussi, on a des coûts très élevés. Je cite par exemple les problèmes de congestion automobile qui, aujourd'hui en France par exemple, coûtent 14 milliards d'euros par an (on en est à 1,4 milliard d'euros en Turquie). On a aussi des deux côtés de la Méditerranée des coûts liés aux risques naturels, les inondations par exemple. En France dans le Languedoc-Roussillon, trois inondations ces trois dernières années ont coûté plus d'un milliard d'euros, coût très élevé car on a laissé construire dans des zones inondables. On est tous concernés par les problèmes de non-durabilité qui grandissent avec le temps et qui nous interpellent vraiment pour nos enfants. Il y a également le problème très grave du vieillissement au Nord. Quelle en sera la conséquence pour les générations futures ?

Dans le concept de développement durable, il y a évidemment les problèmes d'inégalité entre les pays riches et les pays en développement qui, malheureusement, ne se combinent pas rapidement. Ce sont toutes ces questions-là qui nous ont mobilisés et qui ont abouti à la création du Plan bleu.

Il est important de dire que le développement durable est surtout un processus (définition de l'OCDE), c'est-à-dire travailler avec les acteurs, faire des arbitrages pour essayer de mieux concilier les aspects économiques, sociaux et environnementaux. D'ailleurs, cela pose la question fondamentale de la gouvernance : comment s'organiser pour progresser ? Cela veut dire aussi qu'il faut, au-delà des discours généraux, se fixer des objectifs concrets d'évolution récente. C'est quand même très important d'arriver à des objectifs concrets. Il y a des travaux qui sont très utiles : les objectifs du Millénaire donnent des objectifs à atteindre. On voit aussi que le protocole de Kyoto qui vient d'entrer en vigueur conduit à des objectifs concrets qui sont très importants pour notre région. Il y a donc cette idée d'aller à des stratégies régionales et nationales autour d'objectifs concrets mesurables par des indicateurs. Au niveau de l'Europe, des stratégies ont été adoptées en 2002 à Göteborg. Actuellement on prépare l'élaboration d'une stratégie méditerranéenne de développement durable qui devrait être adoptée à la fin de l'année par l'ensemble des pays riverains. C'est une stratégie-cadre, mais le véritable enjeu, c'est d'avoir des stratégies nationales sur les grands sujets qui concernent chacun des pays. Il faut bien raisonner à l'échelle régionale. L'enjeu des stratégies régionales, c'est aussi de faire évoluer les relations entre les pays qui sont dans une région avec des enjeux et des problèmes communs.

Alors j'en viens à l'espace de réflexion du Plan bleu. Nous travaillons sur l'ensemble des pays riverains. Ce qui nous oblige à travailler sur plusieurs échelles qui sont à la fois l'échelle de l'ensemble des pays mais aussi l'échelle méditerranéenne du bassin versant, de l'espace agro-écologique des régions côtières.

Le Plan bleu, créé suite à une conférence intergouvernementale en 1977, a publié deux grands rapports.

- **Le premier grand rapport**, publié en 1989, était assez novateur à l'époque. Il était construit sur cinq scénarios et aboutissait à cette idée simple que les scénarios tendanciels, quel que soit le niveau de croissance économique, nous poseraient des problèmes et qu'il fallait absolument, pour y échapper, travailler sur les liaisons entre l'environnement et le développement, d'une part, et construire des coopérations régionales Nord-Sud et Sud-Sud, d'autre part (je résume un très grand travail qui a duré une dizaine d'années et qui a mobilisé plus de 200 experts de la Méditerranée).

- **Le second grand rapport**. Actuellement, nous sommes en train de finaliser un second rapport qui sera publié en septembre prochain. Il permet de voir un peu ce qui s'est passé

depuis quinze ans, comment on a évolué et où on risque d'aller. Nous avons construit ce rapport en trois parties. La première partie rappelle les grandes dynamiques méditerranéennes et définit des hypothèses pour un scénario tendanciel. Contrairement au précédent rapport, construit sur cinq scénarios, on en a choisi un seul, dit tendanciel de base, fondé sur les évolutions et sur certaines hypothèses pour voir vers quoi nous allons en 2025 et réfléchir sur ce que pourraient être les alternatives. Donc c'est une méthode différente de celle des années quatre-vingt. C'est une approche qui ne couvrira pas tout le développement durable, une approche de développement-environnement focalisée sur six grands chapitres, à savoir : l'eau, l'énergie, les transports, l'espace rural, la ville et le littoral. La dernière partie est une synthèse, une invitation à l'action.

Les spécificités méditerranéennes

- La Méditerranée est d'abord une **éco-région**, avec des traits communs. C'est évidemment une mer commune. C'est aussi une région qui réunit une population nombreuse, 427 millions d'habitants en 2001, et qui a des problèmes économiques puisque sa part dans le poids économique mondial diminue régulièrement. Il y a un problème aussi bien au nord qu'au sud de la Méditerranée, celui du manque de dynamisme économique par rapport au reste du monde.
- C'est une région qui a des **ressources très inégalement réparties**, notamment l'eau avec les problèmes d'aridité au Sud. On a peu d'eau et de surface sol, d'où des problèmes de déficit agricole.
- C'est une région qui concentre **7 % de la population mondiale** mais qui attire **30 % du tourisme international**. D'où l'importance majeure du tourisme, car celui-ci est lié aussi à la qualité de l'environnement. On a également 30 % du flux du trafic maritime fret international et donc de grands enjeux autour de la Méditerranée.
- Sa spécificité, ce sont évidemment **le climat et la végétation**. Mais à cause des chaînes montagneuses, il y a peu d'espace fertile facile. C'est un espace fragmenté, avec de grands risques naturels et beaucoup de problèmes d'inondation, de séisme, etc. Les espaces agro-écologiques, les systèmes agraires et les espaces irrigués représentent très peu ; c'est essentiellement une région avec des espaces à handicaps permanents de montagnes, de steppes, etc., peu d'espaces fertiles et, par conséquent, des systèmes notamment pastoraux (très importants dans le sud de la Méditerranée et autrefois dans le nord).
- C'est aussi un espace d'une **extraordinaire diversité** et d'une **grande qualité patrimoniale**. Nous avons les sites les plus importants du monde en termes de biodiversité. On parle toujours de biodiversité des forêts tropicales, mais la Méditerranée est un des principaux sites du monde par sa biodiversité, ce qui est d'autant plus remarquable que c'est un espace complètement transformé par l'homme depuis des siècles.
- Enfin, c'est un espace qui a aussi **des entreprises de petite taille et de fortes solidarités familiales et de groupe**. On est beaucoup moins seuls en Méditerranée que dans le Nord de l'Europe.
- C'est un **carrefour entre trois continents** avec l'importance des liaisons historiques entre l'Afrique, l'Europe et l'Asie de l'Ouest, notamment la part prépondérante aujourd'hui du lien avec toute l'Europe et pas seulement l'Europe méditerranéenne. Cela se voit aussi bien dans les mouvements d'hommes et les migrations que le tourisme (beaucoup de Turcs en Allemagne et de Maghrébins en France ; des touristes essentiellement européens). Cela se

voit aussi à travers tous les indicateurs liés aux flux financiers ou au commerce. Il y a un lien extrêmement étroit entre la Méditerranée et l'Europe qui est beaucoup plus fort sur la Turquie et le Maghreb que sur le reste du Proche-Orient. Là aussi, il y a des liens assez importants avec les autres pays du Moyen-Orient, mais il y a un lien très structurel qui croît entre l'Europe et la Méditerranée. On peut dire quand même qu'il y a une interdépendance euro-méditerranéenne fondamentale qui n'existe pas seulement au niveau de l'environnement mais aussi au niveau du commerce et de l'économie, au niveau des flux de personnes et des stabilités. L'idée de communauté de destin entre l'Europe et la Méditerranée est une idée forte.

- **Le problème économique est crucial.** C'est une zone de fracture nord-sud, et on note que seuls la Slovaquie, Malte et Chypre, trois pays qui sont entrés dans l'Union européenne, se sont rapprochés de façon significative de la moyenne des pays méditerranéens de l'Union européenne. En termes de richesse par habitant et parité de pouvoir d'achat, on a malheureusement des écarts qui restent de un à cinq. On a une zone de fracture qui subsiste avec une croissance économique qui a décliné par rapport à la période précédente. La Turquie a quand même progressé, et quelques pays réussissent mieux que d'autres. Mais globalement, on est dans une situation qui reste de fracture.

Il y a des progrès sociaux très importants, notamment en termes de mortalité infantile, d'éducation primaire et d'espérance de vie, qui sont des indicateurs de développement humain du PNUD. La pauvreté est beaucoup moins grande que dans d'autres régions du monde, comme l'Asie et l'Amérique latine, mais elle régresse peu ou pas du tout, et le chômage reste une spécificité dramatique de notre région, surtout pour les pays du sud de la Méditerranée.

- **L'analphabétisme** persiste, malgré des dépenses d'éducation très importantes. On a un problème d'efficacité d'éducation et notamment d'éducation secondaire, semble-t-il, par rapport à d'autres régions du monde.

- **L'eau et de l'assainissement.** De grands pays de montagnes comme la Turquie et le Maroc ont des problèmes ruraux. Il y a environ trente millions de personnes qui n'ont pas accès à l'eau et à l'assainissement. Cependant, des pays comme le Maroc ont fait récemment des progrès importants en matière d'adduction d'eau, par exemple.

Les tendances lourdes de la Méditerranée

- **L'urbanisation.** Des changements extraordinaires sont survenus dans notre région en seulement vingt-cinq à trente ans. Le nombre de villes a quasiment doublé, mais les problèmes provoqués par cette poussée urbaine restent à gérer et à maîtriser ; ils explosent non seulement dans les grandes villes mais aussi dans les petites et moyennes villes. La part de l'habitat informel, par exemple, est extrêmement élevée : 30 à 60 % dans de nombreux pays.

- **La littoralisation** est une tendance forte dans le monde entier, mais elle est très forte dans la Méditerranée. On a tendance à concentrer sur le littoral les établissements humains et les infrastructures économiques. Cela pose des problèmes sur le littoral lui-même, notamment sur son environnement, mais aussi dans l'arrière-pays, qui a tendance à être abandonné (c'est le cas en grande partie au Nord) ou à être marginalisé. Par exemple en Albanie, 50 % de la population rurale des montagnes a disparu en dix ans, il s'agit de mouvements exceptionnels liés à l'histoire de l'Albanie, bien sûr, mais aussi à toute la Méditerranée.

- **L'irrigation.** Elle a presque doublé en quarante ans. Le tourisme international explose : on est passé de 58 à 220 millions de touristes en trente ans, essentiellement dans les pays du

nord de la Méditerranée, principalement la France, l'Italie et l'Espagne, qui restent les trois grandes destinations touristiques. Il y a des progrès très importants dans certains pays comme la Turquie ou la Tunisie par exemple.

• **Les questions rurales et agricoles.** La population active agricole dans les pays de l'Europe méditerranéenne de l'Union européenne (France, Italie, Grèce, Espagne) s'est effondrée en cinquante ans et ne représente plus que 3 % environ de la population totale. Par contre, dans les pays du Maghreb et du Machrek, les populations rurales sont restées très nombreuses et encore essentiellement agricoles. La conséquence, ce sont des écarts de productivité avec des dualités internes très fortes entre l'agriculture moderne et l'agriculture de subsistance et des écarts croissants de productivité entre les deux rives. Cela posera un problème de fond sur les questions euro-méditerranéennes : comment arriver à du « gagnant-gagnant » sur les questions agricole et rurale ? La question agricole et rurale est-elle une question absolument majeure pour le développement des pays ? En filigrane, ce sont des questions primordiales qui dépassent les seules questions sociales et économiques : se sont l'environnement, la stabilité, les migrations, etc., et, de manière plus approfondie, les problèmes de gestion des sols, par exemple.

Dans le nord de la Méditerranée, une grande partie des montagnes est abandonnée, d'où la recrudescence des incendies. Et l'espace urbain s'étale encore, même si la population urbaine s'est stabilisée. La taille des ménages se réduit, les modes de vie changent, l'habitat évolue vers un urbanisme diffus de lotissements, engendrant une perte extraordinairement importante de terres agricoles. Nos systèmes de vie à très forte consommation énergétique ne vont pas dans le sens du développement durable.

• **L'évolution sur le littoral.** On a eu tendance à construire beaucoup d'autoroutes sur le littoral, mais on aurait peut-être mieux fait de penser à les en éloigner à cause des enjeux très importants liés au tourisme côtier, à la qualité, aux fonctions systémiques, aux fonctions économiques des écosystèmes. Les grands enjeux du développement durable sont en fait les questions de climat et de réchauffement climatique qui vont certainement nous coûter extraordinairement cher dans le futur, à tel point que les objectifs sociaux du Millénaire pourraient ne pas être atteints à cause des problèmes de dégradation des écosystèmes.

Sur le littoral méditerranéen à l'écosystème très précieux, fragile et convoité, il y a des évolutions à très grande vitesse. J'ai donné l'exemple de l'aéroport de Talma, qui est passé de onze millions de visiteurs en 1990 à peu près de vingt millions en 2000. Il n'y a plus beaucoup de littoral méditerranéen qui soit sans grande infrastructure. Une des conséquences en Espagne est le bétonnage des côtes : en seulement quinze ans, pratiquement 100 % des 600 kilomètres de la côte andalouse ont été bétonnés ! Ce sont des changements qui engagent le long terme, car on ne pourra pas démolir tout cela rapidement. En Espagne toujours, on commence à détruire des hôtels, car on s'est rendu compte qu'on était allé beaucoup trop loin dans le laisser-aller et qu'il fallait conserver une qualité dans les destinations touristiques.

Quels sont les principaux obstacles au développement ? Pourquoi le développement est si peu durable ? En Méditerranée, il semble que les raisons principales sont que les acteurs locaux professionnels sont peu mobilisés et responsabilisés. Notre économie est très rentière, très minière. Ce qui frappe, c'est la faiblesse de l'innovation et de la recherche et développement par rapport à ce qui se passe ailleurs dans le monde. Il y a vraiment un handicap très fort dans notre région, et ceci explique peut être cela.

• **La faiblesse de la gouvernance locale.** On constate que la part des dépenses locales dans les dépenses totales de l'Etat dans la Méditerranée du sud-est est la plus faible du monde.

Les systèmes de gouvernance sont très centralisés avec des problèmes de capacité des villes, acteurs très importants du développement économique ou des espaces. Les politiques sont restées très sectorielles sans avoir intégré l'environnement et la durabilité. Les politiques d'environnement sont restées de correction plutôt que d'anticipation et d'intégration. Des problèmes de rigidité ont été soulignés par les rapports du PNUD. On peut dire également que le concept de développement durable des messages de Rio et de Johannesburg sont très peu intégrés dans les pratiques de coopération régionale et internationale. Quand on décortique le partenariat euro-méditerranéen, on est frappé de voir combien ces questions ne sont pas suffisamment prises en compte par les bailleurs de fonds dans les pratiques de coopération, dans les accords d'associations, etc.

Je reviens aux hypothèses du scénario tendanciel du nouveau rapport. Il y a quelques hypothèses sur le climat. La Méditerranée connaîtrait un réchauffement modéré (moins de 1 degré) mais qui va accroître les problèmes d'événements climatiques extrêmes dont on sait le coût social et économique très élevé. Il y a des hypothèses de démographie, de mondialisation-régionalisation, de gouvernance où les questions d'environnement et le développement seraient plus réactives, correctives (que d'anticipation), d'intégration, de mobilisation en amont et de responsabilisation des acteurs. Il y a des hypothèses de croissance économique qui nous ont été faites par M. Fontela.

- **Sur le plan démographique**, le fait le plus surprenant par rapport au Plan bleu précédent est la chute très rapide des taux de fécondité et donc leur convergence très rapide, ce qui est très important pour le futur. On est passé de 5,6 - 7 enfants par femme à 2 - 2,5 ces dernières années. Les problèmes d'inertie démographique font qu'au Sud la croissance démographique va quand même rester très élevée (on aura plus de cent millions d'habitants âgés de vingt-cinq ans et plus, de la Turquie au Maroc), avec un grand problème de vieillissement au Nord et une prédominance des sortants du marché du travail sur les entrants. On a donc deux problèmes au nord de la Méditerranée, la vieillesse et la relation intergénérationnelle, qui vont évidemment beaucoup peser sur le futur. Au Sud, la part de jeunes qui arrivent sur le marché du travail est très élevée et il y a encore peu de personnes très âgées. On est dans une période de transition démographique qui est fondamentale pour le développement économique avec l'immense enjeu du nombre d'emploi puisque le FMI a chiffré à 34 millions les emplois à créer en vingt ans pour garder les taux de chômage et les taux d'emplois actuels, qui ne sont pourtant pas merveilleux.

- **La régionalisation**. Le risque du scénario tendanciel, c'est que, au Nord, on ait un système d'intégration avec l'Union européenne (qui a beaucoup joué sur l'évolution de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce et qui joue aujourd'hui sur des pays comme la Slovénie, Chypre, Malte, mais également la Croatie et tous les autres pays de l'Est asiatique qui vont être intégrés tôt ou tard), avec la question de la Turquie aussi et tout ce que ça veut dire en termes de changements profonds en politique, d'engagements très importants dans le changement, non seulement dans la solidarité structurelle de l'Europe mais également dans les politiques notamment par exemple d'environnement (des directives environnementales) et tout ce qui concerne les acquis communautaires au sens plus large. L'Europe est un système qui essaie de concilier le libre-échange et le développement durable, c'est-à-dire qu'en plus du marché unique, l'Europe a le souci de construire des projets communs, de soutenir les régions pauvres. Il y a des aides de cohésion structurelle importantes. Les questions agricoles aussi sont importantes ainsi que les questions d'environnement qui font l'objet d'efforts considérables au niveau de l'ensemble des Etats-membres.

Dans la stratégie européenne de développement durable, plusieurs problèmes-clés sont soulevés : le vieillissement, les transports, par exemple. Sur la rive sud et est, la question est : que va-t-il se passer si on raisonne sur vingt ans ? Aujourd'hui, l'essentiel de l'argent européen va plus vers les pays de l'est de l'Europe mais il faut réfléchir au futur.

Actuellement, on est dans un système de politique de voisinage. Il faut réfléchir sur ce qu'on peut faire dans les vingt-vingt-cinq ans pour construire un scénario souhaitable entre l'Europe et le sud de la Méditerranée. Le risque, évidemment, si on est dans cette dynamique, est celui de fractures économiques et environnementales Nord-Sud. Le scénario retenu par nos experts est qu'il existe pour l'Europe un déclin annoncé avec un vieillissement de la population, une faible croissance économique et un risque de fracture avec le Sud.

Les aspects sectoriels. Que peut-il se passer dans les vingt-cinq prochaines années ? Par rapport à l'an 2000, le nombre d'urbains pourrait augmenter de 100 millions et le nombre de touristes de 273 millions !

- **Le problème des déchets urbains** est un problème de plus en plus lourd : ils pourraient plus que doubler en Méditerranée et presque tripler dans le Sud.
- **Le problème des transports** va aussi croître très fortement. On pourrait avoir un doublement voire un triplement de la croissance de certains trafics, avec une prédominance très forte de la route avec ses impacts environnementaux. Une des conséquences sera une très forte pression sur le littoral méditerranéen et une densité d'habitants et de touristes sur la côte qui pourrait passer de 2 300 à 3 300 personnes au kilomètre. Il se peut qu'en 2025, 50 % des 46 000 kilomètres de littoral soient construits ! L'encombrement aujourd'hui est un problème-clé, comment gérer tout ça dans un espace très limité ? La demande en eau pourrait aussi croître de plus de 20 %.

Le scénario tendanciel est assez inquiétant en termes de développement durable. Des risques de disparités et d'instabilité demeureront entre le Nord et le Sud : la dégradation des ressources, les catastrophes naturelles, les pertes de résilience et de diversité. Le Plan bleu essaie de tout explorer et énonce quelques idées dans son rapport. Il y a des atouts en Méditerranée qu'il faut absolument mieux valoriser, ça c'est la première idée. Quels sont les atouts ? D'abord une très grande diversité de qualité : des développements économiques très intéressants ces dernières années en Méditerranée ont réussi à se construire sur cette diversité-qualité, notamment le renouvellement urbain remarquable de certaines villes du Nord comme du Sud qui ont su construire une économie en valorisant le patrimoine. Il y a également des produits agricoles de qualité dans le Nord : de graves crises ont été évitées grâce à des politiques de qualité. Il y a évidemment le tourisme qui pourrait être beaucoup mieux valorisé, l'enjeu étant de favoriser les synergies entre tourisme, agriculture et industrie. Il y a aussi la proximité et la complémentarité entre l'Europe et le sud de la Méditerranée et tout ce tissu de PME qui a fait le développement de l'Italie et de l'Espagne et qui pourrait évidemment faire celui du Sud, car les PME sont la clé du développement.

L'autre idée plus approfondie dans le Plan bleu est l'idée de découplage entre la croissance économique et les pressions environnementales. Nos ressources sont limitées et mal gérées. Concernant l'eau d'irrigation, par exemple, la Tunisie a mis en place, il y a 7 ou 8 ans, une stratégie sur l'agriculture irriguée qui lui a permis de stabiliser la demande en eau tout en augmentant la valeur ajoutée du secteur de l'agriculture irriguée. Cela s'est fait grâce à l'augmentation de la tarification mais aussi grâce à des subventions sur les équipements économes en eau, grâce à des organisations d'acteurs, c'est un exemple de découplage réussi.

Je donne un autre exemple au Maroc qui nous a été donné par vos collègues du service de l'eau, un gain très important de gestion dans un partenariat public-privé dans la région Rabat-Casablanca. Si on gèrait mieux l'eau, on pourrait économiser beaucoup, non seulement de ressources mais aussi d'argent, 10 milliards d'euros par an pourraient être économisés avec beaucoup d'avantages non seulement économiques mais aussi environnementaux.

Quant aux déchets, on voit qu'il y a des pays et des villes qui font beaucoup mieux que d'autres. On pourrait très bien avoir une stratégie qui réduirait à la source et recyclerait les déchets.

L'énergie est très importante. C'est une question-clé pour l'économie. Le Plan bleu propose deux scénarios. Le scénario tendanciel voit une croissance d'à peu près 50 % de la demande en énergie. Mais il existe un scénario alternatif très différent grâce à une meilleure utilisation de l'énergie et grâce à l'énergie renouvelable. Grâce aux énergies éolienne et solaire, on pourrait réduire de moitié la croissance de la demande et rester à 7 % de l'émission de CO₂ dans le monde au lieu de dépasser les 9 % dans le scénario tendanciel.

Il y a un troisième enjeu très important pour le développement durable de la Méditerranée : protéger les biens communs essentiels. Il y a les problèmes de climat, la question de biodiversité, la question de la mer et du littoral. On a la chance d'avoir en Méditerranée un système qui, depuis 1975, réunit tous les pays riverains et l'Union européenne, c'est la convention de Barcelone. Aujourd'hui, seulement cinq pays ont une loi-cadre sur le littoral, et là aussi, certains pays ont mieux réussi que d'autres. Si chacun des pays trouvait la bonne solution, on pourrait mieux lier développement et environnement sur le littoral.

Je termine sur ce que seraient les conditions d'un scénario alternatif. Première condition, il y a une prise de conscience qu'il faut changer le scénario. Prise de conscience que l'environnement, l'intégration, l'anticipation sont des questions stratégiques qu'il faut intégrer. L'enjeu d'une réflexion prospective est évidemment d'anticiper mais en Méditerranée, l'environnement a une dimension stratégique compte tenu de ce qu'est l'économie méditerranéenne et la contrainte des ressources pour cette économie. Aussi, il y a une prise de conscience dans le Sud d'un destin commun. Les sauts vers le développement durable sont possibles, afin d'éviter les évolutions très négatives du Nord de la Méditerranée. Il faut aussi prendre conscience des conditions du succès et des types d'outils à mettre en œuvre pour progresser.

Une autre condition du scénario alternatif est la construction régionale qui est certainement encore à parfaire. C'est très important pour le futur de notre région, pour résoudre les problèmes de coopération Nord-Sud et Sud-Sud et définir le rôle de l'Union européenne et des pays du sud de la Méditerranée. Une idée importante à développer dans la réflexion Nord-Sud est l'idée des approches communes et différenciées. Aujourd'hui, elles entrent en application avec le protocole de Kyoto. Il y a des fonds de carbone de plusieurs centaines de milliards d'euros qui sont en train de se faire dans les pays d'Europe et qui peuvent aller en Méditerranée, grâce à de meilleurs systèmes, à de mécanismes de développement propres, et accélérer leur transition vers un développement durable.

Quant à l'agriculture, je pense qu'il faut absolument raisonner en terme d'approches communes et différenciées. Il y a des intérêts communs qu'il faut préserver et en même temps, on a tant de différences de situations entre le Nord et le Sud qu'évidemment, on ne peut pas faire n'importe quoi en termes de libéralisation commerciale.

Il est important de reconnaître qu'il n'y a pas de modèle unique de développement et qu'il faut au contraire jouer la diversité. Mais il y a aussi des enjeux communs qui peuvent nous

rassembler, il y a certainement des gains possibles très importants en recherche et développement, autour de l'environnement, du tourisme, etc. Avec l'idée de programme ou de plan méditerranéen sur les questions concrètes, on peut avancer ensemble au bénéfice des deux rives. Et puis surtout, il apparaît dans chaque pays que les choses s'organisent au niveau local et que c'est là où doit se faire la réflexion prospective, la vision et la décision.

Pour nous, les grands enjeux sont de mieux intégrer la durabilité et l'environnement dans les politiques sectorielles et promouvoir un développement local et territorial, jouer le local et le territorial, c'est-à-dire le développement rural, les villes, le littoral, pour essayer de donner un cadre de façon à ce que les acteurs s'engagent ensemble vers une dynamique de progrès. Ce qui a été décidé à Johannesburg est important, ce sont les stratégies nationales de développement durable qui doivent être mises en œuvre. Le Maroc, qui est dans une période critique, pourrait utiliser cet engagement international pour se donner des objectifs de progrès concrets en termes de développement durable.

Je termine enfin pour dire que, actuellement, le Plan bleu travaille sur la stratégie méditerranéenne de développement durable qui s'est donné sept grands domaines d'actions essentiels : assurer une gestion durable de la mer et du littoral, promouvoir le développement urbain durable, promouvoir une agriculture de qualité et un développement rural durable, mieux gérer les ressources en eau et en énergie, mieux gérer les transports et, enfin, l'enjeu crucial du tourisme. C'est une stratégie-cadre qui n'a de sens que si, ensuite, elle aide les pays à faire leurs propres stratégies nationales. Il y a des pays qui, je pense, pourront en tirer bénéfice. Il n'y a pas une stratégie qui s'impose, il n'y a pas d'union politique méditerranéenne mais une réflexion commune en Méditerranée à laquelle de nombreux experts, des ONG, des représentants des gouvernements ont contribué depuis des années et qui donc peut aider à cette réflexion. Ce qui nous paraît important, c'est d'organiser un suivi régional des progrès par des indicateurs de façon à voir si, oui ou non, on progresse et de toujours renforcer l'échange d'expérience entre Méditerranéens, c'est comme ça qu'on apprend beaucoup. En France, par exemple, on a mis en place des parcs régionaux qui sont des outils extraordinaires de développement local durable avec les collectivités locales. Avec l'appui des régions, des plans décennaux sont négociés entre l'Etat et les acteurs locaux. C'est une chose qu'on a apprise en Allemagne dans un voyage d'études.

Sécurité alimentaire dans le Bassin méditerranéen

Bertrand HERVIEU

Secrétaire général du Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM), France

Le Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM) est un organisme intergouvernemental, créé par traité international en 1962 sous l'égide de l'OCDE et du Conseil de l'Europe. Il rassemblait en 1962 sept pays de la rive Nord de la Méditerranée, du Portugal à la Turquie, et il s'est, au fil des années, élargi à treize pays dont le Maroc. Actuellement, la Croatie, Chypre et la Syrie sont candidats à intégrer cette organisation.

Notre mission première est une mission de formation post-universitaire des cadres de production, de transformation, de gestion des questions agricoles, alimentaires et rurales du pourtour méditerranéen. Dans cet objectif d'aide à la décision, nous organisons tous les ans une réunion des ministres de l'Agriculture des pays-membres du CIHEAM, et nous vulgarisons ces réunions annuelles par la publication d'un rapport de conjoncture sur la situation de l'agriculture et de l'alimentation en Méditerranée. Le rapport annuel du CIHEAM de 2005 vient de paraître. Il rassemble des contributions de nos collègues de tous les pays-membres et non-membres. C'est un travail collectif qui se renouvelle et qui nous permet d'opérer une veille en continu à travers un observatoire que nous animons sur la situation méditerranéenne.

Dans ce travail de réflexion prospective méditerranéenne et marocaine, je voudrais attirer votre attention sur quatre points.

Un contraste accru entre le Nord et le Sud de la Méditerranée

Puisque nous faisons une réflexion à trente ans, il n'est pas inutile de se reporter vingt-cinq ans en arrière. Avant que l'Espagne, le Portugal et la Grèce n'intègrent l'Union européenne, nous avions des écarts de niveau de vie entre la rive Nord et la rive Sud qui n'étaient que de 1,5 à 2 points au maximum. Aujourd'hui, nous sommes à des écarts qui sont de 3,5 points entre les deux rives. Avec cette évolution lourde sur trente ans et compte tenu de la reconfiguration de l'Europe, lorsque la Méditerranée aura 700 millions d'habitants, 60 % de cette population habitera le Sud, elle sera jeune, urbaine, littoralisée, globalisée et mondialisée dans ses aspirations. C'est donc, je crois, une première tendance très forte qui a des conséquences très lourdes en matière de couverture alimentaire : nous serons en face de populations qui rechercheront pour une grande partie de leur alimentation à se rapprocher des standards alimentaires ou qui auront en tous les cas des exigences très grandes en matière de sécurité des aliments (et auront donc radicalement changé de système alimentaire).

Ce changement radical de système alimentaire qui se fait notamment par le biais de l'implantation à marche forcée et rapide des grandes centrales de distribution et des très grandes chaînes de distribution (qui elles-mêmes s'articulent aux très grandes firmes de transformation) appelle une double réflexion.

Dans un pays comme le Maroc, quelle articulation y a-t-il entre, d'une part, la production et la transformation marocaines, et d'autre part, cette distribution et cette grande transformation, qui sont multinationales ? Y a-t-il des étapes à franchir ? Y a-t-il une articulation à construire ? A l'horizon de vingt-cinq ans, le Maroc se positionnera-t-il comme un fournisseur de commodities et de matières premières agricoles pour un marché globalisé mais dont la transformation et la distribution lui échapperont ? Ou entend-il en prendre une part ? Je pense que c'est un débat loin d'être vidé. Lorsque l'on voit l'ardeur du débat entre le Maroc et l'Union européenne sur les contingents à l'exportation, il faut s'interroger sur cette approche sur le long terme, compte tenu du changement très fort de la structuration du marché alimentaire au Maroc à l'horizon de vingt-cinq ans. C'est de ce côté-là qu'il faut continuer d'insister.

J'ajoute que sur ce terrain, où encore une fois la question de la sécurité des aliments sera une question absolument primordiale, il est d'une importance absolument capitale que chaque pays dans sa souveraineté nationale se dote d'une capacité d'expertise. Un des points essentiels aujourd'hui dans le débat sur les échanges passe par l'édification, bien entendu, de barrières sanitaires non tarifaires, et si chaque pays ne dispose pas lui-même de sa propre expertise souveraine (appuyée bien entendu sur la recherche et le développement scientifiques pour défendre ses intérêts et se positionner dans la construction des normes au plan international), il en ressortira des sentiments de frustration envers une expertise qui vous échappe et, ce qui serait pire encore, une expertise entièrement privatisée qui serait payée par les firmes elles-mêmes. Ces dispositifs de démantèlement des contrôles sanitaires ont été, comme vous le savez, à l'origine de la crise de l'ESB (encéphalopathie spongiforme bovine) au moment de l'ère Thatcher en Grande-Bretagne. Il y a donc là un enjeu très important sur la gestion de la régulation et de l'expertise sur l'échange de ces nouvelles consommations.

Le creusement d'un fossé entre le monde rural et le monde urbain

Ceci est un phénomène qui se produit à l'échelle mondiale en général et à l'échelle méditerranéenne en particulier et qui est tout-à-fait le corollaire du phénomène de littoralisation, d'urbanisation et de concentration. Ce dernier s'accompagne, dans des pays comme le Maroc, d'un phénomène d'accroissement en même temps des populations rurales. Nous ne sommes pas dans les situations où se reproduit ce qui s'est passé dans la Méditerranée du nord avec un processus d'exode agricole et rural sur une cinquantaine d'années qui a abouti à un effondrement des populations rurales de 2,3 à 4 % de la population active (et qui se reconstituent mais sur des fonctions résidentielles d'une autre nature). Ce qui est intéressant dans le cas notamment du Maroc, c'est que la population rurale diminue relativement à la population totale, mais elle augmente en valeur absolue.

Entre 1965 et 2002, la population rurale méditerranéenne du Sud est passée de 57 millions à 107 millions d'habitants, elle a donc été multipliée par 1,9. Alors ceci oblige à porter un regard extrêmement neuf sur la question de l'exode dans les pays du Sud. C'est une question très difficile, pour plusieurs raisons. La première, c'est que vous êtes évidemment en face d'un choix à faire quant à l'augmentation de la productivité du travail en agriculture, qui est le choix d'une volonté d'accroître la couverture alimentaire nationale et, dans ma perception des choses et dans mon système de représentation probablement un peu agrarien, de construction aussi de la souveraineté nationale et régionale.

Donc une première question : que fait-on ? Développe-t-on une agriculture moderne, intensive à très faible niveau de main-d'œuvre ? Mais à ce moment là, dans ce scénario, nous avons

une population rurale en augmentation et dans une situation de déracinement sur place, c'est-à-dire qu'elle reste dans les espaces ruraux, mais elle est déconnectée du mouvement économique et du mouvement de production, et elle est découragée de partir vers la concentration littorale et urbaine pour des raisons de chômage. Ceci fait que nous avons aujourd'hui une concentration de la pauvreté en milieu rural et non pas en milieu urbain. Les deux tiers des pauvres sont des ruraux qui quittent sur place l'agriculture sans retrouver autre chose avec en plus un taux d'alphabétisation qui est bien plus faible qu'en ville. Nous avons donc là un problème massif qui n'est pas propre au Maroc, mais qui existe au Maroc. C'est un problème assez largement régional mais le Maroc est un idéal typique d'une certaine façon.

Cette cassure est très préoccupante, car il y a là dans ce pays, comme dans d'autres pays (la Chine en est un autre exemple absolument fabuleux), des populations urbaines et littorales, qui sont globalisées sur le marché mondial, approvisionnées sur les grandes commodities mondiales par les grandes multinationales et par les grandes chaînes de distribution (c'est ça leur insertion dans le marché), et il y a des populations rurales plus pauvres, plus dés-insérées, avec moins de communication et qui ne sont pas dans le marché mondial mais dans un marché local déstructuré. Cette coupure est très préoccupante.

La Méditerranée : région agricole et alimentaire

Actuellement, la Méditerranée et l'ensemble des pays du pourtour représentent à peu près 23 % des importations agricoles et alimentaires du monde et 19 % des exportations. Cinq pays assurent 50 % des importations (les Etats-Unis, le Canada, l'Argentine, l'Australie et la France). La raison pour laquelle ces cinq pays occupent une place aussi importante dans ces échanges est que le blé représente 20 % des importations et que les céréales dans leur ensemble, blé compris, en représentent 30 %. Il y a donc une réflexion à conduire sur l'agriculture et l'alimentation en Méditerranée. Cette Méditerranée veut-t-elle resserrer ses liens ? Veut-elle imaginer la construction d'un espace plus souverain, agricole et alimentaire, qui partirait du nord de la mer Caspienne pour arriver jusqu'au Maroc ? Il faut noter au passage que les pays du Sud et de l'Est ont vu leurs exportations baisser. Ces exportations en Méditerranée représentaient environ un quart de leurs exportations il y a une vingtaine d'années, elles n'en représentent plus que 9 %, et sur ces 9 %, la Turquie à elle seule en comptabilise 52 %.

Si l'on ajoute à cette dépendance extra-méditerranéenne, quant aux principales matières premières, la montée en puissance de la question de la transformation et des grands standards internationaux de la consommation alimentaire, on est évidemment frappé par une très grande dépendance de cet espace et par un accroissement de cette dépendance. C'est une question qui est donc posée, et là encore, le Maroc a beaucoup de choses à dire parce qu'il est aussi un pays céréalier, un pays de fruits et légumes et un pays de transformation. La question est donc posée de savoir si l'on cherche à construire dans cette zone une zone préférentielle (à signaler que l'Europe agricole s'est construite sur la préférence communautaire qui était un point fort et lourd). Cette question est profondément posée, elle est posée au regard de l'échec du processus de Barcelone. On est à Barcelone plus dix, et on n'a pas avancé d'un pouce sur cette affaire. Reprenons-nous le dossier autour de cette question agricole et alimentaire ? La souveraineté relative des approvisionnements agricoles et alimentaires du bassin méditerranéen est-elle ou non un horizon politique ? C'est une question que l'on doit en tout cas se poser à l'horizon 2025, que le Maroc doit se poser.

Les mouvements de population, les délocalisations et les déplacements de main-d'œuvre dans le monde

Jacques FREYSSINET

*Professeur émérite de sciences économiques à l'Université Paris I,
président du conseil scientifique du Centre d'études de l'emploi*

Le sujet traité soulève une série de difficultés méthodologiques importantes :

- Il n'est pas possible, en matière de mouvements de population, de présenter des prévisions d'évolution à long terme. L'incertitude est très forte. On dispose seulement de projections qui résultent de l'extrapolation des tendances passées, infléchies en fonction des hypothèses adoptées quant à l'évolution des principales variables, notamment le taux de fécondité et l'espérance de vie. La difficulté est plus grande encore s'il s'agit de l'évolution de l'emploi, qui est principalement fonction du rythme et des formes de la croissance économique. Dans des économies globalisées, l'évolution des différents pays est fondamentalement incertaine.
- L'analyse à l'échelle mondiale serait beaucoup trop complexe si elle était détaillée par pays. Elle doit être présentée par grandes zones géographiques. Malheureusement, les grandes organisations internationales adoptent des découpages différents et des périodisations différentes, ce qui ne facilite pas les comparaisons.
- Enfin, l'utilisation des frontières nationales pour repérer les mouvements de population engendre parfois une dissociation arbitraire entre les phénomènes internationaux et les phénomènes intra-nationaux.

Les informations qui vont être utilisées ne doivent donc être considérées que comme des ordres de grandeur vraisemblables. L'intérêt principal est la mise en évidence de déséquilibres potentiels. Leur prise en considération fournit une base pour une réflexion sur les choix de politique économique et sociale qui doivent être mis en discussion dans les différents pays concernés. Notre analyse partira de la confrontation des perspectives démographiques et des perspectives de croissance économique dans les principales zones géographiques du monde. Les déséquilibres probables entre offre et demande de main-d'œuvre peuvent être réduits par deux mécanismes principaux que nous examinerons successivement : les délocalisations d'activité et les migrations internationales de population.

Croissance démographique et croissance économique

Pour clarifier la présentation, nous étudierons successivement les perspectives de croissance démographique et de croissance économique. Bien entendu, les deux mouvements sont interdépendants. La croissance démographique fournit des ressources productives pour la croissance économique, tandis que la croissance économique, jointe à des facteurs culturels, conditionne la « transition démographique ». Mais ces interdépendances ne jouent qu'à très long terme. L'inertie des phénomènes démographiques est considérable, tandis que la sphère économique est soumise à des fluctuations plus rapides. A un horizon de dix ans, les deux dynamiques peuvent être considérées comme largement indépendantes, et ce sont leurs désajustements qui sont générateurs de déséquilibres.

La population totale

Si l'on retient l'hypothèse moyenne parmi les scénarios établis par les Nations Unies (United Nations, 2005) (1), la population mondiale passera de 6,5 à 9,1 milliards d'habitants entre 2005 et 2050. Cette croissance sera assurée pour 95 % par les pays en voie de développement.

La dynamique de la population par groupe de pays met en évidence la différence croissante qui apparaît entre trois grandes zones. La population des pays développés restera pratiquement stagnante ; celle des cinquante pays les moins développés connaîtra une nette accélération (106 % sur l'ensemble de la période) ; les pays connaissant un niveau de développement intermédiaire (parmi eux le Maroc) connaîtront une croissance nettement moins rapide (35 %). Cette évolution différenciée résulte de deux tendances, générales mais inégales selon les régions : d'une part, la diminution de la fertilité et, d'autre part, l'allongement de l'espérance de vie. La conséquence commune de ces deux mouvements sera le vieillissement des populations. Le nombre des « plus de 60 ans » triplera au cours de la période ; 80 % d'entre eux vivront dans les pays en voie de développement, contre 60 % aujourd'hui. Une partie croissante de la population sera donc exclue de la population active et devra, d'une façon ou d'une autre, être prise en charge par une proportion décroissante d'actifs occupés.

La population active

Compte tenu de l'incertitude sur l'évolution des taux d'activité, il est plus raisonnable en ce domaine de se limiter à un horizon de dix ans qui, par ailleurs, est cohérent avec celui qui est adopté pour les prévisions de croissance économique.

Le tableau ci-après présente les projections établies par le Bureau international du travail (Laborsta, 2003) (2). Pour la période 2000-2010, la population active mondiale croît de 16 %, avec un net contraste entre pays développés (3 %) et pays en voie de développement (19 %). Parmi ces derniers, il est important de distinguer entre variations absolues et relatives. Si l'Asie est quantitativement le principal pourvoyeur (+ 297 millions), son taux de croissance n'est pas supérieur à la moyenne mondiale, tandis que l'Afrique et, à un moindre degré, l'Amérique latine connaissent un rythme de croissance nettement plus rapide.

Evolution de la population active, 2000-2010

	Niveau (<i>en millions</i>)		Variation 2000-2010	
	2000	2010	Absolue	en %
Ensemble du monde	2 948	3 409	461	16
Pays développés	601	617	16	3
Pays en voie de développement	2 347	2 792	445	19
Afrique	343	442	99	29
(dont Afrique du Nord)	(66)	(88)	(22)	(33)
Amérique latine-Caraïbes	223	271	48	22
Amérique du Nord	162	178	16	10
Asie	1 846	2 143	297	16
Europe	359	359	0	0
Océanie	15	17	2	13

Source : Laborsta, 2003.

(1) Les références renvoient à la bibliographie figurant à la fin du texte.

(2) Laborsta, *Economically Active Population 1950-2010*, 5th edition, ILO, Geneva, 2003.

La croissance économique

Selon les données et projections établies par la Banque mondiale sur l'évolution du PIB par tête pour les périodes 1991-2000 et 2006-2015 (World Bank, 2005) (3), l'opposition est nette entre deux groupes de régions :

- d'une part, l'Asie de l'Est et du Sud qui poursuivra une croissance rapide (entre 3 et 5 % par an en moyenne) ;
- d'autre part, le reste du monde, développé ou en voie de développement, dont les perspectives de croissance sont médiocres (entre 0 et 2 %).

Il faut traiter à part le cas de la zone « Europe and Central Asia » qui réunit les pays de l'ancien bloc soviétique (4). Après la régression engendrée par la transition vers une économie de marché, les perspectives de croissance y sont élevées mais correspondent pour partie à une récupération.

Trois types de déséquilibres

La comparaison des projections démographiques et économiques permet de distinguer trois grands types de situations génératrices de déséquilibres de nature différente :

1. Les pays développés conjugueront une croissance presque nulle de la population totale et de la population active avec une croissance économique faible. Ils seront principalement confrontés au problème du vieillissement accéléré de leurs populations, surtout en Europe occidentale.
2. Les pays d'Asie de l'Est et du Sud (principalement la Chine et l'Inde) verront leur population active croître à un rythme moyen (même si la croissance en volume est importante). Leur croissance économique rapide leur permettra de gérer un équilibre global des marchés du travail tant qu'ils ne seront frappés par l'accélération du vieillissement.
3. Les autres pays en développement connaîtront à la fois une croissance rapide de la population active et une croissance économique lente. C'est là que se situeront les déséquilibres quantitatifs les plus inquiétants.

Il reste à déterminer dans quelle mesure et sous quelles conditions les délocalisations d'activité et les migrations internationales pourront contribuer à résorber ces différents types de déséquilibres.

Les délocalisations internationales

Si les phénomènes de « délocalisation », au sens strict, se voient aujourd'hui accorder une attention particulière, il est nécessaire de les situer dans la logique globale des choix de localisation des activités économiques qui tous influent sur l'emploi.

Origine et nature des mouvements de localisation des activités

Il est usuel de distinguer trois facteurs principaux commandant les choix de localisation des activités. La place dominante qu'ont prise les phénomènes de délocalisation dans les controverses actuelles ne doit pas faire oublier le rôle occupé par deux mécanismes plus traditionnels :

(3) World Bank, *Global Economic Prospects 2005 : Trade, Regionalism and Development*, Washington, 2005.

(4) L'Europe occidentale fait partie des « High-income countries ».

- Les localisations peuvent être déterminées par la nécessité d'accès aux ressources naturelles. C'est la forme la plus ancienne qui a perdu de son importance relative. Cependant, elle se manifeste désormais selon une modalité nouvelle : la liberté d'accès à des territoires où sont acceptées des activités dangereuses, insalubres et/ou destructrices de l'environnement naturel. Les contraintes imposées dans les pays développés favorisent leur redéploiement vers le reste du monde.
- La grande majorité des investissements directs extérieurs demeurent commandés par des stratégies de pénétration de marchés. Il peut s'agir de contourner des barrières tarifaires ou non-tarifaires, de réduire des coûts de transport ou de s'adapter aux spécificités des demandes locales.
- Le phénomène, nouveau par son ampleur, est celui des restructurations productives, qui engendre des délocalisations au sens strict du terme. Il s'agit alors de transferts d'activités qui, indépendamment de la destination finale du produit, résultent d'une politique de segmentation internationale des processus productifs pour minimiser le coût global ou maximiser le profit global. C'est cette modalité spécifique qui retiendra désormais notre attention.

Une nouvelle division internationale du travail

Relativement aux mouvements traditionnels de capitaux, les délocalisations sont originales par leur contenu et leurs modalités.

Du point de vue de leur contenu, elles combinent deux mouvements de réallocation des activités entre pays inégalement développés.

En premier lieu, les processus productifs sont segmentés en fonction de leur degré de complexité. Les activités à haut contenu cognitif restent concentrées dans les pays du centre tandis que les fonctions d'exécution sont délocalisées vers les pays en voie de développement.

En second lieu, et de manière complémentaire, une segmentation s'opère au long des filières productives. Les pays en voie de développement reçoivent les activités strictement productives, tandis que les pays du centre concentrent les activités situées aux deux extrémités de la filière productive :

- en amont, ils assurent les activités de recherche et développement, de conception des techniques et des produits, de définition des normes techniques et organisationnelles, de pilotage des réseaux ;
- en aval, ils contrôlent le « marketing » au sens large : études de marché, diffusion de modèles de consommation, politique de communication (dont la publicité), etc.

Du point de vue des modalités, la tendance est à la diversification des modalités de contrôle :

- l'investissement direct reste la forme classique, tout en s'accompagnant plus fréquemment de « joint ventures » avec les capitaux locaux ;
- la sous-traitance internationale s'est considérablement développée, engendrant des systèmes complexes de dépendance en cascade ;
- on assiste enfin à l'émergence d'« entreprises-réseaux » où le pilotage et le contrôle d'un ensemble d'activités complémentaires passe par de multiples liens : participations croisées de capitaux, dépendance technologique, maîtrise de systèmes d'information, etc.

Une conséquence de l'hétérogénéité des modalités de délocalisation est la quasi-impossibilité d'évaluer quantitativement l'ampleur de ces mouvements. Ils échappent, dans une large mesure,

aux sources statistiques usuelles. Dans certains pays développés, en particulier aux États-Unis, des recherches spécifiques ont été menées sur ce point selon diverses méthodologies. Elles fournissent des résultats difficilement comparables. On ne dispose que d'informations fragmentaires sur l'impact, en particulier en matière d'emploi, dans les pays en voie de développement.

Les stratégies des pays en voie de développement

Face aux mouvements de délocalisation, les pays en voie de développement peuvent souhaiter adopter une stratégie d'autonomie en privilégiant un modèle de développement autocentré, par exemple sur la base de coopérations régionales Sud-Sud. Cette option n'est certainement pas à négliger, notamment pour l'ensemble des activités orientées vers la satisfaction directe des besoins des populations locales.

Cependant, il paraît peu réaliste d'imaginer que ces pays pourraient s'extraire totalement du contexte de globalisation, en particulier si l'on tient compte des problèmes d'emploi qu'ils ont à résoudre. Ils doivent alors réfléchir sur les modes de recours, de manière principale ou complémentaire, à une stratégie d'attractivité. Une telle stratégie prendra pour point de départ l'analyse des critères de localisation des activités d'origine étrangère et, tout particulièrement, de ceux retenus par les entreprises multinationales qui jouent un rôle-moteur. Il faut éviter, en ce domaine, des visions simplistes. Les choix de délocalisation résultent de la pondération de critères multiples, parfois contradictoires. Il en résulte une marge de liberté non négligeable pour les pays en voie de développement. Nous l'illustrerons en opposant deux modèles polaires.

Le premier modèle est celui de l'attractivité par abaissement des coûts de production. On en connaît les composantes principales :

- réduction du coût salarial, direct et indirect, souvent qualifié de politique de « dumping social » ;
- réduction des prélèvements et des offres d'avantages financiers divers avec, à la limite, la création de « paradis fiscaux ».

La question majeure posée par cette stratégie est celle de la mise en concurrence systématique et indéfinie des pays en voie de développement par les firmes internationales. Les concessions offertes par un pays servent d'argument pour en exiger d'autres ailleurs, engendrant ainsi une surenchère vers le bas (*race to the bottom*) dont les exemples sont multiples et les dégâts avérés.

Le second modèle repose sur la qualité de l'environnement productif et social proposé aux firmes étrangères. Celles-ci sont loin de n'y accorder qu'une importance secondaire, et ce, d'autant plus que les activités concernées ne se réduisent pas à des tâches de production faiblement qualifiées. Toutes les études montrent que les entreprises multinationales, qu'il s'agisse pour elles d'investissements ou de sous-traitance, examinent soigneusement la qualité de l'environnement productif : qualification de la main-d'œuvre, niveau des infrastructures, performances des services aux entreprises, efficacité des services publics, etc.

Au-delà, elles sont nécessairement intéressées par la sécurité de leurs investissements. Elles peuvent faire confiance à des régimes répressifs, sans en sous-estimer les risques à long terme. Elles peuvent aussi préférer s'installer dans des pays où se sont établis des compromis sociaux qu'elles jugent durables, par exemple sous la forme de « pactes sociaux ».

L'avantage de ce modèle est qu'il exige une politique de progrès et non de régression dans les pays en voie de développement et qu'il les place dans une dynamique de concurrence « vers le haut » et non « vers le bas ».

Dans la pratique, il s'agira moins de se rallier intégralement à l'un ou l'autre modèle que de définir des compromis qui correspondent à la situation concrète et aux options politiques de chaque pays, mais le choix de l'option privilégiée aura des conséquences profondes et durables. L'une d'entre elles résultera de l'attitude adoptée à l'égard du respect des droits fondamentaux des travailleurs, tels qu'ils ont été définis par l'Organisation internationale du travail. Cette question soulève souvent la méfiance des pays en voie de développement qui y voient une forme de protectionnisme camouflé de la part des pays développés, surtout si elle est présentée sous la forme de « clauses sociales ». Dans ce dernier cas, le risque est évident mais il n'est pas suffisant pour éluder le problème. Si les pays en développement optent pour une stratégie d'attractivité par la qualité, ils ont tout intérêt à ce qu'un respect effectif et généralisé des droits fondamentaux les mette à l'abri, sur ce point, d'une mise en concurrence par les entreprises multinationales.

Les migrations internationales

Les projections démographiques permettent de prévoir la poursuite d'un mouvement massif de migrations internationales. Les pays développés sont en train de réexaminer leur stratégie à cet égard. Les pays en voie de développement doivent définir la leur.

Les projections de tendances

Plus encore que dans les cas précédents, il faut ici souligner l'extrême fragilité des projections puisqu'elles portent sur des soldes ; elle cumulent donc les risques d'erreurs contenues dans l'évaluation des grandeurs brutes. Les données des Nations Unies (United Nations, 2005) (5) fournissent des ordres de grandeur vraisemblables pour la décennie 2000-2010 et hautement hypothétiques pour la décennie 2040-2050.

A l'échelle mondiale, il est prévu que le volume global net des migrations, qui a connu une croissance considérable de 1950 à 2000, enregistre un léger tassement pendant la présente décennie, pour ralentir ensuite nettement à long terme.

Du côté des pays d'arrivée, c'est l'Amérique du Nord (Etats-Unis et Canada) qui occuperait la place principale avec un volume d'entrées approximativement stable (environ 1,3 million par an), tandis que le mouvement vers l'Europe occidentale se réduirait sensiblement (de 1,1 à 0,7 million par an).

Du côté des pays de départ, en valeur absolue, ce sont les pays d'Asie (Chine, Inde, Philippines, Pakistan, Indonésie) ainsi que le Mexique qui fournissent les plus gros contingents (6). En valeur relative, c'est l'Amérique latine qui connaîtra les plus forts taux de départ (entre 600 000 et 700 000 départs par an pour une population totale de 560 millions d'habitants en 2005). L'Afrique est dans une position intermédiaire (entre 300 000 et 400 000 par an pour une population totale de 900 millions d'habitants en 2005). Notons cependant que l'émigration issue des pays en voie de développement ne représentera que moins de 4 % de la croissance de leur population totale. Elle ne constitue donc globalement qu'une solution partielle aux déséquilibres prévisibles sur les marchés du travail.

(5) United Nations, *World Population Prospects. The 2004 Revision*, New York, 24 February 2005.

(6) Entre 333 000 par an pour la Chine et 168 000 pour l'Indonésie.

Les politiques des pays développés

La politique de l'immigration fait l'objet de débats aigus dans les pays développés, principalement, mais pas seulement, dans ceux qui connaissent un chômage important. Une inflexion s'opère qui vise à dissocier, beaucoup plus clairement que par le passé, deux types de mouvements migratoires.

En premier lieu, les politiques s'orientent dans un sens plus restrictif, voire répressif, à l'égard des migrations de masse, considérées comme « incontrôlées ». Alimentées par des conflits politiques et sociaux ou, le plus souvent, par la misère, cette immigration est amplifiée par des anticipations irréalistes sur les possibilités d'emploi et de revenu dans les pays développés. Elle est de plus en plus organisée par des réseaux criminels. Elle suscite la montée de comportements xénophobes et racistes qui pèsent sur l'équilibre politique et social des pays d'arrivée. La priorité est alors de restreindre ou, si possible, d'interrompre ces flux, quitte à concentrer les efforts sur l'intégration des populations déjà présentes, immigrées ou issues de l'immigration.

En second lieu, compte tenu notamment des problèmes à venir de vieillissement, les pays d'arrivée réfléchissent sur les techniques de régulation d'une immigration sélective. Les méthodes traditionnelles sont jugées inefficaces, qu'il s'agisse de la vérification préalable de pénuries d'emploi, par métier et par bassin d'emploi, ou de la fixation de quotas par pays de départ. Différentes procédures nouvelles sont expérimentées, par exemple l'ouverture temporaire de quotas pour des spécialités professionnelles en pénurie (informaticiens en Allemagne) ou des techniques de sélection multicritères classant les candidats selon le nombre de points qu'ils obtiennent (Canada). Dans tous les cas, il s'agit d'une logique d'écramage permettant de réduire les pénuries spécifiques de main-d'œuvre qualifiée sans avoir à en supporter les coûts de formation.

Quelles politiques pour les pays d'émigration ?

Les pays en voie de développement sont soumis à de multiples pressions et risques :

- Le déséquilibre de leurs marchés du travail fait qu'il est tentant pour eux de trouver un palliatif provisoire dans une émigration de masse. Mais peuvent-ils ignorer les pratiques discriminatoires auxquelles seront souvent soumis leurs ressortissants, pratiques de plus en plus fréquentes dans les pays d'arrivée, même si elles y sont, dans le principe, condamnées ?
- L'immigration sélective engendre une « fuite des cerveaux » (*brain drain*) qui les prive de leur main-d'œuvre la plus performante, coûteuse à former. Mais, faute de leur offrir des perspectives de carrière satisfaisantes, peuvent-ils s'opposer à ces départs sans violation des droits individuels et sans amplifier le chômage des diplômés ?
- Ils sont, de plus en plus fermement, mis en demeure par les pays d'arrivée de contrôler les flux migratoires non souhaités par ces derniers. Mais peuvent-ils se transformer en « gendarmes des pays riches » ?
- La situation se complique avec le développement de trajectoires migratoires en plusieurs étapes. Certains pays deviennent des lieux de passage avant le pays de destination finale, tout en risquant d'avoir à accueillir durablement ceux dont l'itinéraire s'est interrompu chez eux (7). Les pays de passage doivent simultanément gérer leurs relations avec les pays de départ et les pays de destination.

(7) On observe aussi cette situation dans les pays développés. Par exemple, l'Italie ou le Portugal sont devenus des portes d'entrée vers les marchés du travail des pays de l'Union européenne.

Il est clair que la réponse fondamentale repose sur le développement de l'emploi dans les pays de départ, mais cette solution de long terme, à supposer qu'elle soit atteinte, ne règle pas les difficultés de court-moyen terme.

Dans l'immédiat, deux perspectives, au moins, devraient être explorées :

- Le renforcement du contenu et, surtout, de la mise en œuvre des normes internationales qui régissent la situation des populations immigrées, avec leur transcription effective dans les législations des pays d'arrivée.
- La négociation d'accords bilatéraux ou multilatéraux entre pays de départ et pays d'arrivée qui intègrent les flux migratoires dans le cadre d'une politique de coopération pour le développement économique et social.

Sur un plan moins global, un intérêt particulier devrait être porté à l'organisation de trajectoires professionnelles qui favorisent le retour des travailleurs qualifiés ou de ceux qui sont allés acquérir à l'étranger une formation supérieure. Cet aspect peut être traité dans les accords de coopération entre Etats, mais aussi dans les accords concernant l'implantation d'entreprises multinationales et la circulation de la main-d'œuvre.

On mesure la difficulté de mise en œuvre de telles politiques, mais il ne faut pas sous-estimer l'ampleur des effets négatifs d'une poursuite des tendances actuelles. Les limites de l'approche qui vient d'être présentée doivent être soulignées. Elle ne décrit pas le futur le plus probable. Elle analyse les conséquences de la prolongation des tendances actuelles en tenant compte des inflexions qui sont dès maintenant amorcées. Les évaluations chiffrées sont fortement dépendantes des hypothèses adoptées quant à l'ampleur et à la durée de ces inflexions. Elles fournissent des ordres de grandeur des déséquilibres potentiels et contribuent ainsi à préciser le cadre du débat préalable à la définition des choix politiques.

Références bibliographiques

- Bureau international du travail, *Rapport sur l'emploi dans le monde 2004-2005*. Emploi, productivité et réduction de la pauvreté, Genève, 2005 (voir spécialement le chapitre 1. Tendances globales de l'emploi, de la productivité et de la pauvreté).
- Commission européenne, *L'Emploi en Europe 2004*, Office des publications des Communautés européennes, Luxembourg, 2004 (voir spécialement : chapitre 5. Globalisation et marchés du travail : une perspective européenne).
- Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation, *Une mondialisation juste. Créer des opportunités pour tous*, OIT, Genève, 2004.
- Entretiens France / BIT 2005, *Dialogue sur la dimension sociale de la mondialisation. L'internationalisation de l'emploi : un défi pour une mondialisation plus juste ?* Annecy, 11-12 avril 2005 (Actes des entretiens, à paraître).
- Fontagné Lionel, Lorenzi Jean-Hervé, *Désindustrialisation, délocalisations*, Conseil d'analyse économique, La documentation française, Paris, 2005.
- Garson Jean-Pierre, « Immigration dans la zone OCDE : un panorama à multiples facettes », *Revue française des affaires sociales*, avril-juin 2004.
- International Labour Office, *Global Employment Trends*, Geneva, 2005.
- International Monetary Fund, *World Economic Outlook. The Global Demographic Transition*, Washington, September 2004 (voir spécialement chapter III. How will demographic change affect the global economy ?).
- LABORSTA, *Economically Active Population 1950-2010*, 5th edition, ILO, Geneva, 2003.
- Math Antoine, Rodier Claire, « Communautarisation des politiques migratoires. Entre fermeture des frontières et besoins de main-d'œuvre », *Chronique internationale de l'IRES*, n° 84, septembre 2003.
- United Nations, *World Population Prospects. The 2004 Revision*, New York, 24 February 2005.
- World Bank, *Global Economic Prospects 2005 : Trade, Regionalism and Development*, Washington, 2005.

SYNTHÈSE DU DÉBAT DE LA DEUXIÈME SÉANCE

- M. Freyssinet a exposé dans son intervention des extrapolations qu'il faut pondérer avec des hypothèses fortes et une analyse comparative entre les évolutions démographiques et les perspectives de croissance. Or, les dés sont pipés, car les croissances démographiques sont très liées à l'origine aux dynamiques de croissance économique. Au Maroc, depuis le XIV^e siècle, la population est inférieure à cinq millions d'habitants. Un basculement démographique s'est produit à partir de l'ère coloniale. Depuis les années quatre-vingt-quatre-vingt-dix, la transition démographique a été plus rapide que celle à laquelle on s'attendait. S'il y a des changements dans la dynamique économique pour un pays comme le nôtre, les changements démographiques ne peuvent plus répondre uniquement à des projections tendanciennes.
- Compte tenu des évolutions contrastées en termes de projection pour l'avenir, en termes de partenariat Euromed, un certain nombre de problèmes se pose au Maroc. Les variantes évoquées sur les stratégies à développer devront tenir compte d'une véritable politique de l'immigration, des migrations concertées, des stratégies d'autonomisation qui introduiraient des dynamiques de restructuration productive. Or, les problèmes ne sont pas seulement à caractère économique, il est possible que le Maroc s'inscrive dans une compétition qui nous tirerait vers le bas, qu'il aille vers une forme « d'uniformisation » généralisée. Le Maroc en a un avant-goût avec le secteur informel : des bas salaires, pas de respect de la législation, pas de promotion sociale, pas de construction de tissus sociaux, pas de support pour une évolution démocratique ouverte et moderne. On ne peut pas, dans le secteur textile, tenir la concurrence avec le SMIG horaire du Vietnam, par exemple.
- Les questions qui se posent au Maroc ne peuvent pas faire l'économie d'une réflexion sur le modèle de société que nous souhaitons construire : allons-nous répondre aux évolutions du monde en nous inscrivant par le bas mais en courant le risque d'une décomposition sociale et une régression intellectuelle, civilisationnelle ? ou allons-nous faire le choix d'un partenariat qui nous tire tous vers le haut avec l'Union européenne ?
- La dimension de la relation du Maroc avec les pays subsahariens est très importante. Le Maroc oublie souvent qu'il fait partie de l'Afrique. La pratique publique de la dimension africaine du Maroc n'est pas logique, harmonieuse.

Il y a deux types d'enjeux au niveau migratoire pour le Maroc :

- ceux qui concernent la relation entre le Maroc et l'Union européenne (l'intention de cette dernière est de choisir une migration utile) ;
- Le Maroc, un pays d'émigration, de transit et, demain, de réadmission organisée, ne se reconnaît pas encore comme un pays de séjour.

La manière dont le Maroc traite les Subsahariens montre que ce n'est ni un pays africain, ni un pays solidaire. On veut nous faire jouer le rôle de gendarme, est-ce cela la proximité ? la relation de voisinage ?

Le discours actuel du Maroc n'est pas acceptable. S'il avait été tenu dans un pays du Nord, il aurait soulevé des débats et des réactions de la société civile.

Cette question doit être posée de manière centrale dans nos réflexions. On ne peut pas continuer à avoir un comportement dichotomique entre le refus d'un certain comportement vis-à-vis de nos ressortissants marocains à l'étranger et un comportement contraire aux droits de l'homme vis-à-vis des étrangers au Maroc.

Ce qui se passe au Maroc dans les camps près de Nador et Melilla ne fait pas honneur à notre pays. Le Maroc ne doit pas devenir une sentinelle avancée de l'Europe. (Abdelkrim Belguendouz, professeur).

- A partir de quel seuil peut-on considérer qu'un pays a une sécurité alimentaire ? Comment sortir du dilemme protectionnisme-libre-échangeisme (tous les pays cherchent en définitive une sécurité alimentaire) ? Il est possible de construire à l'échelle méditerranéenne une sécurité collective alimentaire. Cela est possible dans le cadre d'un projet politique, d'un modèle sociétal. (Najib Akesbi, professeur).
- Il y a une relation ambiguë entre le partenariat méditerranéen et les accords de libre-échange signés par le Maroc. Comment peut-on gérer tout ces accords tout en continuant à entretenir un partenariat privilégié avec l'Union européenne ? (Najib Akesbi, professeur).
- Le Maroc doit-il privilégier le dumping tout azimut, donc la compétitivité par les coûts ou la qualité des ressources productives ? Dans un contexte de signatures d'accords, comment la politique de qualité peut-elle être privilégiée ? Ce n'est pas avec les niches artisanales que l'on peut construire une stratégie. On observe que partout où il y a explosion des exportations mondiales, pénétration sauvage des marchés, c'est sur les produits bas de gamme, les produits de forte consommation, c'est-à-dire les produits où la seule stratégie qui marche encore aujourd'hui est la minimisation des coûts, y compris le dumping social. La ligne majeure reste celle qui privilégie la compétition par les coûts. De ce point de vue, que peut-on faire face au Vietnam par exemple ? (Najib Akesbi, professeur).
- Depuis une quinzaine d'années, on observe une complexité des parcours migratoires, les pays de passage se multiplient. Il y a un choix politique à faire dans le débat sur l'immigration. Entre l'exportation contrôlée des cadres (et le brain drain que cela entraîne) et l'impossibilité qu'a le pays d'empêcher l'immigration, quelle marge de manœuvre a le Maroc pour négocier les accords avec les pays d'accueil ? (Jacques Freyssinet)
- Les pays en voie de développement ont toujours été méfiants vis-à-vis des droits des travailleurs soumis par l'OIT, y voyant une stratégie des pays développés pour créer un protectionnisme camouflé. L'adhésion aux droits fondamentaux des travailleurs est la seule façon dont disposent les pays en voie de développement pour se mettre à l'abri de la mise en concurrence systématique par les multinationales. Si les PVD parvenaient à se mettre d'accord sur une politique d'acceptation des normes du BIT, les multinationales ne pourraient plus jouer aussi systématiquement ce jeu de mise en concurrence. (Jacques Freyssinet).

L'autosuffisance alimentaire nationale n'est ni possible ni souhaitable. L'autosuffisance alimentaire relative doit être une ambition pour le Maroc pour de nombreuses raisons (l'accroissement de la demande alimentaire, la rapidité des changements des modes de consommation, etc.). Il est impossible d'abandonner ce secteur aux multinationales. (Bertrand Hervieu).

- La question du coût économique et écologique doit être posée dans les choix agricoles qui sont faits. Le problème de l'eau sera très important dans le futur. Le Maroc est partagé entre une agriculture très performante pour l'exportation et une couverture alimentaire par

l'importation. La question d'une modernisation forte d'une grande partie de l'agriculture, y compris de la céréaliculture, est posée. (Bertrand Hervieu).

- L'Europe ne s'est pas construite uniquement autour de projets commerciaux. Au niveau Euromed, l'enjeu est de dépasser les questions sécuritaires et de libre-échange pour passer à des enjeux concrets d'intérêt commun. L'environnement peut être un exemple de préoccupation commune.

Le bassin méditerranéen peut être le laboratoire mondial du développement durable. Grâce au protocole de Kyoto, il peut y avoir une application régionalisée au bénéfice des pays de la rive sud de la Méditerranée. Il y a des problèmes qui se creusent et qu'il faut régler ensemble. Le problème de l'eau est important. Les Objectifs du millénaire obligent d'atteindre des objectifs en termes d'assainissement, d'adduction d'eau. La convention de Barcelone lie les pays méditerranéens pour la protection du littoral et de la mer et exige des investissements très importants pour la construction de stations d'épuration dans les villes, par exemple.

Il faut repenser la coopération Nord-Sud pour favoriser des approches beaucoup plus déconcentrées qui mobilise nos acteurs locaux. (Guillaume Benoit).

TROISIÈME SÉANCE

Transformations du système productif global et nouvelle intégration régionale

Robert SMOLIK

Ministre Conseiller de la Mission américaine à l'OCDE

Je suis le seul représentant du nouveau monde, et je voudrais donc transmettre la vision des Etats-Unis d'Amérique de l'avenir à l'horizon 2030. Au-delà d'une quinzaine d'année, il est difficile de prévoir les choses. D'ailleurs, c'est un sage américain, un entraîneur de base-ball, qui a dit qu'il ne faut jamais faire des prévisions, surtout quand il s'agit de l'avenir. Je vais donc suivre son conseil. Je vais faire de mon mieux pour me baser sur les données des tendances démocratiques et économiques qui existent, qui seront d'ici vingt-vingt-cinq ans déjà acquises et que nous pourrions employer comme base de réflexion.

Il existe une nouvelle optique outre-atlantique. Nous avons aux Etats-Unis une vision stratégique, nous regardons au-delà des deux côtés de l'Atlantique et du Pacifique, et nous regardons comment mettre en œuvre les façons d'agir sur ces diverses bases, comment le monde pourrait évoluer. Je vais me limiter dans la mesure du possible à des tendances, que j'ai déjà dit acquises. Je vais vous proposer dix données – dix certitudes en quelque sorte – qui serviront de base à vos interrogations.

Une mondialisation asiatique

La mondialisation, ou la globalisation, est un fait, elle est irréversible. Mais ce que nous constatons aux Etats-Unis, c'est que dans vingt ou vingt-cinq ans, elle n'aura plus un visage américain, mais asiatique. La réalité est que la Chine, l'Inde, l'Indonésie (qui est un pays musulman au potentiel énorme), la Russie, l'Afrique du Sud et le Brésil y contribueront. Mais notre vision de la mondialisation sera asiatique. La question-clé réside dans les économies émergentes qui ne font pas partie des régions économiques à forte croissance : pourront-elles s'associer et attirer les bénéfices ?

Les pays asiatiques utilisent des moyens de faire du business qui ne sont pas les nôtres. Il suffit d'examiner les questions relatives à la contrefaçon et à la propriété intellectuelle et, en conséquence, la création de nouveaux services. Nous sommes convaincus qu'il faudra trouver

un mode d'entente avec les Asiatiques pour que, sur des bases juridiques et de business, nous puissions travailler d'une façon équilibrée qui donne les profits aux sociétés et aux individus qui ont créé la valeur ajoutée.

Une économie mondiale plus vaste

Nous estimons que d'ici 2030, il y aura 85 % et plus du produit brut mondial élargi, c'est-à-dire une accumulation sur la base per capita de plus de 50 %, ceci bien sûr quand on regarde les taux de croissance en Chine et en Inde (respectivement 1,4 milliard et 1,3 milliard de personnes). Evidemment, au niveau global de chaque pays, il y aura une forte croissance ; mais il faut se rendre compte qu'à l'intérieur de ces pays il y aura toujours un écart de plus en plus important entre les citoyens de ces pays et ceux des autres pays émergents, et c'est là où il me semble que la démocratie, que la fragilité de certains systèmes démocratiques et la façon dont les gouvernements de ces pays peuvent contrôler les crises financières inévitables, va jouer beaucoup sur la stabilité et la croissance sans interruptions et sans crises.

Les multinationales, promoteurs de cette grande croissance

Cela concerne non seulement les grandes sociétés que nous connaissons dans les grands blocs américain, européen et asiatique, mais même des sociétés dans des pays qui n'ont jamais eu une grande tradition technologique. Voyons l'exemple de Nokia en Finlande qui a pu créer si rapidement une industrie à l'échelle globale qui a pu donner une impulsion aux économies partout dans le monde en quelques années. Cette révolution informatique très rapide apportera bien sûr de grands bénéfices.

Le défi social

Le défi des gouvernements, surtout des démocraties, sera de contribuer au développement social et de trouver une façon de diriger l'économie vers la stabilité sociale et aussi la création de nouvelles générations (nouvelles personnes, nouveaux cerveaux) qui pourront bénéficier de ces technologies ; l'éducation nationale sera fondamentale. J'ai déjà parlé de la Chine, l'Inde, l'Indonésie, le Brésil, la Russie, l'Afrique du Sud. Il y aura des difficultés entre ces divers blocs pour trouver une façon de grandir économiquement sans interruption et atteindre l'équilibre économique souhaité.

La démographie

On constate, surtout dans les pays européens et au Japon, que des proportions très fortes des populations seront bientôt à la retraite. Cela, bien sûr, implique un besoin d'immigration de la part des sociétés qui veulent de la main-d'œuvre. Nous avons eu l'expérience aux États-Unis, avec le Canada et le Mexique, de trouver une solution, une base continentale ; la question se pose alors de savoir si les gouvernements européens, et japonais surtout, auront la possibilité et la volonté politique de socialiser l'immigration qui sera certainement nécessaire pour qu'ils puissent maintenir le rythme de la croissance économique.

L'énergie

Hier, on n'a pas beaucoup parlé de l'énergie. J'ai l'impression que tout le monde se rend compte, comme l'a dit l'Agence internationale de l'énergie que les ressources énergétiques existent

pour donner l'élan à cette croissance économique que nous désirons tous ; mais la consommation que nous prévoyons augmentera de 50 % d'ici à 2030 contre une hausse de 34% entre 1980 et 2000. C'est une chose de dire que les ressources énergétiques (pétrole, gaz et charbon) existent et que les nouvelles technologies peuvent créer des conditions fiscales, mais c'est une autre chose de dire que nous avons la certitude que les fournisseurs pourront faire acheminer leurs produits aux marchés. Là, nous retrouvons les questions de la stabilité politique, nous avons de fortes chances, dans cette période de paix au niveau global, période sans conflit nucléaire, de pouvoir trouver cette solution.

L'islam politique

La solution de ce problème dépendra de la volonté des sociétés, des personnes agissant en groupes économiques, sociaux et politiques. Le défi peut être relevé sur la base d'une bonne gouvernance à l'intérieur de toute la région, via la lutte contre la corruption et via la formation économique et surtout technologique des jeunes, qui donne de l'espoir et la possibilité de s'intégrer au marché. Enfin, il faut aussi encourager l'initiative privée, en facilitant l'accès au crédit pour les PME et les entreprises familiales afin de donner plus d'espoir dans l'avenir.

L'environnement et toutes les questions à caractère moral aussi importantes que les questions sociales

Il y a lieu de noter l'existence du potentiel des nouvelles technologies à créer et résoudre les difficultés environnementales, comme il existe toute une série de possibilités aussi bien dans la biotechnologie, dans les moyens de télécommunication que dans les nouvelles technologies des énergies renouvelables, qui peuvent, une fois déclenchées, résoudre ces questions de l'environnement et de la moralité à l'intérieur des pays.

La vision américaine pour les vingt-cinq années à venir

Nous avons l'obligation aux Etats-Unis, comme démocratie bien consolidée, comme point de repère pour les sociétés, de bien travailler dans le cadre multilatéral, notamment au niveau économique à l'Organisation mondiale du commerce, mais aussi au niveau régional. Quand il n'est pas facile d'avancer au niveau global pour trouver un accord multilatéral, il faut trouver un moyen complémentaire, c'est-à-dire un moyen bilatéral ou même régional, d'impulser ce grand moteur de l'économie qui est le pouvoir du marché à l'intérieur des pays. Nous sommes convaincus que les pays qui seront décisifs dans l'avenir seront ceux qui disposent d'une vision ouverte sur le libre-échange. Nous sommes convaincus aussi que les Etats-Unis d'Amérique auront des défis politiques, économiques et technologiques d'ici vingt-vingt-cinq ans. Nous serons l'unique puissance économique à être globale à ce niveau-là. Bien sûr, il y aura aussi la Chine, l'Inde et d'autres pays européens qui auront un poids économique important. Mais le seul pays qui aura clairement la possibilité économique et stratégique militaire sera, à notre avis, les Etats-Unis. Ceux-ci auront toujours l'obligation de gérer ce devoir moral d'une façon la plus sincère et la plus difficile possible.

Je n'ai pas parlé du terrorisme parce que c'est un phénomène imprévisible qui peut changer beaucoup de choses. Nous estimons que la démocratie, le libre-échange et les marchés à l'intérieur des pays seront les meilleures façons de lutter contre ce fléau.

En conclusion, je vous dirai que c'est un peu paradoxal, nous voyons sur le plan technologique

et même économique des défis qui ne sont pas très clairs, il y a de l'incertitude dans ces domaines. Mais il existe aussi, à notre avis, une absence de difficultés géostratégiques (absence de conflits nucléaires). Nous sommes très confiants dans l'avenir pour diverses raisons au niveau social et au niveau technologique. Ceci concerne évidemment aussi les nouvelles générations de la plupart des pays, y compris les pays émergents. Ils sont très forts sur le plan linguistique et ont la possibilité d'une formation technologique qui leur donnera beaucoup d'entrées, beaucoup d'espoir pour le futur, avec cette possibilité informatique et la biotechnologie qui joueront un rôle très important dans la sécurité alimentaire, et puis le capital et les ressources humaines. Nous sommes convaincus que les jeunes contribueront à cet élan économique. Je dirai que la période que nous vivons est d'une stabilité géopolitique unique sur la base des trois derniers siècles. Nous avons aussi le cas du terrorisme à part (et nous espérons qu'il restera ainsi) et une possibilité de paix qui va durer pendant des générations. Nous espérons que ceci, avec toutes les possibilités technologiques, va nous permettre de créer un futur digne de tous dans toutes les sociétés et non uniquement dans les grandes sociétés qui ont créé un tissu économique très productif. Nous espérons aussi que les pays émergents vont s'associer dans les domaines que j'ai cités aux économies développées au niveau mondial.

J'espère que nous pourrions parler ensemble des possibilités pour le Maroc de s'intégrer et de profiter de ce qui sera dans vingt-vingt-cinq ans une période de croissance inouïe dans l'histoire de l'humanité. Nous sommes très confiants en l'avenir.

Développement des pôles de compétitivité dans l'économie du XXI^e siècle

Nicolas BERNARDI

*Directeur du développement économique
de la communauté d'agglomération Nice-Côte d'Azur*

Je vais essayer de vous donner les tendances qui commandent la compétitivité des entreprises, ce qui n'est pas facile vu de l'intérieur. Comme le disait Monsieur le président tout à l'heure, les entreprises aujourd'hui ont une vision à très court terme : il est très difficile de faire des plans d'affaires à plus de cinq ans, et la majorité des entreprises ont des planifications sur trois ans. Je vais essayer de donner les tendances lourdes qui commandent la compétitivité de ces entreprises.

L'autre point est de donner la vision telle qu'elle est perçue en France et en Europe. Il y a certainement beaucoup d'enseignements pour le Maroc, mais tout n'est pas transposable à votre problématique.

Suite aux discussions d'hier, j'ai souhaité faire un préambule pour cadrer mon propos et pour que l'on ne mélange pas toutes les problématiques.

Une économie se développe grâce aux capitaux et aux investissements étrangers, grâce à la vitesse de circulation de ces capitaux et à la création de valeur ajoutée interne, c'est la base de la théorie keynésienne de l'économie. Cette théorie définit trois principaux moteurs de développement économique que ce soit d'une ville, d'une région économique ou d'un pays, tout dépend de l'échelle à laquelle on raisonne. Dans toute économie, il y a trois moteurs plus au moins forts :

- **Une économie publique**, basée sur la redistribution des richesses à travers les administrations, les services sociaux et les services publics. L'économie publique est plus ou moins développée en fonction des pays et des villes. Si on compare, par exemple, les deux grandes villes de la rive méditerranée, Marseille et Nice, Marseille a une économie publique fortement prépondérante dans son économie globale par opposition à Nice qui a une économie résidentielle.
- **Une économie résidentielle**, qui capte principalement les revenus de l'extérieur (du tourisme, des investisseurs qui achètent des maisons secondaires, des retraités qui viennent avec leurs pensions et qui alimentent l'industrie du bâtiment et des travaux publics). Nice s'est développée (le département des Alpes maritimes est passé de 500 000 habitants à un million en cinquante ans) principalement sur cette économie résidentielle (captation des revenus du tourisme, rapatriés d'Afrique du Nord et arrivée des retraités).
- **Une économie dite « productive »** qui consiste en la production de biens et services qui sont exportés ou consommés localement. Les Alpes maritimes, basées principalement sur une économie résidentielle, ont créé il y a quarante ans une technopole, Sophia Antipolis, pour se créer un petit moteur productif (puisque le département n'en avait pas) et avoir une économie productive.

Il faut bien cadrer ces trois moteurs. Toute économie a un peu des trois, mais il est mieux d'en avoir au moins deux relativement puissants. En avoir un seul est très dangereux lorsque l'on planifie à long terme, à trente ou cinquante ans. On le voit bien à Nice, où l'économie résidentielle arrive aujourd'hui à une asymptote de développement. Il est donc important pour Nice et ses environs de continuer à développer l'économie productive.

L'ensemble de la suite de mon exposé va donc se focaliser sur cette économie productive. Encore une fois, cela n'est pas forcément applicable à l'économie résidentielle. Le Maroc aura, probablement, à se poser des questions sur ces trois dimensions. La France s'interroge, elle a peur d'une désindustrialisation conséquence d'un développement productif très fort de la Chine et des Etats-Unis. Un des scénarios de la France, qui n'est pas le scénario tendanciel et pas forcément celui qu'on souhaite, est qu'elle devienne une économie purement résidentielle qui s'appuie sur son patrimoine, sa bonne qualité de vie, ses retraités et s'applique uniquement à capter les revenus d'Européens du Nord qui viennent acheter leurs résidences secondaires ou les revenus du tourisme. Cela pose donc de vraies questions de fond.

Vu de la France, il y a deux grandes tendances de l'économie productive dans les vingt années à venir. Cette économie va s'appuyer sur le capital humain. L'investissement dans la formation et la recherche est donc le premier moteur de croissance pour la France et l'Europe. De plus en plus, on quitte le modèle historique taylorien pour avoir une économie de l'intelligence et de la connaissance (ceci va être abordé par mon homologue M. Lazarev). L'intelligence devient la composante de base du processus de production de biens et services et donc de la création de valeurs, d'où l'importance des dépenses dans la Recherche et Développement qui vont continuer à augmenter dans les pays développés. Aujourd'hui, l'Europe est à la traîne avec 1,9 % du PIB en dépenses en R&D, les Etats-Unis en sont à 2,8 % et le Japon à 3,1 %. L'objectif de la France et de l'Europe est d'aller vers 3 % du PIB dans la R&D pour alimenter ce moteur productif de la connaissance. La Chine représente le numéro 3 en valeur absolue et le numéro 5 en pourcentage du PIB en termes de dépenses en R&D (elle arrive juste derrière les Etats-Unis et le Japon). Elle ne sera donc pas seulement l'usine du monde, elle sera certainement aussi présente dans des activités à forte valeur ajoutée.

Le moteur important de croissance réside dans le développement des PME. Entre 1984 et 1999, le poids des entreprises de moins de 500 salariés dans l'emploi total des activités des services, de l'industrie et du commerce est passé de 59 % à 76 %. Il y a dix ans, quand j'étais à Boston, on nous apprenait déjà que les multinationales étaient puissantes et continuaient à se consolider et à fusionner mais que la création d'emploi passée et future n'était probablement pas dans ces grandes entreprises. Les entreprises comme General Motors ont détruit en valeur sur une dizaine d'années l'équivalent de la valeur actuelle de Toyota. IBM est passé de 200 000 salariés dans le monde à moins de 100 000. Nice connaît bien cela puisqu'elle a eu dans les années soixante-dix une implantation d'IBM de 2 000 personnes, aujourd'hui il n'en reste plus que 700. Bien sûr, il y a toujours aujourd'hui de grandes entreprises, mais elles ont tendances à se consolider et à fusionner plutôt qu'à être le rouleau compresseur de l'expansion que l'on avait en tête durant les Trente glorieuses. Pourquoi ?

• **La première tendance** qui commande la productivité dans les entreprises depuis quelques années, et le fera encore probablement dans le futur : **la réactivité**. Quand on est une très grande entreprise, on a du mal à assumer cette réactivité, ce qui explique de plus en plus le développement des PME en réseau par opposition aux grandes multinationales monolithiques précitées. C'est toute la tendance du « time baisse compétition », la réduction des temps de cycle, il faut le plus vite possible introduire les nouveaux produits, les nouveaux services, il

Il y a un gros avantage compétitif à l'entreprise qui arrive la première sur le marché. Toutes les analyses marketing ou financières montrent qu'effectivement l'impact temps dans la sortie des nouveaux produits crée énormément de valeur.

- **La deuxième tendance** forte des entreprises est la **flexibilité**, c'est-à-dire avoir un processus permanent d'adaptation, d'externalisation des activités qui ne sont pas stratégiques pour l'entreprise et donc la capacité de coopérer avec d'autres petites entreprises pour répartir la charge et minimiser le risque.

- **La troisième tendance** dans les ressources humaines est d'arriver à **motiver les collaborateurs et les salariés** par des systèmes d'initiatives, de partage de la création de valeur de plus en plus sophistiqués et de pouvoir avoir des collaborateurs qui prennent des initiatives et qui sont autonomes sans attendre les instructions des supérieurs hiérarchiques ce qui empêche la flexibilité et la réactivité. Il faut des collaborateurs de plus en plus formés, qui se forment toute la vie. Dans les télécoms, le savoir-faire d'un ingénieur (non pas dans ses principes) est quasiment obsolète en trois ans.

- **La cinquième tendance** qui commande la compétitivité des entreprises sur le moyen et long terme est **l'innovation technologique**, les dépenses en R & D et l'amélioration continue des processus.

- **La sixième tendance**, qui est plus un moyen qu'une vraie finalité, est **le système d'information** qui permet d'irriguer l'ensemble de ces points-là et devient transversal à toutes les entreprises. On quitte le modèle taylorien pour aller vers un modèle différent où l'essentiel est le gain en productivité, la capacité de l'innovation et la capacité de l'entreprise à travailler avec d'autres entreprises, ce qui est différent du modèle historique des Trente glorieuses où tout était basé sur combien acheter de matière première, combien payer la main-d'œuvre et comment grossir l'entreprise pour faire des économies d'échelle. On est maintenant dans un monde où l'adaptation est plus rapide.

On arrive au débat qu'on avait hier sur la mondialisation et la proximité. On arrive à un paradoxe qui a été défini assez tôt en 1998 par un professeur économiste d'Harvard, Michael Porter. Dans cette économie-monde globalisée, d'un côté, on a l'impression qu'avec un petit coup de souris, on peut recruter, trouver du capital, avoir des informations, ce qui n'est pas faux, d'un autre côté, les facteurs locaux de proximité deviennent plus essentiels pour être compétitif. Les entreprises font de plus en plus attention à leur environnement de proximité, même si elles fonctionnent dans une économie globale et à ce qui se passe à l'intérieur de l'entreprise. Ce qui se passe dans l'environnement très proche devient un facteur concurrentiel important, et l'entreprise cherche dans sa proximité des connaissances, des savoir-faire. Elle recherche aussi dans son environnement local une motivation supérieure de ses collaborateurs par rapport à ses concurrents qui peuvent se trouver dans d'autres régions géographiques. Elle cherche des relations partenariales avec des fournisseurs et des clients pour améliorer l'ensemble de ses processus, des accès aux sources de financement.

C'est donc le paradoxe : plus on avance dans une économie globale, plus les facteurs locaux sont importants ; c'est le concept de systèmes productifs locaux, ou clusters, qui permet de schématiser ce que les entreprises cherchent localement et ce que les pouvoirs publics peuvent faire pour favoriser le développement de cette économie productive locale. On assiste à une spécialisation géographique des industries. On le voit en France avec la concentration des industries agroalimentaires. On le voit aussi dans les industries électriques et électroniques

où Paris a une prépondérance forte, de même le pôle Lyon-Grenoble. On trouve des entreprises de microélectronique sur des sites importants, par exemple Motorola à Toulouse.

Ces SPL sont définis par quatre composantes :

- la grappe d'entreprises qui est une concentration géographique d'entreprises souvent de petite taille avec parfois une société-leader ;
- la spécialisation autour d'un métier, d'un produit ou d'une technologie ;
- la coopération entre les entreprises qui, bien sûr, sont aussi concurrentes ;
- l'existence de ressources stratégiques mutualisées, constituées pour créer de l'innovation.

Grâce à ces quatre facteurs, les entreprises obtiennent en échange, comme avantage concurrentiel, une meilleure productivité due à un savoir-faire des employés, à la proximité qui s'est développée et à une meilleure compétence des fournisseurs locaux spécialisés qui ont l'habitude de servir dix, vingt et trente PME. Elles ont accès à des informations transmises par la proximité. Elles peuvent aussi avoir des infrastructures publiques dédiées.

Il y a parfois la présence de clients sophistiqués : les entreprises progressent beaucoup en écoutant leurs clients, surtout lorsque ceux-ci sont exigeants. Il y a aussi la compétition : on coopère pour mutualiser certains moyens, mais en même temps on épie ce que fait le voisin ; on est donc plus stimulé que quand on est une entreprise isolée. Finalement, cela crée aussi une meilleure dynamique de création d'entreprise parce qu'une entreprise peut s'arrêter et laisser la place à une autre entreprise créée par un ancien employé, mais aussi parce qu'on est au centre de l'activité en question et qu'il est plus facile de lever des fonds auprès de business angels ou de capital riskers.

Pour résumer, les SPL apportent de l'économie d'échelle et de la flexibilité. Si les grandes entreprises ou les multinationales ont du mal aujourd'hui à créer de la valeur, c'est qu'elles sont devenues très grandes, difficiles à manager, elles sont devenues rigides dans un monde qui évolue de plus en plus vite. Or, les SPL ont des entreprises en réseau, à proximité des fournisseurs, pratiquent des économies d'échelle, coopèrent entre elles en portant la même culture. On va vers un système qui permet des économies d'expérience ou d'échelle toujours importantes, tout en offrant la flexibilité nécessaire.

Quelques exemples de SPL

- **Le SPL des flacons en verre** en Haute-Normandie. Sur soixante-dix kilomètres, 50 PME regroupent 6 000 employés et travaillent pour trois grands donneurs d'ordres se trouvant en Haute-Normandie. Les actions menées ensemble dans ces entreprises sont qu'elles recherchent de nouveaux marchés à l'export. Elles ont décidé de créer une nouvelle marque commune de la vallée du verre, qui leur permet de communiquer à travers un site internet unique pour l'ensemble de ces PME pour être plus performant à l'export. Elles travaillent ensemble pour mener des actes de diversification de leur production vers le verre alimentaire et le plastique. Elles ont des contrats de recherche et de développement avec l'université de Rouen à proximité, et elles échangent avec les autres pôles verriers européens. Le résultat est peut être un peu optimiste, mais il donne la tendance : un millier d'emplois créés, vingt nouvelles entreprises en dix ans, 1,5 milliard de flacons produits chaque année soit 75 % de la production mondiale. C'est une industrie de haute technologie. Quand on parle de haute technologie, il ne faut pas penser aux seules entreprises de télécom ou de biotechnologie. Aujourd'hui,

toutes les entreprises, même agricoles ou traditionnelles, sont devenues des entreprises à haute technologie, qui utilisent les facteurs-clés que je décrivais tout à l'heure.

- **La lunette dans le Haut-Jura.** Cela concerne quarante PME et 3500 salariés. Les actions menées par ce SPL touchent au développement technologique en liaison avec le Lycée national d'optique et un groupement d'entreprises pour des projets de développement de nouvelles machines de soudage, laser, brasage, automatisation de l'assemblage. A l'export, elles ont mutualisé un ingénieur commercial, et elles suivent ensemble les tendances et le design. Voilà ce qui permet d'animer et de rentrer de plain-pied dans l'économie du XX^e siècle.
- **La chaussure en cuir en Italie.** En Italie, on répertorie 200 districts industriels dont les plus connus sont spécialisés dans l'industrie du cuir et de la chaussure. L'Italie représente près de 7 % des exportations globales et 66 % des exportations de la chaussure du G7. Les SPL représentent 40 % de l'emploi industriel en Italie.
- **Le verre et le moulage plastique au Portugal.** Quarante SPL ont été identifiés dans le centre du Portugal. Marinha dans le centre du Portugal spécialisé dans le verre et le moulage plastique représente 2500 emplois. Ces clusters regroupent des entreprises plus petites qu'en Italie, ce sont plutôt des TPE, très familiales et beaucoup plus consommatrices de main-d'œuvre que certains SPL en France.

Michael Porter, lorsqu'il a défini ce paradoxe de l'économie globale et de la spécialisation locale a beaucoup travaillé sur les clusters aux Etats-Unis. Parmi eux les exemples suivants.

- **L'instrumentation médicale** dans le Massachusetts, à côté de Boston : 400 entreprises et 39000 emplois avec mutualisation des moyens, coopération mais toujours concurrence.
- **La production du vin en Californie** près de San Francisco avec 680 exploitations commerciales importantes, plusieurs milliers d'exploitations indépendantes et fournisseurs, un vrai partage d'expériences pour copier, ce qui est légitime, l'expérience de l'industrie du vin en France mais pour aussi être capable de concentrer localement dans la vallée de Californie l'ensemble des compétences nécessaires pour être compétitifs sur le marché mondial.
- **Les équipements de golf à Carlsbad en Californie**, un peu moins connus, ou les meubles d'intérieur à High Point en Caroline du Nord. On pourrait citer un autre cluster un peu plus paillettes qui est Hollywood : la concentration locale de producteurs et d'acteurs qui passent d'une production à l'autre et qui créent leur entreprise.

La France a récemment défini le concept de « pôle de compétitivité » qui est le haut de gamme du SPL. Un SPL peut être modeste et tiré par les PME. Un pôle de compétitivité est la combinaison sur un espace géographique localisé de trois acteurs majeurs qui sont engagés dans une démarche partenariale forte : des entreprises, PME ou grande entreprise, des établissements de formation et des unités de recherche, avec trois facteurs décisifs : une masse critique pour la visibilité internationale, des projets communs à caractère innovant pour créer des emplois et un travail collectif avec une structure de gouvernance.

L'Etat français, qui accompagne aujourd'hui les SPL, souhaite en faire de même avec les SPL haut de gamme, avec des aides d'ingénierie et de promotion, des défiscalisations pour la recherche privée et des réductions de charge, notamment sur les emplois de R&D. Nos pôles de compétitivité, c'est Toulouse dans l'*Aérospatiale*, par exemple. Ces pôles, ces périmètres géographiques permettront une défiscalisation. La fiscalisation étant assez élevée en France, vous pouvez imaginer l'intérêt que cela suscite chez les industriels et les chercheurs. Ceux qui sont le plus communément cités sont le pôle de nanotechnologie, de microélectronique

à Grenoble, le pôle de l'industrie optique dans la vallée de la Chevreuse à Saclay (dans la région parisienne) ou le pôle aéronautique à Toulouse. Ce sont des pôles de compétitivité d'une dimension beaucoup plus internationale et critique que les différentes concentrations géographiques mentionnées précédemment.

Pour conclure, quels rôles peut-on envisager pour les pouvoirs publics devant cette évolution des entreprises dans cette spécialisation locale ?

- **Identifier les grappes** d'entreprises et faire un diagnostic des territoires, voir dans chaque ville, chaque district, quelles sont les grappes d'entreprise et voir s'il y a une concentration des métiers.
- **Donner un appui aux structures d'animation.** Les pouvoirs publics doivent aider ces petites entreprises qui n'ont pas la capacité d'avoir cette plateforme mutualisée à en créer une.
- **Participer au développement de l'environnement** par la formation, la recherche et le transfert de la technologie publique vers ces PME, créer les infrastructures mutualisées et apporter de l'épargne ou des moyens de financement.
- **Inciter ces PME à exporter.** En fonction du stade de développement d'un pays, il ne faut pas tout de suite viser les marchés internationaux, mais une fois qu'une grappe d'entreprise compétitive a été identifiée dans une ville, il faut faire en sorte qu'elle vende ses biens ou ses services dans les villes voisines, ensuite dans les pays voisins ou les pays faciles d'accès. Il faut avancer étape par étape pour renforcer ces SPL et, éventuellement, apporter des aides fiscales pour stimuler la spécialisation géographique.

En France, tous les maires voudraient avoir leur pôle biotechnologique, ce qui est très à la mode. On voit bien après ce qui a été exposé qu'il n'est pas possible d'étaler en France l'ensemble des pôles de biotechnologie. Il faut concentrer l'ensemble du développement sur deux ou trois pôles au maximum pour arriver à bâtir cette économie d'expérience locale.

L'économie du savoir, une nouvelle dimension de la croissance (1)

Grigori LAZAREV
Consultant HCP PNUD

Le concept d'économie du savoir est relativement nouveau dans le vocabulaire des économistes de la croissance. Il traduit l'idée d'une économie fondée sur les points suivants :

- La production de savoir comme source de la croissance de la productivité. On reconnaît ainsi la priorité de la recherche, du développement technologique, de l'innovation, etc.
- Le développement d'un marché des biens immatériels rendu possible par les technologies de l'information et de la communication. Ces biens incluent des services de diffusion de connaissances, de l'information, de la communication, de la culture, etc.
- Le découplage de la croissance et de la consommation des ressources de base. L'économie du savoir postule en effet que la croissance n'est plus proportionnelle à la consommation des ressources naturelles et des biens physiques. Elle s'inscrit dans une perspective de développement durable.

Autour de ce concept, le consensus est croissant pour reconnaître que l'économie du savoir est le fondement d'un nouvel âge de l'économie, celui de la société de l'information. Les analystes globalistes avancent l'idée que l'économie du savoir annonce une accélération de la productivité comparable à celle qui a caractérisé la première révolution industrielle.

L'économie du savoir repose sur deux piliers :

- **une éducation de haut niveau** associée à une politique de valorisation continue des ressources humaines ;
- **le support novateur des technologies de l'information et de la communication** qui stimulent l'acquisition des connaissances favorise l'innovation et change les fondements du fonctionnement des entreprises et de l'économie.

Les technologies de l'information et de la communication sont communément confondues. La dénomination globale associe en fait deux concepts différents :

- **les technologies de la communication** sont le vecteur essentiel de l'économie du savoir. Elles mettent en avant le rôle des télécommunications (elles jouent un rôle comparable à celui des chemins de fer lors de la révolution industrielle) ;
- **les technologies de l'information** concernent la production d'information et de systèmes d'information. Elles mettent en avant le rôle des logiciels et des programmes informatiques (elles correspondent à l'ingénierie de la révolution industrielle).

(1) Synthèse préparée par l'auteur après la tenue du forum.

L'économie du savoir est désormais désignée par les sigles KBE (Knowledge Based Economy) ou EFC (Economie Fondée sur la Connaissance). Elle est associée à la production d'un bien économique d'un type nouveau dont on peut caractériser les attributs sur la base des constats suivants. La connaissance diffère de l'information car elle est liée à l'acteur. La connaissance est un bien public. Elle a des externalités positives (impact sur les tiers sans compensation). Elle ne se détruit pas avec l'usage. Elle est cumulative avec la diffusion. La connaissance peut être codifiée quand elle passe par des canaux formels. Elle constitue une connaissance tacite lorsqu'elle se transmet par des mécanismes implicites de la société.

On propose six points d'entrée pour analyser les tendances de l'économie du savoir :

- l'économie du savoir est le nouveau moteur de la croissance des économies ;
- l'économie du savoir développe une demande nouvelle de produits immatériels ;
- l'économie du savoir est l'un des grands leviers du développement durable ;
- l'économie du savoir a un effet d'entraînement dans les économies en développement ;
- l'économie du savoir n'est cependant pas exempte de risques et de dérives ;
- l'économie du savoir implique un engagement des Etats et une nouvelle éthique des entreprises.

L'économie du savoir est le nouveau moteur de la croissance des économies

Les économistes de la croissance admettent, quasiment tous aujourd'hui, qu'en matière de développement économique, une transition majeure est amorcée pour aller vers une économie globale fondée sur la connaissance et l'interconnexion des acteurs. Il existe un large consensus pour reconnaître que plusieurs grandes tendances sont appelées à se poursuivre dans les prochaines décennies :

- les économies émergentes peuvent rattraper les pays développés en soutenant une croissance de 6-8 % (2-3 % dans les pays de l'OCDE) ;
- la croissance de la productivité va continuer à être entraînée par la recherche, le développement technologique et l'innovation ;
- la compétitivité va dépendre plus des connaissances et des compétences que des ressources physiques ;
- l'information digitale et les technologies de communication vont jouer un rôle moteur, le secteur contribuant de plus en plus à la formation du PIB ;
- ses effets transversaux vont apporter une valeur ajoutée croissante à l'ensemble de l'économie ;
- l'activité va s'orienter de façon continue vers des emplois interconnectés pour des services fondés sur le savoir ;
- cette tendance va susciter (et va être soutenue par) la formation d'une force de travail de mieux en mieux éduquée et de plus en plus qualifiée ;
- la spécialisation croissante des activités des entreprises va de plus en plus nécessiter des réseaux complexes de collaboration et des technologies de management du savoir.
- internet est appelé à devenir l'infrastructure-clé pour gérer la complexité de la société de l'information ;
- le vieillissement de la population va allonger la durée de la vie active et valoriser l'expérience et la formation continue.

Dans cette nouvelle économie globale, les TIC ont un rôle majeur à jouer. Elles peuvent aider à découpler la croissance économique des ressources. Elles contribuent à la diminution des besoins d'énergie et de l'usage des ressources (par exemple, en se substituant au transport matériel des personnes, en "dématérialisant" de nombreux supports et produits physiques). Ces technologies ont également des effets puissants sur l'amélioration et la promotion des capacités des travailleurs. On s'accorde à reconnaître que les progrès et les tendances de l'économie du savoir se mesurent aux progrès des TIC et à leur impact sur la société.

Quelques notations, données ci-dessous, illustrent ce propos.

TIC ET CROISSANCE DE L'ÉCONOMIE

Contribution du secteur information digitale et communication dans les pays de l'OCDE (en % du PIB)

en 1990 : 4 % en 2002 : 7 % en 2012 : 10 %

Valeur ajoutée en Finlande par le secteur TIC

– plus de 16 % de l'activité totale des entreprises.

Revenus des télécommunications dans le monde

- 2 % dans les pays en développement
- plus de 3 % dans les économies développées (ITU)

Emploi dans le secteur des télécommunications dans le monde

- 6 millions d'emplois, avec une croissance de 2 % par an (ITU).
- 2 800 compagnies de téléphonie dans le monde (moins de 600 en 2000).
- Téléphones portables : 11 millions en 1990, 650 millions en 2000, 1 000 millions prévus pour 2012.

Baisse des coûts des communications

- le coût de transmission de 1 000 milliards de bits entre Boston et Los Angeles est passé de 150 000 \$ en 1970 à 12 cents en 2001.

L'Union européenne reconnaît l'importance nouvelle de l'économie du savoir. Elle en a fait sa priorité, comme le souligne la stratégie à long terme dont elle a jeté les bases à Lisbonne et Göteborg en 2001. Son objectif est en effet de « devenir une économie du savoir, dynamique et compétitive, avec une croissance soutenue, des emplois plus nombreux et plus qualifiés et une plus grande cohésion sociale ».

Cette importance nouvelle de l'économie du savoir implique que l'on puisse en évaluer les constituants et les effets. Diverses approches ont ainsi été mises en place pour mesurer la connaissance et ses progrès. L'OCDE se fonde sur des analyses perspectives et sur un tableau de bord de la science, la technologie et les industries. Ce tableau analyse en particulier les niveaux de l'enseignement supérieur, de la recherche-développement, les dépenses dans les logiciels. La Commission européenne a créé un tableau de bord de l'innovation. La Banque mondiale a établi, de son côté, une matrice d'évaluation de la connaissance. Celle-ci s'attache en particulier à évaluer les barrières tarifaires et les droits de propriété en matière de connaissance, le nombre des chercheurs en RD et d'articles scientifiques par millions d'habitants, le niveau

d'alphabétisation, les inscriptions dans le secondaire et le supérieur, le nombre de téléphones et d'ordinateurs pour 1 000 personnes, le nombre de fournisseurs d'accès pour 10 000 personnes.

La désindustrialisation aux USA constitue un indicateur particulièrement pertinent des tendances de la nouvelle économie. L'emploi industriel (hors TIC) représentait 11 % de l'emploi en 1996, et elle représente moins de 8 % en 2004. Dans les prochaines décennies, seules les industries de haute technologie survivront. L'emploi sera passé dans les services.

Apple importe pour des milliards de dollars les iPod fabriqués en Chine. L'entreprise récupère cependant 90 % des profits de la vente. L'Amérique ne semble pas s'inquiéter des risques de dépendance industrielle de pays émergents comme la Chine.

L'économie du savoir développe une demande nouvelle de produits immatériels

L'économie du savoir développe une nouvelle valeur, celle des biens immatériels. La capacité de mobiliser les connaissances devient un actif immatériel des entreprises. Ces biens concernent aujourd'hui des créneaux de plus en plus importants dans les marchés. Les biens immatériels comprennent par exemple la musique, les films, les jeux vidéo, les logiciels, les banques de données, les moteurs de recherche. Les services de "l'immatériel" comprennent les communications, les voyages et l'hôtellerie, la gestion des entreprises, le commerce électronique. Cette économie influence désormais les moyens affectés à la mobilité. Les téléconférences, le télétravail, le télé-enseignement, les consultations médicales, etc., prennent de façon croissante la place des déplacements physiques des personnes. Dans l'industrie, les fonctions "immatérielles" et celles du savoir s'imposent avec la robotisation, la création de nouveaux matériaux, les nanotechnologies, les bio-technologies, etc. On observe également la substitution de produits physiques par des services (par exemple le remplacement des répondeurs par un réseau). La nouvelle économie permet aussi d'améliorer l'efficacité des entreprises, notamment en diminuant les coûts de l'énergie et en facilitant l'accès aux marchés. L'un des impacts les plus porteurs de changement est celui du commerce électronique.

Ces constats montrent que l'économie du savoir se fonde sur de nouveaux paradigmes :

- la substitution de produits par des services ;
- la mutation des conditions de travail ;
- la mondialisation des réseaux ;
- la délocalisation des lieux de travail ;
- la capacité de mobiliser les connaissances devenant un actif immatériel des entreprises.

La réduction des coûts va ajouter 0,25 % par an à la croissance pendant la prochaine décennie. Commerce global par Internet (prévisions 2005) : 8,6 % du commerce global des biens et services. Mais 86 % du commerce par internet sont concentrés dans 12 pays, dont 50 % pour les USA.

L'économie du savoir est l'un des grands leviers du développement durable

On a calculé, bien que de façon très grossière, que le mode de consommation des pays développés ne pourrait pas être partagé par plus de 30 % de la génération actuelle sans détruire la planète. Ce bilan s'accuserait, a fortiori, avec les générations suivantes puisque l'on s'attend à une augmentation de la population mondiale de plus de 50 % avant la stabilisation démographique. Le mode de consommation des pays développés n'est donc pas durable s'il est étendu à l'échelle

de la population mondiale. Bien que devenant de plus en plus coûteuses, les ressources sont encore abondantes. Et contrairement à ce qu'affirmait le Club de Rome dans les années soixante, ce n'est pas le manque de ressources qui crée les limites de la croissance ; ce sont les impacts destructeurs de la consommation sur l'environnement qui posent une limite à l'expansion du modèle de consommation le plus avancé :

- l'incapacité de l'atmosphère à absorber les gaz à effets de serre sans changement climatique inacceptable ;
- les risques de déséquilibres écologiques systémiques graves avec la déforestation et la dévégétalisation des régions arides et tropicales ;
- l'épuisement des ressources en terre pour l'expansion de l'agriculture et de l'urbanisation ;
- la difficulté d'assimiler et de recycler les déchets et les produits toxiques toujours plus nombreux ;
- le besoin grandissant d'espace pour l'extension des systèmes routiers afin de supporter, entre autres, le système de transport fondé sur le véhicule individuel. En 2010, le transport de marchandises en Europe, par la route principalement, aura augmenté de 40 %, le transport aérien de 80 %.

La pollution des industries de la communication

Les industries qui produisent les supports de l'économie du savoir ne sont pas, elles-mêmes, exemptes d'effets négatifs sur l'environnement. Il faut en effet 45 litres d'eau pour produire une puce. La consommation d'énergie des computers, une fois totalisée, est très importante. Un hub de serveur consomme autant d'énergie qu'un aéroport. Les déchets de l'informatique sont considérables. En Italie, rien que pour l'année 2000, 900 000 computers et 140 000 portables ont été mis au rebut, dont 25 % non recyclés. En Europe, en 1999, les industries électriques et électroniques ont produit 16 millions de tonnes de déchets (une augmentation de 25 % était prévue pour 2004 ainsi qu'un doublement dans les douze années suivantes). Les matériaux de rebut constituent des déchets dangereux.

Les nouvelles technologies, soutenues par l'économie du savoir, peuvent contribuer au changement des modes de consommation pour tendre vers la durabilité. Les transports "immatériels" permettent, par exemple, de découpler la croissance des transports de la croissance du PIB. La diminution de la consommation d'énergie dans les bâtiments a, dans cette perspective, un impact particulièrement important (le chauffage et l'éclairage représentent, en effet, 50 % de la consommation d'énergie des pays développés ; on dépense autant d'énergie pour le travail en bureau que dans la production). En Angleterre, la moitié des émissions de gaz à effet de serre sont émis par les bâtiments privés ou collectifs.

Le découplage croissance/consommation de matières premières aux Etats-Unis

Les économies développées ont amorcé depuis longtemps un découplage entre croissance et consommation de matières premières. Depuis 1950 aux Etats-Unis, la croissance de l'économie a crû dix fois plus que la quantité de matières premières. Dans les vingt dernières années, la consommation de matières premières par habitant s'est stabilisée à 16 tonnes par an, pour une croissance du PIB par habitant de 50 %. De 1970 à 1990, le PIB a augmenté de 35 % sans augmentation de la quantité d'énergie.

Mais ce découplage n'est pas suffisant, car l'accroissement de la productivité des ressources reste inférieur aux taux de croissance de l'économie. Il y a donc continuité et croissance de la pression sur les ressources. Ceci n'est pas tenable sur une longue période, et le seul choix possible est d'améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources. Les outils de l'économie du savoir peuvent, par contre, contribuer à réduire la pression et favoriser le découplage ressources/croissance.

La télé-mobilité diminue les besoins de transports et aide à découpler la croissance du PIB de celle des transports (l'industrie en Amérique du Nord estime que l'émission de 540 000 tonnes de carbone est évitée par les télé- et vidéo-conférences). Les millions de kilomètres des voyageurs pendulaires ont été remplacés par le télé-travail.

Le télé-travail diminue les besoins en bureaux et donc l'énergie dans les bâtiments. Il diminue également les besoins en papier.

La domotique réduit les besoins des habitations en énergie.

La régulation informatique de l'irrigation réduit le gaspillage de l'eau.

La régulation informatique accroît l'efficacité énergétique des industries et celle des véhicules. Les signataires de la Charte européenne des opérateurs de télécommunications ont amélioré l'efficacité de l'énergie de 21 % entre 1997 et 2000.

Le commerce électronique réduit les coûts de la distribution et augmente les opportunités de choix. Amazon, par exemple, offre 2,5 millions de titres contre 175 000 dans les plus grandes librairies américaines. Le coût d'énergie pour 100 ventes est de 0,03 \$ contre 3 \$ dans les librairies.

L'économie du savoir a un effet d'entraînement dans les économies en développement

La connaissance pour le développement (K4D ou Knowledge for Développement) peut devenir une source de progrès importante dans les économies en développement. Mais cette approche du développement économique a des coûts élevés, en particulier en matière de formation des ressources humaines. Les économies asiatiques ont fondé leur démarrage économique sur l'investissement dans la connaissance. Les taux d'éducation supérieure ont été particulièrement élevés au Japon, en Corée du Sud, à Taïwan et, maintenant, en Chine. La capitalisation du savoir s'est faite au moyen d'investissements considérables dans l'éducation et le savoir (notamment par le retour de la diaspora universitaire). Mais elle s'est aussi faite par des acquisitions de technologie au moyen de copies, de sous-traitance, d'accueil d'industries délocalisées par les pays développés (Hong Kong, Singapour, Corée, Chine, etc.).

Les technologies de l'information et de la communication ont, d'une façon générale, stimulé le développement en contribuant à l'amélioration des services publics, au développement agricole, à une plus grande efficacité de l'économie de services, à de meilleures performances des collectivités locales, à la création d'opportunités pour la démocratisation.

Services public : de nombreux projets sont initiés en Afrique et en Asie pour développer l'enseignement à distance. Le Canada aide à la création des « universités virtuelles ». Les services de santé sont soutenus à distance (Grande-Bretagne/Gambie).

Développement agricole : au Chili et en Inde, l'Etat et les entreprises de l'industrie para-agricole mettent en place des réseaux d'information sur les prix, les marchés, la météo, les pratiques agricoles. Ces améliorations ont concerné plus directement les petits et moyens agriculteurs.

Economie de services: le Costa Rica a fait le choix d'une spécialisation dans les centres de services informatiques délocalisés. L'Inde a fait de même en se spécialisant dans la gestion des serveurs, des comptabilités, des services de réservations, etc. Ce pays avait, en 2001, 5 millions de téléphones mobiles. On en prévoit 100 millions en 2008. Le Maroc s'est lui aussi mis sur ce créneau, comme le montre l'émergence de services téléphoniques à distance et le recrutement de personnel de services téléphoniques.

Collectivités locales: amélioration de la gestion. Renforcement de la capacité de négociation (Mexique). Multiplication des réseaux favorisant l'information des citoyens, vecteur de démocratie.

Les grandes entreprises s'engagent dans le développement (projets Ericsson/PNUD, projets Vodafone, projets ATT).

En 1996, la Malaisie a lancé une « Vision 2020 » pour construire une société capable de valoriser les TIC et augmenter la compétitivité globale.

- Objectif à moyen terme pour 1 000 habitants: 250 téléphones mobiles, 250 points d'accès internet, 500 lignes de téléphone fixe.
- Création d'une université multimédia.
- Réalisations immédiates: équipement ordinateurs de 90 écoles secondaires et de 20 écoles primaires, formation de 1 230 maîtres.

En 2000, la contribution du secteur TIC au PIB est de 37 %.

Mais l'économie du savoir n'est pas exempte de risques et de dérives

L'économie du savoir peut accentuer les inégalités. Elle dépend d'une technologie que seuls ceux qui ont eu accès à l'éducation peuvent capitaliser. Le fossé peut se creuser entre ceux qui ont accès aux moyens et à la formation et les exclus.

Les moyens de l'économie du savoir risquent aussi d'être dominés par l'appropriation des brevets et donc de passer sous la coupe des grandes firmes multinationales. On a ainsi l'exemple du quasi-monopole de Microsoft sur les logiciels ou encore celui de la propriété des brevets de biotechnologies (notamment pour les produits de traitement du SIDA). Ces risques sont plus ou moins combattus par les stratégies d'accès gratuit aux logiciels de recherche (Linux) et également par le piratage de la propriété intellectuelle. Un autre risque est celui du contrôle possible des Etats sur la société. Dans certains pays, en effet, l'Etat limite l'accès à internet et peut exercer une censure. Les Etats peuvent aussi établir des fichiers sur la vie personnelle des citoyens. La notion « d'informatique et libertés » n'est pas encore généralisée. Le contrôle de la connaissance et des citoyens peut être une arme contre la démocratie. Mais les nouveaux moyens de communication peuvent aussi favoriser l'émergence d'une « démocratie transversale ». Cette évolution est déjà très avancée aux USA où l'on qualifie la puissance des réseaux internet et leur impact dans le débat public par un concept politique nouveau, celui de cinquième pouvoir (après le quatrième pouvoir qu'est la presse).

La mise en réseau mondiale constitue sans nul doute une amélioration considérable de la communication entre les sociétés. Mais on ne doit pas cacher qu'elle comporte un risque fort d'uniformisation culturelle. En effet, 80 % d'internet est en anglais, et le modèle culturel américain est dominant. Il y a un risque à long terme pour les langues du monde (il en existe

6 500 et on pourrait en perdre la plus grande partie dans ce siècle). Internet peut par contre sauver les cultures s'il est utilisé dans une autre direction avec une forte volonté politique. C'est ce qu'essaie de faire en Australie le Centre Link qui a créé un réseau en 42 langues.

Un autre risque est celui d'une accentuation de la concentration géographique. On constate, en effet, que 6 % des utilisateurs d'internet vivent dans des régions qui concentrent 84 % de la population mondiale (Internet for Development ITU). A ce déséquilibre s'en ajoutent d'autres comme celui de la discrimination entre les sexes (en Chine, 70 % des utilisateurs d'internet sont des hommes, par opposition à la distribution équilibrée des Etats-Unis où ils représentent 49 % des usagers). La caractérisation ethnique a aussi un effet discriminant dans certains pays avancés. Aux Etats-Unis, les Afro-Américains et les Hispaniques sont pénalisés, cette pénalisation s'ajoutant au handicap de leur bas niveau d'instruction.

L'économie du savoir implique un engagement des Etats et une nouvelle éthique des entreprises

Milton Friedman, le gourou du libéralisme, affirme que les entreprises n'ont pas d'autres responsabilités que de faire des profits. Mais d'autres économistes considèrent aujourd'hui que les entreprises doivent avoir une relation plus holistique avec la société : faire des profits dans de nouveaux marchés tout en convergeant vers les objectifs de la société. Le débat économique de cette période de transition se situe fondamentalement dans cette dernière perspective.

Le constat est fait que l'économie du savoir ne peut pas se développer à la seule initiative des Etats. Elle exige un partenariat avec les entreprises du secteur TIC et une nouvelle éthique de l'entreprise. La stratégie du Millenium prend en compte cette nouvelle nécessité. Elle met en avant la responsabilité des grandes entreprises et l'exigence de la transparence (Corporate accountability). Elle souligne la responsabilité des Etats pour assurer une fonction de régulation. Il est, à cet égard, encourageant que les entreprises du secteur des TIC aient été les premières à avoir intégré le développement durable dans leurs stratégies. C'est ce que montre, par exemple, la Global e-Sustainability Initiative, lancée sous l'égide du PNUD, ou encore la North American Communication Environmental Excellence Initiative. Toujours dans la même dynamique, on note des formes nouvelles de coopération comme celle de Motorola avec le World Wildlife Fund ou encore les réalisations d'IBM pour améliorer l'utilisation efficace de l'énergie. La Charte d'adhésion volontaire constitue un instrument prometteur pour que l'industrie des TIC devienne leader dans le champ de la responsabilité environnementale.

La responsabilité collective des entreprises (CSR Corporate Social Responsibility) devient, dans ce contexte, une préoccupation majeure. Elle implique, vis-à-vis des actionnaires et des consommateurs, une transparence d'un nouveau genre quant aux impacts des activités des entreprises sur l'environnement et sur la société. Pour rendre effective une telle transparence, des efforts sont faits pour amener les entreprises à adopter une nouvelle présentation de leurs bilans. Celle-ci est désignée Triple bottom line reporting. Cette présentation prend en compte l'impact sur les ressources humaines (comment évolue le capital social représenté par la force de travail), l'impact sur une croissance économique durable (profits nets, accroissement de la productivité, investissement dans la recherche et l'innovation), enfin l'impact sur le développement durable de l'environnement.

En dernière analyse, la responsabilité des Etats est principalement de promouvoir une vision commune du futur de l'économie du savoir et, par ailleurs, d'éviter les dérives, notamment

en défendant les cultures. C'est aux entreprises qu'incombe le développement des services. C'est aux politiques publiques que revient la responsabilité de la régulation et de la création d'un environnement porteur. Cette vision du partenariat Etats/entreprises est celle qui a été affirmée lors du premier World Summit on the Information Society (Genève, décembre 2003).

La prospective doit cependant réaliser que le futur annoncé par les technologies nouvelles de l'information – et par l'économie du savoir qui lui est largement associée – est très difficile à déchiffrer. V.S. Naipaul, prix Nobel en 2001, rappelait à cet effet : « Les sciences de l'information nous ont pris par surprise. Nous n'avons donc aucun moyen de visualiser les technologies des quarante prochaines années ni les changements qu'elles apporteront à l'univers du travail et à la société en général. »

Références bibliographiques

- The Knowledge Economy, Sustainable Development and Corporate Responsibility : Information and Communication Technology (ICT) and its implications for Sustainable Development.* P. Johnston, European Commission, Information Society DG. 2003.
- Industry as a partner for Sustainable Development,* Global e-Sustainability Initiative (GeSI), UNEP, 2002.
- Le Maroc dans l'économie de la connaissance, enjeux et perspectives,* A. Driouchi et A. Djeflat, Université Al Akhawayn, 2004.

SYNTHÈSE DU DÉBAT DE LA TROISIÈME SÉANCE

- Cette initiative de prospective laissera une trace très importante dans notre pays. Plusieurs enseignements peuvent être tirés de nos travaux :
 - la mondialisation est incontournable, elle est là, elle existe depuis longtemps ;
 - l'économie est le maître-mot ;
 - il y aura trois pôles dans le monde ; l'Afrique se retrouvera avec 1,5 milliard de population et une Afrique sub-saharienne moribonde. (Mimoun Dkhissi)
- Les Etats-Unis ont bien compris l'utilité de la prospective. L'exemple de l'utilisation qui en est faite dans le secteur de l'énergie l'illustre bien. (Hassan Bahi, directeur du CRI Meknès)
- La vertu de l'accident doit être soulignée dans l'exercice prospectif. (Najib Akesbi, professeur)
- Si nous prenons l'hypothèse de la fin de l'histoire, on a l'impression que le libéralisme va dominer. Or, plusieurs exemples montrent le contraire (la Chine, par exemple). Prendre le développement du libéralisme comme scénario tendanciel réduit l'imagination. Il ne faut pas faire de prospective seulement sur les blocs économiques mais aussi sur les civilisations. Il faut interroger l'histoire pour déterminer les constantes.
- Le problème au Maroc n'est pas d'avoir des scénarios de « quoi faire » mais de « comment le faire ». Sept points essentiels peuvent être dégagés pour prendre le train du développement :
 - le rôle de la population (d'ici 2030, il faudra importer de la main-d'œuvre) ;
 - la croissance du PIB (sachant que 6 % sont recommandés) ;
 - la recherche et développement (il est impossible pour le Maroc d'y consacrer plus de 1 % du PIB) ;
 - la création de groupements locaux ;
 - la formation et l'éducation (le Maroc en est à son 11^e plan de réforme de l'éducation car il n'a pas le « comment faire ») ;
 - la démocratie s'acquiert à petits pas, mais la gouvernance est beaucoup plus difficile à obtenir ;
 - l'économie du savoir.

Comment faire ? Pouvons-nous trouver des modèles ?

- Nous devons recadrer notre démarche. Personne n'est venu pour nous dire comment faire mais nous montrer ce qui se fait ailleurs. Le Maroc doit se débrouiller seul. (Ahmed Lahlimi)
- Quels sont les leviers de développement à choisir pour le Maroc et pour l'avenir ? Au milieu des années quatre-vingt, il était très difficile d'obtenir une liaison téléphonique, aujourd'hui, c'est accessible à toute la population. Même les conditions de la compétitivité se sont améliorées. Ce progrès extraordinaire donne l'exemple de ce qu'il est possible de faire quand on a une vision et la volonté de l'accomplir. (Hassan Bahi, directeur du CRI Meknès)
- La recherche et développement sont des moteurs de la croissance. Les PMI-PME sont-elles en mesure d'exercer un impact positif sur la recherche et développement, sachant que ce domaine a jusqu'à présent été réservé à l'Etat et aux multinationales ? Actuellement, le Maroc a beaucoup à faire dans le domaine de l'éducation, de la formation et de la recherche et développement. (Hassan Bahi, directeur du CRI Meknès)

- On a l'illusion que le secteur des TIC se développe alors qu'il ne se développe qu'au niveau de la consommation. Ce n'est pas cela l'économie du savoir. La question de la recherche et développement reste donc posée. Il n'y a pas de lien de causalité entre le développement des deux opérateurs et les pôles de développement du savoir et de la recherche que sont les universités. Il n'y a pas de centre de recherche et développement qui travaille en harmonie avec des entreprises pour développer un savoir marocain à même de maîtriser l'amont de la technologie. (Najib Akesbi, professeur)
- Le savoir et l'information sont plus importants pour l'économie que les valeurs des marchandises. Le recours aux NTIC ne risque-t-il pas de creuser davantage l'écart entre les économies avancées et les économies en développement ? Quelle stratégie les pays en voie de développement doivent-ils adopter dans le domaine des NTIC pour rattraper leur retard ? (Bouchaib Rmail, directeur de la sécurité publique, DGCN)
- L'image proposée de l'économie du savoir est idyllique. Le développement de l'économie de service s'accompagne de la maîtrise de la technologie et donc de la recherche et développement. Est-ce que le Maroc est capable de tirer profit de l'économie du savoir ? Le développement de l'économie de l'information va-t-il se traduire par un développement de la valeur ajoutée et d'un secteur des services fondé sur les TIC (et pas sur l'économie de kissaria) ? (Najib Akesbi, professeur)
- Comment l'économie du savoir peut-elle aider à ralentir l'émigration ? Comment peut-elle permettre d'aider à distance au développement du pays ?
- Il y a huit à neuf ingénieurs pour 10 000 habitants au Maroc, chaque année, 250 à 300 cerveaux partent à l'étranger, 90 % d'entre eux ne reviennent jamais. On peut se demander si les pays développés ont vraiment envie d'aider au développement. (Mehdi Daoudi, association des ingénieurs de l'école Mohammedia)
- L'action de développement des pôles de compétitivité est-elle toujours efficace au XXI^e siècle ? Quels en sont les pré-requis ? (Bouchaib Rmail, directeur de la Sécurité publique, DGCN)
- Les SPL sont anciens au Maroc dans les anciennes médinas. Nous avons une expérience à tirer de notre passé. Aujourd'hui, nous avons la naissance de micro-entreprises. En France, y a-t-il quelque chose de fait pour ces très petites entreprises ?
- Les modèles de cluster et d'économie du savoir ne sont pas transposables au Maroc car ils sont basés sur trois fondamentaux qu'on ne possède pas, à savoir :
 - une recherche et développement,
 - un accès et une maîtrise de l'information,
 - un soutien et une subvention à l'économie.

Le Maroc doit bâtir son propre scénario. (Najib Mikou)

- Un aspect a été négligé : quel système financier mondial voulons-nous ? L'aide publique au développement se politise de plus en plus, quels en sont les risques et les enjeux ? (Meryem Zniber, PNUD)
- A partir des questions relatives à la polarisation en zones de développement, le continent africain se détache du reste du monde. A moins d'instruments de régulation globaux, la situation va devenir intenable. La question de l'hégémonie du G8 est posée. (Mohamed Raja Amrani, professeur)

- Aux Etats-Unis, la lutte contre le terrorisme est au centre des préoccupations et de toutes les décisions. L'exposé de M. Smolik place les jeunes comme porteurs d'avenir, or ces jeunes n'ont plus beaucoup de marge de manœuvre. A titre d'exemple, le nombre d'étudiants étrangers présents dans les universités américaines a chuté. Cette idée de jeunes éduqués et multilingues doit être approfondie et précisée.
- Le tableau de M. Smolik est plausible à partir de deux observations :
 - il n'y a pas eu de conflit majeur depuis soixante ans grâce au développement de la démocratie (les démocraties ne se font pas la guerre entre elles) ;
 - la mondialisation sera démocratisée et multicolore, elle se fera aux couleurs asiatiques et sud-américaines.

Dans ce tableau, les Etats-Unis auront un devoir moral de gardien, puisqu'ils seront l'unique puissance militaire (le seul gap qui ne pourra être comblé par les concurrents des Etats-Unis sera celui de la puissance militaire). L'obligation morale américaine peut-elle empêcher toute dérive s'il n'y a pas cette possibilité de développer la démocratie à l'échelle mondiale ? (Mohamed Raja Amrani, professeur)

- Quelle est la stratégie des Etats-Unis par rapport à l'émergence de nouvelles puissances et par rapport aux nouvelles intégrations régionales ? Y a-t-il des outils autres pour les Etats-Unis que le développement de la démocratie et de l'économie de marché ?
- Le problème de la démocratie doit être posé. Aux Etats-Unis, c'est posé comme un préalable au développement, en Asie, c'est loin d'être le cas. N'est-on pas plutôt face à un mode de gouvernance plutôt qu'à une obligation de démocratie ? Ne doit-on pas parler plutôt de contrat de prospérité ? (Najib Mikou)
- L'accord signé entre le Maroc et les Etats-Unis pourrait être une chance pour notre pays s'il était bien utilisé. Aujourd'hui, c'est une menace, car il n'est pas prévu de dispositif d'accompagnement technique et technologique, de soutien financier, de transfert de savoir-faire. (Najib Mikou)
- Même si la vision américaine a pu apparaître comme trop optimiste, il ne s'agit pas de *wishful thinking* mais de *power of positive thinking*. Nous avons la confiance que si nous donnons les outils aux individus dans une démocratie et un libre marché, tout peut se faire. (Robert Smolik)
- La question du terrorisme a été mise entre parenthèses dans mon intervention car, dans vingt-cinq ans, on sera passé au-delà de cette idéologie qui pourra freiner la mondialisation. L'expression « obligation morale » est très forte, mais c'est typiquement américain. (Robert Smolik)
- Au sujet des accords avec le Maroc, il y a le défi de mettre en place des questions techniques. Un accord de libre-échange est toujours la meilleure solution, car elle peut déclencher des activités économiques et commerciales en faveur de tous. (Robert Smolik)
- Les investissements directs de France à l'étranger vont continuer à se développer. D'un autre côté, la France se bat pour attirer encore des implantations de multinationales. Plus de 50 % du capital des entreprises du CAC 40 français appartient à des étrangers. Malgré des discours politiques de façade, la France est favorable à ces investissements (même si ce sont des fonds de pensions, etc.). La pensée de re-nationaliser le capital n'est plus adaptée au monde moderne. L'exemple de Maroc Télécom en est la preuve : par la privatisation, l'entreprise s'est développée, des emplois ont été créés, des richesses ont été générées indirectement, la capacité à entrer dans l'économie du savoir a été développée, tout ceci même

si 50 % des dividendes repartent ailleurs. Une des premières conséquences est qu'aujourd'hui le Maroc est passé devant la Tunisie, l'île Maurice, le Sénégal dans les métiers de centre d'appel téléphonique. (Nicolas Bernardi)

- Nous distinguons la recherche fondamentale de la recherche appliquée, le public du privé. Ce type d'investissement n'est pas possible pour tous les pays. La France souhaite continuer à stimuler sa recherche fondamentale, mais chacun doit se remettre à son échelle par rapport à ça. Par exemple, elle ne peut pas concurrencer les Etats-Unis dans les biotechnologies. La valorisation de la recherche publique est un des enjeux actuels de la France pour la création de PME et d'entreprises. (Nicolas Bernardi)
- Dans toutes les activités traditionnelles, la compétition internationale se joue dans l'innovation de tous les jours. L'économie du savoir n'est pas réservée aux surdiplômés. L'innovation est dans tous les processus de pensée, et elle peut vraiment créer des emplois dans le tourisme, l'agriculture, les activités traditionnelles de textile ou d'industrie légère. (Nicolas Bernardi)
- Les SPL se sont souvent développés sans l'intervention de l'Etat. Ce concept est plus un schéma de pensée pour l'expliquer et le communiquer que véritablement un concept qui a été d'abord inventé puis implémenté. C'est une constatation empirique. (Nicolas Bernardi)
- Le problème de la fuite des cerveaux se pose aussi en France avec l'émigration vers les Amériques. Chacun essaie de le résoudre comme il le peut, en France, par un système de bourse au retour. Il y a trop d'emplois qualifiés en France, mais on ne crée pas assez d'emplois, le scénario tendanciel est récessif en France. Les problèmes fondamentaux de la France seront peut être résolus avec l'Europe. (Nicolas Bernardi)
- Airbus et EADS sont des sociétés européennes qui s'équipent à hauteur de 50 % aux Etats-Unis. La croissance potentielle est un concept très théorique, elle ne peut être plus forte qu'elle-même. En France, cette croissance potentielle qui dérive de la croissance de la population active et de la productivité globale des facteurs est de 2,3 à 2,5 %. Elle est indépassable sauf à changer les déterminants c'est-à-dire la population active. Cela suppose une politique de redressement de la natalité, une politique d'immigration et des investissements importants. L'écart dans les investissements de recherche et développement dans les pays comme le Japon, les Etats-Unis ou l'Europe s'explique à hauteur de 80 % non pas par la recherche publique mais par la recherche privée. Pourquoi les entreprises n'investissent pas autant dans la recherche et développement en Europe qu'elle le fait ailleurs ? Un début de réponse peut être apporté : ces entreprises vont dans des marchés dynamiques. (Philippe Colombani)
- L'économie du savoir est la combinaison de deux facteurs: (i) l'éducation, la valorisation et la capacité des ressources humaines, et (ii) les outils. On ne mesure pas l'économie du savoir à l'outil tout seul. L'étude de la situation marocaine est intéressante : que signifie la multiplication exponentielle de l'usage des portables et des courriers électroniques ? (Grigori Lazarev)
- La recherche et développement dans le domaine des besoins futurs en service appelle des investissements assez considérables qui dépassent souvent l'échelle d'un pays. Cela appelle l'investissement direct extérieur. Il faut donc créer les conditions d'une forte attractivité : des ressources humaines compétentes, des projets, des procédures simples, une sécurité et stabilité politique. (Grigori Lazarev)
- Pour ce qui concerne le *brain drain*, les cadres formés partent parce qu'il n'y a pas de structure d'innovation qui stabilise les gens. Avec la nouvelle économie, il n'est pas nécessaire de changer de pays, tout peut se faire à distance. (Grigori Lazarev)

- La fuite des cerveaux s'explique par le fait que le tissu économique marocain n'est pas compétitif par rapport aux entreprises dans le monde. Le problème des diplômés-chômeurs nous rappelle le manque d'emplois dont souffre le pays. Aujourd'hui on parle de deux frontières d'un pays : la frontière géographique et la frontière humaine. La frontière humaine est plus large. On prévoit même que pour chaque pays, une partie de la population sera installée à l'intérieur du pays et l'autre à l'extérieur. Certains pays sont arrivés à ce stade : la Grèce, Israël, le Liban. Cette fuite des cerveaux ne signifie pas que nous avons un surplus de cadres au Maroc. Nous souffrons d'une insuffisance de formation qualitative et quantitative dans notre pays. Maroc Télécom fait des plans sociaux de départs volontaires, ce n'est pas pour réduire le nombre de ses cadres mais pour avoir des effectifs plus adaptés aux nouveaux métiers des télécommunications. (Abdeslam Ahizoune, président du directoire de Maroc Télécom)

- Nous avons profité des améliorations technologiques dans le pays, le mobile n'est pas juste un gadget de communication, il faut penser aussi à l'amélioration de l'action de l'individu au quotidien. Pour profiter pleinement de l'économie du savoir, il faut être équipé. L'impact de la fracture numérique se situe à ce niveau : soit l'individu profite de l'ouverture proposée par internet soit il n'a rien. (Abdeslam Ahizoune)

- Le Maroc, même s'il est petit par sa taille peut avoir du génie. Notre développement dépend de notre capacité à prendre en main notre destin. On constate que la moitié de l'humanité est mise de côté. Même si des outils, des technologies ont été inventés, ils ne profitent pas à tout le monde. Cet échec nous mène à nous poser la question suivante : où est l'humain dans ce massacre ? Il y a des mouvements de par le monde et des choix qui sont faits. Une certaine instabilité existe. L'analogie suivante pourrait être plus explicite :

Deux dromadaires prennent un bain de soleil.

Le petit se lève et demande à mère : « Maman, pourquoi avons-nous une bosse ? »

La maman répond : « C'est grâce à elle que nous traversons le désert pendant quarante jours sans boire ni manger.

– Et pourquoi avons-nous de grandes jambes rondes au bout ?

– Nous sommes plus efficaces pour traverser le désert.

– Pourquoi avons-nous de grands cils ?

– Pour nous protéger des tempêtes du désert.

– Avec toute cette performance et cette efficacité, pourquoi sommes-nous dans un zoo ? »

La conscience nous commande d'observer le mot confiance : est-ce la richesse ou la pauvreté qui dictent la confiance ? Un être humain qui a confiance en lui est une vraie forteresse, et une forteresse ne se détruit jamais de l'extérieur mais de l'intérieur.

Si Confucius revenait et qu'on lui demandait ce dont on a besoin pour bien diriger le monde (ou un pays), il nous dirait qu'il faut la confiance du peuple, un développement économique valable et une superpuissance militaire. Si de ces trois on ne devait en garder qu'un, ce serait la confiance du peuple.

Là est notre force. Le Maroc a fait son examen sans cassure, sans révolution et s'est travaillé à l'intérieur. Il a su traverser les vagues, les hauts et les bas, les vents, les courants. Il saura toujours aller et s'infiltrer comme l'eau partout et fera sa place tant qu'il croira en lui-même. (Mimoun Dkhissi)

QUATRIÈME SÉANCE

Le Maghreb dans vingt-cinq ans : quelles perspectives ?

Louis MARTINEZ

Chercheur au Centre d'études et de recherches internationales (CERI), France

Ce qui m'a agréablement surpris, c'est la volonté de réfléchir sur l'avenir du Maghreb : je crois que c'est une première, tant la réflexion générale porte non sur le futur mais sur le passé du Maghreb. Jusqu'à présent, le débat sur les questions politiques et économiques portait sur les causes historiques du « malheur » : la colonisation, les frontières, les rivalités régionales ; le questionnement se focalisait sur l'origine et par conséquent sur les responsabilités historiques. Est-ce le problème du Sahara ? Est-ce le voisin algérien ? Est-ce le voisin libyen ? Est-ce l'ex-puissance coloniale ? Puis de la responsabilité historique, le débat a basculé vers la théorie du complot qui fait des Etats-Unis une puissance déstabilisatrice, le « fléau » du monde arabe. C'est pourquoi je trouve intellectuellement très stimulant cette volonté politique de se projeter dans le futur afin d'imaginer ce que pourrait être le Maghreb. Cet exercice renvoie le devenir du Maghreb non plus aux facteurs historiques mais aux responsabilités politiques actuelles, le Maghreb de demain dépend des décisions d'aujourd'hui, prendre simplement ses responsabilités sur ce qu'on va faire dès maintenant jusqu'en 2030 en pleine connaissance de cause. Alors, à quoi peut ressembler le Maghreb de demain ?

Je vais développer quatre aspects qui me semblent aujourd'hui déterminants dans la perspective du premier scénario (tendanciel) que vous évoquez dans un document. Je vais essayer de montrer comment ce scénario pourrait voir le Maghreb exposé. J'ai formulé cinq conséquences. Enfin, je laisserai plus de place à l'imagination et mettrai en place un scénario peut être plus souhaitable, du moins dans l'ordre du possible.

Alors quelles sont ces tendances qui me paraissent traverser les Etats du Maghreb, à plus ou moins grande échelle, avec plus ou moins de grande intensité ?

La continuité du déficit de légitimité politique des institutions

Grosso modo, depuis l'indépendance, les pays d'Afrique du Nord continuent à avoir un immense déficit de légitimité sur le plan politique. Certains font plus de progrès que d'autres, certains cherchent mieux que d'autres à répondre à ce problème. Mais en général, les autorités en

place ne bénéficient pas d'une force du point de vue de la légitimité non pas sur leur pouvoir mais sur la capacité d'utiliser ce pouvoir au profit de la collectivité.

Comment ce déficit de légitimité se caractérise-t-il ?

- pendant un certain nombre de décennies, par des problèmes liés à la représentation démocratique ou au poids des appareils sécuritaires beaucoup trop importants ;
- ensuite, par un déficit de crédibilité en matière politique, qui explique les échecs successifs des différentes politiques dans les années soixante-dix et quatre-vingt ;
- et enfin, par un certain nombre de comportements qui pouvaient apparaître un peu en décalage avec la mondialisation, telle qu'on nous l'explique aujourd'hui, et les pratiques politiques que l'on peut voir maintenant.

L'Afrique du Nord a réussi sa transition démographique

Dans les années soixante-dix, on imaginait l'Afrique du Nord avec une population de 140 millions d'habitants en l'an 2000. Aujourd'hui, on se rend compte qu'elle est de l'ordre de 70 millions et que l'indice de fécondité des sociétés du Maghreb se rapproche de celui des sociétés de l'Europe en général et amène finalement à des projections où le Maghreb devrait atteindre en 2025 environ 93 ou 95 millions d'habitants.

Plus inquiétant est le non décollage des économie

Il y a un échec patent des modèles de développement économiques dans les années 60-70-80. L'Algérie a essayé d'acheter la modernité via l'industrialisation, le Maroc, de développer une économie de substitution des importations, la Tunisie, de mettre en place un équilibre entre les ressources naturelles et les ressources issues de différentes activités. Mais le niveau de richesse des individus a très peu progressé, et le Maghreb reste donc une zone d'immigration très forte. Chaque jour des individus, avec ou sans contrat, décident de quitter leur pays qui ne leur fournit pas les moyens de vivre et partent délibérément vers l'étranger.

L'absence flagrante de projets mobilisateurs

S'il y a bien un élément qui est surprenant à l'échelle du Maghreb, c'est qu'il n'offre pas à ses propres citoyens de quoi faire rêver politiquement. Par exemple, il n'offre pas un projet mobilisateur comme la Turquie pouvait en offrir un à ces citoyens, le projet d'intégrer l'Union européenne. Si les Turcs ont fait de profondes réformes, c'est que, sans doute, ils imaginaient leur intégration probable. Si les Espagnols ont fait des efforts considérables dans les années quatre-vingt, c'est qu'ils imaginaient aussi retrouver une place dans l'Europe. Dans le cadre du Maghreb, on ne voit aucun projet mobilisateur susceptible d'encourager la société civile à participer à des initiatives, gouvernementales ou autres. On ne voit pas quelles perspectives on peut offrir aux citoyens Maghrébins. Le partenariat euro-méditerranéen, qui a aujourd'hui dix ans, a déçu les attentes.

Le débat sur l'Union européenne est conditionné à la réponse que l'on va fournir à l'Europe. Quelle utopie est susceptible de mobiliser ces individus qui, peut-être portés par des énergies diverses, ne trouvent pas le moyen de se structurer et de se consolider ? Les conséquences sont évidentes, on les voit au quotidien. Premièrement, c'est une stabilité qui dépend en permanence de la conjoncture. Les économies reposent sur le triptyque maintenant évident :

le climat pour l'agriculture, la sécurité pour le tourisme et, enfin, l'énergie. Ces économies sont profondément marquées par des éléments dépendants de la contrainte extérieure et ne permettent pas aujourd'hui d'offrir véritablement des moyens de développement sur le long terme.

Lorsqu'il ne pleut pas, le taux de croissance s'effondre au Maroc. Un attentat ou deux en Tunisie, et c'est toute une économie qui est menacée. Le prix du baril de pétrole dégringole, et c'est l'Algérie qui entre en crise.

Première conséquence : stabilisation du taux de croissance

Comment remédier à cela ? Des tentatives se forment, on le voit bien depuis cinq-six ans, des tentatives d'ouverture, de libéralisation, d'accords régionaux, de modernisation. Leurs impacts sur la société sont beaucoup trop lents. Les conditions véritables pour avoir un marché du travail développé et productif ne se font pas, disons, ne se voient pas. Le taux de croissance s'est stabilisé autour de 3 à 4 %, et on voit mal comment le Maghreb pourrait créer ces 30 millions d'emplois que le FMI demande pour ne pas arriver à une crise structurelle. Pour cela, il faudrait un taux de croissance de 6 à 7 % que les pays asiatiques ont mais que le Maghreb n'a pas.

Deuxième conséquence : les mouvements islamistes sont finalement les seuls à proposer un monde imaginaire où régneraient la justice, la solidarité et le bien-être

Ils sont les seuls à offrir une alternative politique utopique qui fait rêver, mais peut déclencher un cauchemar comme en Algérie durant les années quatre-vingt-dix. L'échec des politiques économiques et l'absence de projets sociaux font de la religion islamique la solution à tous les problèmes quotidiens des citoyens.

Troisième conséquence : le désintérêt dont fait preuve le Maghreb en matière d'investissement

Les IDE ne viennent pas. Ils ne viennent pas, non pas parce que le Maghreb n'est pas attractif, mais tout simplement parce que la zone est caractérisée par une fuite des capitaux. Il est difficile de convaincre les investisseurs si certains ici font sortir plus d'argent qu'il n'en rentre ! Ce qui paraît important, c'est que la zone elle-même donne une image tellement caricaturale du passé qu'on ne voit pas comment convaincre un grand investisseur de venir dans une zone où il n'y a pas d'autoroute à relier trois pays qui n'ont pas plus de 1 500 kilomètres de frontières communes, où les obstacles douaniers sont considérables. Pour ces raisons, les IDE ne viennent pas, les infrastructures pour une intégration régionale sont trop faibles. Le Maghreb est en fait une région qui se tourne le dos. Les IDE ne viennent pas non plus parce que la stabilité des régimes en place est en cause. Finalement, les Etats sont-ils aussi solides qu'ils le prétendent ? La guerre en Algérie dans les années quatre-vingt-dix a montré qu'une élection ratée pouvait provoquer une guerre civile. Les régimes sont-ils prêts à s'ouvrir, à prendre le risque de la déstabilisation ? Parmi les raisons qui expliquent finalement le refus de se connecter à cette mondialisation, il y a principalement la conviction des élites dirigeantes que les Etats de cette région paraissent faibles alors que les régimes semblent forts. Les Etats sont faibles, toute transformation économique serait susceptible de les déstabiliser, voire de provoquer un certain nombre de conséquences profondes.

Les frontières ne sont pas encore totalement définies. Les régimes ne sont pas confiants en leur capacité à œuvrer ensemble. Les élites dirigeantes sont marquées par un passé anachronique

qui ferait rire des humoristes, mais qui est dramatique dans le cas de la situation réelle. On parle encore de guerre à une époque où on considère que c'est un luxe que seuls les Etats-Unis peuvent se permettre en Irak. Il y a donc là un certain nombre de raisons qui expliquent pourquoi cette région n'est pas attractive. Le soleil est là, les plages sont là, les individus sont sympathiques, la cuisine est bonne, mais les conditions politiques ne le sont pas. A ce niveau-là, je crois que seuls les acteurs locaux ne veulent pas voir la réalité des faits.

Quatrième conséquence : un immense décalage entre les sociétés et les élites

Celles-ci refusent de voir l'écart flagrant qui se met en place. Contrairement aux idées reçues, il n'y a pas d'émergence d'une classe moyenne, mais au contraire, un accroissement des inégalités. Depuis ces trente dernières années, on est plus malheureux qu'auparavant lorsque on est pauvre au Maghreb. C'est que les conditions de vie se sont aggravées pour ceux qui n'ont plus les moyens d'un minimum nécessaire : la pauvreté est plus dure aujourd'hui qu'il y a trente ans. C'est une conséquence des facteurs que j'ai évoqués auparavant qui ne plaident pas du tout pour la mise en place d'une société pacifique, consensuelle, susceptible de soutenir, en quelque sorte, une politique économique quelle qu'elle soit.

Cinquième conséquence : le Maghreb vit sans contrainte extérieure

C'est peut-être une des raisons pour laquelle il se complaît dans une absence totale de réforme profonde, à la différence d'autres Etats soumis à des contraintes soit géopolitiques, soit stratégiques. Les équipes dirigeantes en place n'ont pas à rendre de comptes, et le niveau de leur bilan aujourd'hui est à l'image des responsabilités du Maghreb sur la scène internationale. Finalement, le Maghreb n'a été soumis, ni par l'Union européenne, ni par ses grands partenaires (Américains, etc.), à la moindre forme de conditionnalité. Résultat, on a des équipes en place qui se complaisent dans des scénarios, en général importés, qu'ils ne font même pas l'effort d'appliquer. Je pourrais multiplier les exemples dans l'industrie industrialisante, la substitution des importations, aujourd'hui l'économie du savoir. Ce sont autant de programmes, autant de politiques qui, en général, ne sont jamais suivis d'effets réels. On ne peut pas prendre ces modèles en tant que tel sans considérer qu'ils sont le produit d'une histoire particulière fondée sur des valeurs particulières. Ils sont fondés et sont issus du système économique dont le principe-même est que la compétitivité doit amener en quelque sorte à la perfection ou à l'élimination. Or, nous avons dans le cas du Maghreb des systèmes politiques qui, depuis une quarantaine d'années, s'efforcent de se stabiliser sans pour autant se développer. Ce type d'économie est donc d'emblée inadapté à ce type de systèmes politiques. Comment imaginer véhiculer ce type de valeurs dans des systèmes politiques qui encouragent tout le contraire ? Il y a là quelque chose d'inadapté, d'inadéquat qui fait que le débat peut être passionnant intellectuellement, mais il me laisse extrêmement sceptique sur les capacités des équipes du Maghreb à les appliquer.

Si j'en reste à l'idée du scénario tendanciel (c'est-à-dire à l'idée que si on continue à faire ce que l'on fait, on ira forcément vers ce que l'on sait aujourd'hui), on aura une situation qui, *grosso modo*, ressemblera à celle que l'on a, avec trois événements en plus :

- une instabilité sociale due à la montée des jeunes et de leur frustration ;
- une instabilité économique due à la dépendance extrême d'une zone qui sera marginalisée par rapport à l'Europe de l'est (qui, elle, sera peut-être au cœur des politiques européennes) ;
- une zone marginalisée du point de vue sécurité.

Le Moyen-Orient devient la zone attractive par excellence après la politique menée en Irak. Qu'en est-il du Maghreb arabe dans ce contexte ? Hormis une zone touristique agréable, une réserve énergétique, y a-t-il d'autres perspectives ?

Quels scénarios alternatifs à cette évolution ?

Cinq points paraissent extrêmement importants pour imaginer une sorte de déblocage.

1. Sortir du modèle dans lequel le Maghreb est enfermé

Avec l'attente du messie économique, du messie politique, du messie financier, on a le sentiment au Maghreb que, finalement, si personne ne vient de l'extérieur, rien ne sera fait. L'idée qui domine le débat, c'est qu'il y a une attente. Si ce n'est pas l'Europe, alors peut-être les Etats-Unis, voire demain la Chine ? Pourquoi cette attente est-elle si forte, à tel point qu'elle inhibe, qu'elle bloque toute réflexion sur les capacités d'un développement sur des capacités fondées sur des potentialités locales ? Que peut faire le Maghreb sans attendre les messies d'où qu'ils viennent ?

Une chose est flagrante, à laquelle on ne prête pas attention : on reproduit en permanence ce modèle de fascination que l'on projette aujourd'hui sur l'Amérique. Dans les années soixante, soixante-dix et quatre-vingt, l'Europe était la puissance qu'on attendait. Elle a déçu, son partenariat n'est pas à la hauteur. Aujourd'hui, c'est l'Amérique. On en attend tout : le Grand Moyen-Orient, les investissements, le libre-échange, les transferts de technologie, sans pour autant faire attention aux traités qu'on signe. Tous encouragent des initiatives locales et espèrent que si elles se développent, elles seront appuyées. Mais en aucun cas ces textes-là ne sont des guides de développement. Donc, premier point, il faut peut-être mettre un terme à ce type de réflexion qui, à mon avis, n'encourage aucune forme de développement.

2. Prendre conscience de sa région

Plutôt que de chercher à découvrir l'Europe et les Etats-Unis, il faut s'ouvrir sur des voisins qui peuvent être eux-mêmes dans des situations identiques. Comment chercher à développer une région, si en même temps on est prisonnier de son Etat-nation ? Comment imaginer que l'on va fonder une relation de confiance avec un certain nombre de puissances étrangères, alors même qu'on développe une politique fondée sur une extrême méfiance vis-à-vis de son voisin. C'est un blocage évident en matière de politique économique. Il faut prendre conscience de son environnement régional, consensus obligatoire, pour pouvoir mettre en place une économie régionale.

A l'échelle internationale, le Maghreb ne représente rien. A l'échelle régionale, il peut représenter 100 millions d'habitants. Si on ne prend pas conscience de cela, comment pourra-t-on mettre en place une politique de valorisation ?

3. Il faut changer son regard, être plus curieux

Il faut ouvrir des perspectives vers d'autres pays. Au Maghreb, on ne regarde jamais, par exemple, la Malaisie, on regarde en permanence la France, Etat-nation millénaire qui, avec une histoire particulière, a développé un système particulier qui en fait d'ailleurs l'exception dans l'Europe. Aujourd'hui pour le Maghreb, ça me semble naïf, dans la mesure où on pourrait trouver d'autres formes d'inspiration, d'autres formes d'idées. Des Etats qui se développent et qui ont des caractéristiques proches de celles du Maghreb, il en existe d'autres. Pourquoi ne pas regarder comment ils ont fait ?

Ce matin, nos amis posaient la question du « comment faire ? » Evidemment, si on regarde le « comment faire » d'un Etat hautement industrialisé et possédant une technologie de pointe, et si on se demande comment arriver à ce même développement, on aura le vertige ! Par contre, on pourrait regarder d'autres formes de développement et se poser la question de savoir à quel type de société ce développement doit nous amener. Sommes-nous prêts au Maghreb à arriver à une société qui ressemble à la société française si ce choix-là est fait ? Je crois qu'il y a des réflexions qui ne sont pas poussées jusqu'au bout, car elles sont calquées sur un modèle, sans chercher à le mettre face aux conséquences qu'il implique.

Pour ma part, je crois que le Maghreb a intérêt à aller voir du côté de l'Indonésie, de la Malaisie, de ces Etats qui arrivent, plutôt bien que mal, à faire le syncrétisme entre l'islam, le capitalisme, la démocratie et, finalement, à trouver une forme de développement qui corresponde en partie à leur propre histoire nationale, religieuse et locale.

4. Quels sont les héros aujourd'hui pour les plus jeunes au Maghreb ?

Est-ce Bill Gates ? Vraiment, si on fait une enquête approfondie, on se rendra compte que les héros, malheureusement, ne sont pas ceux que l'on croit et qu'ils ressemblent davantage à des personnages comme Oussama Ben Laden, par exemple. On va considérer que c'est un individu qui venge, qui offre aux sociétés arabo-musulmanes une revanche, etc. Il exprime un sentiment profond qui consiste à dire que ce qui est important aujourd'hui pour nous dans la société ce n'est pas l'économique, c'est le sentiment historique de notre place. Qu'est-ce que cela veut dire ? Que fondamentalement, l'objectif aujourd'hui dans les sociétés du Maghreb n'est pas de s'enrichir sur le modèle capitaliste, c'est de retrouver la place que l'on pense perdue de son identité et de sa culture. Et si on ne retrouve pas cette place-là, comment concevoir l'économie ? L'économie ne sera pensée que comme un élément dans ce dispositif devant fournir aux uns et aux autres de quoi vivre dignement, comme totalement immatérielle, totalement déconnectée des réalités historiques et politiques et pouvant être greffée sur n'importe quelle société.

Je pense que les préoccupations aujourd'hui au Maghreb sont beaucoup plus d'ordre culturel et identitaire que d'ordre économique. Pour ce qui relève des sociétés civiles et des Etats, la seule préoccupation valable est fondée sur une conviction : les Etats sont trop faibles pour accepter le risque de l'économie, et je crois que cela explique fondamentalement pourquoi les Etats du Maghreb, pendant une quarantaine d'années, ont privilégié des instruments qui assurent le contrôle sur ceux qui libèrent les énergies. Ils sont partis de la conviction, héritée de leur histoire coloniale, que leurs Etats ne sont pas suffisamment fortifiés, solidifiés, ancrés dans un terroir pour offrir aux uns et aux autres la possibilité de mettre en avant leur énergie, leur créativité et leur individualité.

Si on ne tient pas compte de ces facteurs politiques, culturels et identitaires du Maghreb, on encouragera des utopies frustrantes et, pire, on donnera l'impression et l'illusion qu'on peut transformer les choses sans pour autant être dans le trend qui amène à ce type d'évolution.

SYNTHÈSE DU DÉBAT DE LA TABLE RONDE

ECONOMIE-MONDE, QUELLES OPPORTUNITÉS POUR LE MAGHREB ?

- Les atouts du Maghreb doivent être sondés. Les problèmes des pays du Maghreb doivent être différenciés, même si le retard dans la construction des nations est flagrant. L'objectif de ces pays n'est pas d'imiter le modèle d'Etat-nation français. Par exemple, au Maroc, on se tourne volontiers vers le modèle de régionalisation espagnol ou allemand. (Khalid Naciri, Institut supérieur de l'Administration)
- Le Maghreb a beaucoup changé depuis les années soixante-dix. Le Maghreb est un rêve, laissons-le comme tel. Le Maghreb n'est plus la solution. Ouvrir les barrières douanières et les frontières peut augmenter les échanges, mais parler de régionalisation avec la logique européenne d'intégration progressive n'est pas faisable. Le Maghreb a un problème d'intégration et d'ouverture des marchés. Il y a un problème de confiance dans les systèmes. Nous avons des atouts internes et externes, la question reste : que voulons-nous faire du Maroc et du Maghreb ? (Lahcen Daoudi, PJD)
- Il faut intégrer dans les relations l'idée de système de compensation : il est anormal que les pays du Nord nous parlent de développement endogène et qu'en même temps ils captent notre matière grise. L'Europe a besoin du Maghreb et inversement, mais il n'y a pas le même rapport de force. A ce niveau, le capital humain est une variable fondamentale. (Lahcen Daoudi, PJD)
- Au Maghreb, il y a une continuité du déficit de légitimité des régimes en place. Les élites actuelles sont conditionnées par le passé colonial, le relais doit être passé à une autre génération pour que les choses évoluent autrement. La primauté doit être donnée à la construction de l'Etat-nation. L'Europe est passée par la révolution industrielle (qui a permis l'émergence d'un modèle socio-politique porteur d'une culture socio-démocratique), la révolution civile (qui a délimité les champs du politique et du religieux) et une révolution transnationale. Le Maghreb n'en est même pas à la première phase. (Abdellatif Nacif)
- Le Maroc préfère trouver des solutions externes à ses problèmes économiques plutôt que des solutions internes. Au niveau mondial, les projets d'intégration ont échoué. Dans les années soixante-dix, avec la crise du capitalisme et les projets de coordination maghrébine avant la vague d'ajustements structurels, il y avait une montée de l'intégration régionale dans le Tiers-monde avec le Mouvement des 77 et la revendication d'un nouvel ordre économique international et des consultations de pays du Tiers-monde. Dans les régions intégrées, en Amérique latine par exemple, il y a eu une stratégie de sortie de crise après les ajustements structurels. Par la suite, les accords d'association horizontaux n'ont pas été intégrés au profit des accords verticaux. L'enjeu qui se pose à nous est d'aboutir à la construction du réalisable et d'éviter les utopies.

Quelle économie voulons-nous pour le Maroc ? Le libre-échange suffit-il ? La Finlande montre en Europe l'exemple qu'une autre politique est possible. Un autre modèle est à construire, l'économie, seule, est insuffisante. Ce modèle doit être à la hauteur de nos ambitions. (Mehdi El Amrani, professeur)

- Le problème du Maghreb, c'est le Maroc et l'Algérie. Jusqu'aux indépendances, les trois pays ont mené des luttes communes. Le Maghreb était alors une réalité face à la colonisation. Puis, chacun s'est jeté dans le contexte de la Guerre froide, et l'affaire du Sahara s'est trouvée au centre des relations. La démocratisation au Maghreb est un processus très long. Le contexte international va obliger une constitution du Maghreb. La situation actuelle du Maghreb ne peut pas durer, il faut que cela change. Ce n'est pas uniquement un problème de complémentarité mais aussi de logique. Le Maghreb actuel ne fait pas rêver. Le déficit de rêve pour le Maghreb est un déficit de projet maghrébin. A défaut de projet, les gens vont ailleurs. Les mouvements nationaux ont vieilli, des mouvements nouveaux se créent. C'est aux forces politiques et sociales de trouver de nouveaux moyens. (Ahmed Lahlimi)

- La question de la modernité au sein de l'islam se pose pour le Maroc. Une évolution progressive vers le modèle espagnol est à envisager. On doit éviter sur chacune des deux rives des solutions simplistes : nous sommes très liés les uns aux autres, et les problèmes des uns ont des conséquences sur les autres. Aussi, en paraphrasant le Général de Gaulle, si vous voulez exister dans les relations internationales, existez pour vous, existez par vous. (Philippe Colombani)

- Trois options s'offrent aux pays du Maghreb : le Maghreb, l'union euro-méditerranéenne et la stratégie nationale.

- La stratégie de construction et de consolidation du Maghreb pourrait engendrer un élan populaire et constituer un moteur de progrès. C'est le seul aspect qui pourrait rendre ce regroupement intéressant, sinon le Maghreb en lui-même n'aura aucun intérêt.

- Le scénario union Euro-méditerranée est discutable. Du côté du Sud, est-il opportun de s'arrimer à un Nord qu'on décrit comme en déclin ? L'échec de la conférence de Barcelone confirme le non-intérêt de l'Europe du Nord pour le Sud. L'Europe du Sud doit faire bloc pour infléchir vers le Sud la stratégie européenne qui actuellement va vers l'Est.

- Enfin, un petit pays n'existe que parce qu'il a une gamme de possibilités. Il ne peut pas se lier à un pays qui le gouvernerait complètement. Le Maroc doit jouer sur le fait qu'il y a l'Europe, les Etats-Unis, la Chine. (Louis Martinez)

- Un projet mobilisateur est un projet qui mobilise des sociétés. L'échelle locale est alors importante. Le développement doit se faire avec des hommes dans un territoire. Dans ce cadre, les PME sont l'avenir. Il faut trouver des moteurs d'impulsion. Les projets viendront plus de la périphérie que du centre. L'important est d'avoir un cadre porteur pour permettre aux acteurs de s'épanouir.

La deuxième échelle importante est celle de la coopération régionale. L'expérience de l'Union européenne est exceptionnelle, les pays qui y ont adhéré en tirent un immense bénéfice. Il est possible de s'engager vers un idéal commun, même si les projets poursuivis sont différents. Il n'y a pas de scénario possible de grand progrès sans une coopération régionale Nord-Sud et surtout Sud-Sud. Il faut donner un contenu beaucoup plus stratégique aux politiques de voisinage et aux relations entre nos pays. Le processus Euromed n'aboutit pas à du concret, le partenariat euro-méditerranéen doit être repensé. (Louis Martinez).

Liste des intervenants

AHIZOUNE Abdeslam, Président du directoire de Maroc Télécom.

BAKKOURY Mustapha, Directeur général de la Caisse de dépôt et de gestion.

BENOIT Guillaume, Directeur du Plan bleu.

BERNARDI Nicolas, Directeur du développement économique de la Communauté d'agglomération Nice-Côte-d'Azur.

COLOMBANI Philippe, Chef de la Mission économique de l'Ambassade de France à Cuba, Consultant permanent au Centre d'analyse et de prévision du ministère des Affaires étrangères.

FREYSSINET Jacques, Professeur émérite de sciences économiques à l'université Paris I, Président du conseil scientifique du Centre d'études de l'emploi.

GUIGOU Jean-Louis, Président du Centre d'analyse et de liaison des acteurs de la Méditerranée, France.

HERVIEU Bertrand, Secrétaire général du Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM), France.

JIMENEZ José, Directeur de la stratégie d'innovation, Telefonica, Espagne.

LAHLIMI ALAMI Ahmed, Haut Commissaire au Plan.

LAZAREV Grigori, Consultant international et membre du comité de pilotage du programme « Prospective Maroc 2030 ».

MARTINEZ Louis, Chercheur au Centre d'études et de recherches internationales (CERI), France.

SIJILMASSI Tariq, Président du directoire du Crédit agricole du Maroc.

SMOLIK Robert, Ministre Conseiller de la Mission américaine à l'OCDE.

Quelle économie-monde ?

Les travaux de la deuxième session « quelle économie-monde ? » se situent dans le prolongement des débats de la première session « géostratégie : où va le monde ? ». Celle-ci se proposait de jeter un regard prospectif sur les grandes tendances de la géostratégie mondiale. Nos invités, spécialistes de ces questions appliquées aux grandes régions du monde, nous ont fait partager leurs analyses et leurs interrogations et nous avons tous pu apprécier la richesse des débats auxquels celles-ci ont donné lieu.

Le premier constat qui s'en est dégagé, et que nous avons tous fait, a porté sur l'indissociable liaison qui s'est d'emblée établie entre le géopolitique et l'économique. Les tendances de la géostratégie du monde vont incontestablement être dominées par de grandes confrontations économiques dans lesquelles les partenaires les plus puissants du siècle précédent vont connaître, outre les rapports de force et de concurrence qui régissent leur coexistence, une compétition économique avec les économies émergentes au premier rang desquelles se tiendra une Chine de plus en plus « atelier », puis, demain, « laboratoire » du monde et, dans tous les cas, immense et attractif centre mondial de consommation.

Comment nous situerons-nous dans cette gigantesque compétition dont les échelles sont sans aucun rapport avec la dimension de notre pays ? Nous nous situerons, sans nul doute, dans la mondialisation, mais nous n'aurons aucun poids si nous ne nous situons pas aussi par rapport aux grandes configurations régionales.

On peut, à cet égard, dire qu'en résumé les débats de la première session de ce Forum semblent avoir conclu à une affirmation forte du devenir de notre pays dans l'Euro-Méditerranée en même temps que dans un régionalisme ouvert commandé par notre géographie, notre histoire et nos valeurs culturelles et spirituelles.

Ahmed LAHLIMI ALAMI
Haut Commissaire au Plan

